



# Evaluation des campagnes "Back To School" 2016, 2017 et 2018 au Burundi

## Rapport final

Oversee Advising Group (OAG)  
[info@myoag.org](mailto:info@myoag.org) | [www.myoag.org](http://www.myoag.org)

Contrat : UNICEF/BDI/4326622568/BTS/2018/12/OAG  
Pays : Burundi  
Client : UNICEF

Le contenu du présent rapport relève de la seule responsabilité du contractant et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant l'avis de l'UNICEF

## Table de matière

<b>Résumé exécutif</b> .....	<b>7</b>
<b>1. Introduction, Objectif et Méthodologie de l'évaluation</b> .....	<b>13</b>
<b>1.1. Contexte de la mise en œuvre de l'initiative BTS au Burundi</b> .....	<b>13</b>
<b>1.2. Justification de l'évaluation du BTS</b> .....	<b>16</b>
<b>1.3. Objectifs et portée de l'évaluation</b> .....	<b>18</b>
1.3.1. Objectifs et résultats attendus de l'évaluation .....	18
1.3.2. Usages et bénéficiaires de l'évaluation .....	18
1.3.3. Cadre et portée de l'évaluation .....	19
1.3.4. Méthodologie de l'évaluation .....	19
1.3.5. Organisation de la collecte des données.....	20
<b>1.4. Analyse des données et respect des règles d'éthique</b> .....	<b>21</b>
<b>1.5. Limites de l'évaluation et difficultés rencontrées</b> .....	<b>22</b>
<b>1.6. Structuration du rapport</b> .....	<b>22</b>
<b>2. Résultats</b> .....	<b>23</b>
<b>2.1 Pertinence</b> .....	<b>23</b>
2.1.1. Analyse de l'alignement des campagnes BTS sur les priorités de l'UNICEF en matière d'éducation.....	23
2.1.2. Analyse de l'alignement des campagnes BTS sur les priorités nationales en matière d'éducation dans le fondamental .....	24
<b>2.2 Efficience</b> .....	<b>27</b>
2.2.1. Effet du retard dans la distribution et du format du cahier.....	27
2.2.2. La question de la « double peine » .....	31
<b>2.3 Efficacité</b> .....	<b>32</b>
2.3.1 Au niveau de la mobilisation sociale en faveur de l'accès et de la rétention des enfants à l'école et de l'allègement du fardeau économique de l'éducation sur les parents.....	33
2.3.2. Au niveau de l'amélioration des conditions d'apprentissage .....	35
2.3.3. Au niveau du renforcement des capacités des acteurs .....	38
2.3.4. Analyse des forces, des contraintes et des faiblesses .....	38
2.3.4.1. Analyse des forces et des facteurs favorables à l'atteinte des résultats recherchés .....	38
2.3.4.2. Analyse des faiblesses et des risques.....	39
<b>2.4 Durabilité / connectivité</b> .....	<b>42</b>
<b>2.5 Impact</b> .....	<b>43</b>
<b>2.6 Couverture / équité</b> .....	<b>45</b>
<b>2.7. Coordination des interventions du BTS</b> .....	<b>50</b>
<b>3. Conclusion et recommandations</b> .....	<b>51</b>
<b>4. Annexes</b> .....	<b>56</b>
<b>Annexe 1: ToR</b> .....	<b>56</b>

<b>Annexe 2 : Liste des personnes rencontrées .....</b>	<b>68</b>
<b>Annexe 3 : Outils de collecte des données .....</b>	<b>71</b>
<b>Annexe 4 : Documents utilisés .....</b>	<b>79</b>
<b>Annexe 5 : Matrice de l'évaluation .....</b>	<b>80</b>

### **Liste des tableaux**

Tableau 1 : Constitution de l'échantillon à couvrir lors de l'enquête qualitative.....	21
Tableau 2: Coût global et unitaire de la campagne BTS 2016-2017.....	29
Tableau 3: Coût global et unitaire de la campagne BTS 2017-2018.....	29
Tableau 4: Récapitulatif des campagnes BTS 2016-2017 et 2017-2018.....	30
Tableau 5: Evolution du taux d'abandon et du taux de redoublement.....	44
Tableau 6 : Répartition des kits élèves distribués par province et par catégorie d'élèves en 2016 ....	48

### Suivi des versions

Préparé par :	Oversee Advising Group (OAG) – <a href="http://www.myoag.org">www.myoag.org</a>
Version :	Rapport final
Date de soumission :	18 /03/2019

## **Remerciements**

---

Le présent rapport d'évaluation des campagnes Back To School (BTS) au Burundi est le fruit d'un processus participatif. En effet, il a été établi en collaboration avec les responsables du Comité BTS, la Direction en charge des approvisionnements du Ministère de l'Education, de la Formation Technique et Professionnelle du Burundi et l'UNICEF. Ce travail n'aurait pu aboutir sans l'engagement sans faille de tous les responsables des structures précitées que nous voudrions remercier ici pour leurs soutiens multiformes depuis la phase de préparation du rapport jusqu'à sa finalisation.

Il faut aussi souligner les échanges fructueux que l'équipe d'évaluation a eus lors de la phase de terrain avec les directeurs d'écoles, les enseignants, les parents, les élèves, les membres des comités de gestion des écoles, les responsables des services provinciaux et communaux de l'éducation, les leaders d'opinion, etc.

Cette analyse est enrichie des commentaires formulés lors de la séance de débriefing organisée à Bujumbura et de la relecture critique de la première mouture.

## Abréviations

---

<b>Sigle</b>	<b>Désignation</b>
BTS	Back To School
BPSE	Bureau de la Planification et des Statistiques de l'Éducation
CBTS	Comité Back To School
CSLPII	Cadre Stratégique de lutte contre la pauvreté, 2ème génération
DAS	Direction des Approvisionnements Scolaires
DCEFTP	Directeur communal de l'Education, de la Formation Technique et Professionnelle
DPEFTP	Directeur provincial de l'Education, de la Formation Technique et Professionnelle
DCE	Direction communale de l'enseignement
DPE	Direction provinciale de l'enseignement
ECOFO	Ecole fondamentale
EDS	Enquête démographique et de santé
EPT	Education pour tous
FBU	Franc Burundais
FGD	Focus Group Discussion (Discussion de groupe dirigée)
GHM	Gestion de l'hygiène menstruelle
MEFTP	Ministère de l'Education, de la Formation Technique et Professionnelle
ODD	Objectif de Développement Durable
OOS	Out of school (enfants hors de l'école)
PME	Partenariat Mondial pour l'Education
PSDEF	Plan sectoriel de développement de l'éducation et de la formation
SIGE	Système intégré de gestion de l'éducation
US\$	Dollar américain
UNICEF	United Nations Children's Fund

---

## Résumé exécutif

### Contexte

Malgré l'amélioration observée dans l'accès, le système éducatif connaît encore des disparités qui devraient être prises en compte pour apporter une réponse appropriée à la question éducative. L'une des principales difficultés est le coût élevé de l'éducation (matériel scolaire, uniformes, etc.) et ce malgré la politique de gratuité de l'enseignement primaire. Les coûts indirects de l'éducation, combinés à la crise économique persistante, entraînent dans la majorité des cas, la non scolarisation ou la déscolarisation des enfants. Par ailleurs, les enfants les plus vulnérables se heurtent toujours à nombre d'obstacles pour accéder à l'éducation, tels que le genre, la pauvreté, le handicap et les considérations socioculturelles.

Dans le cadre de son programme de coopération avec le Gouvernement du Burundi, l'UNICEF a conçu une initiative intitulée « Back To School », dont l'objectif général est de promouvoir l'égalité de genre et l'équité dans l'accès, le maintien et la réussite à l'école en contribuant au retour à l'école des enfants de l'enseignement fondamental, ainsi que l'achèvement des études.

En 2016, l'UNICEF a organisé la première campagne nationale BTS dans les dix-huit provinces du pays grâce à un financement du Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME). En 2017, la campagne a couvert les sept provinces les plus vulnérables du Burundi : Cankuzo, Kirundo, Makamba, Muyinga, Rumonge, Rutana et Ruyigi. En 2018, les provinces de Kirundo, Muyinga, Ruyigi, Cankuzo, Rutana, Makamba et Rumonge ont également bénéficié du BTS en raison de leur vulnérabilité.

Ces campagnes BTS s'articulent autour de trois domaines d'intervention complémentaires : la mobilisation sociale, l'amélioration des conditions d'apprentissage et le renforcement des capacités des acteurs. Après plusieurs années de mise en œuvre, elles n'ont pas encore fait l'objet d'une évaluation.

### Objectif de l'évaluation

L'évaluation a pour but de comprendre comment, de l'avis des communautés, la campagne BTS a contribué à maintenir les enfants à l'école.

Plus spécifiquement, il s'agit de :

- évaluer le coût unitaire de la scolarisation par le biais de l'approche de campagne BTS et dans quelle mesure cette approche est rentable (un critère de comparaison de la rentabilité par rapport à des niveaux satisfaisants d'assiduité sera développé) ;
- apprendre des acteurs clés comment, à leur avis, la campagne a facilité l'inscription et la rétention des enfants à l'école ;
- décrire comment la campagne BTS tente de soutenir les résultats d'apprentissage de la perspective des bénéficiaires (perception des enseignants et des élèves) ;

- mettre en contraste les points de vue des acteurs clés pour trianguler les résultats possibles des interventions;
- identifier et documenter les pratiques et les enseignements tirés des produits et processus programmatiques dans le but de soutenir la durabilité du programme et son institutionnalisation au sein du gouvernement.

## Méthodologie

---

Une collecte des données faite à partir d'une approche mixte et des visites de terrain a permis de recueillir des données à travers des entretiens, des discussions de groupe et une revue documentaire. La collecte des données a eu lieu dans huit provinces du pays, choisies en prenant en compte les indicateurs de scolarisation, l'expérience du BTS et la diversité sociologique du pays. Les données collectées ont été synthétisées et analysées à l'aide de la méthode d'analyse de contenu articulée autour des principaux critères retenus pour l'évaluation, à savoir la pertinence, l'efficacité, l'efficacé, la durabilité, l'impact, la couverture et l'équité ainsi que la coordination.

## Limites de l'évaluation

---

L'activité évaluée n'est pas à proprement parler un projet structuré autour d'un document de projet et d'une théorie du changement rendant clairement compte des indicateurs de base et des cibles à atteindre à terme. Ainsi, l'évaluation vise à comprendre comment aux yeux des communautés, la campagne BTS a contribué à maintenir les enfants à l'école. Dès lors, le cadre de l'évaluation limite les perspectives de l'exercice d'un point de vue de l'appréciation de l'efficacité et des résultats obtenus.

## Principales conclusions

### Pertinence

---

Le BTS est en adéquation avec la politique de l'UNICEF car il participe à la réalisation du droit à l'éducation et à la promotion de l'idéal d'une école amie des enfants. Son approche vise l'atteinte de l'équité et la résorption des disparités liées à l'accès à l'éducation car il cible les enfants vulnérables. A l'intérieur d'une province ou d'une commune bénéficiaire, le fait pour tous les enfants présents à l'école d'en s'inscrire dans une approche globale qui permet de prendre en compte les enfants vulnérables. Il s'agit donc d'une réponse fondée sur l'approche genre, droits humains et handicap. En effet, les interventions menées dans le cadre du BTS ont permis d'atteindre les enfants albinos, handicapés ou ceux issus de la minorité Batwa en vue de faciliter leur scolarisation, même si ces catégories d'enfants ne sont pas directement ciblées comme telles.

Le BTS est également en adéquation avec les objectifs nationaux en matière de développement et d'éducation car les activités réalisées intègrent entièrement les priorités

stratégiques du Plan Sectoriel de Développement de l'Éducation et de la Formation (PSDEF), notamment en ce qui concerne les mesures particulières d'équité pour des groupes ayant encore des difficultés d'accès à l'école ; le développement des actions de sensibilisation envers les communautés pour relever le niveau d'achèvement et réduire les redoublements /abandons ; et les dotations de kits scolaires pour améliorer la qualité des apprentissages. Dès lors, la distribution des kits scolaires contribue d'une part à améliorer les pratiques d'enseignement et les conditions d'apprentissage des enfants et d'autre part à l'atteinte de l'Objectif du Développement Durable (ODD) n° 4 qui vise à « Assurer une éducation inclusive et équitable de qualité et promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous ». De plus, le programme concourt à la réalisation des dispositions de l'article 53 de la Constitution du Burundi qui stipule que : « Tout citoyen a droit à l'égal accès à l'instruction, à l'éducation et à la culture. L'Etat a le devoir d'organiser l'enseignement public et d'en favoriser l'accès ».

## Efficiences

En 2016, le BTS a apporté une contribution de 1,50 US\$ soit 2.700 FBU par élève bénéficiaire si l'on suppose que l'ensemble des postes de dépenses mentionnés dans les rapports disponibles ont comme bénéficiaire final l'enfant en tant qu'ayant droit. Pour la campagne 2017, ce montant est passé à 0.32 US\$ (soit 576 FBU) car, le kit élève et enseignant a été réduit, en nature et en quantité. D'un kit composé de 7 articles en 2016 pour les élèves et 5 pour les enseignants, on est passé, en 2017, à un kit de 6 articles pour les élèves et 4 pour les enseignants. Dans les deux cas, la contribution du BTS, sans être négligeable, ne réduit pas substantiellement le fardeau de la scolarisation pour les parents. En effet, d'après une étude menée par l'UNESCO en 2016, le coût de la scolarisation d'un enfant de l'école fondamentale est en moyenne de 70.000 FBU (soit 38,88 \$) par an, somme incluant les fournitures scolaires, les uniformes et d'autres matériels dont a besoin un enfant pour un apprentissage de qualité. Sur cette base et en prenant la contribution la plus élevée ( de 2016), on constate que le parent d'un enfant bénéficiant du BTS doit en moyenne déboursier 37,38 US\$ (67.684 FBU) pour couvrir les besoins annuels.

En outre, au regard des stratégies utilisées, le BTS ne permet pas véritablement de s'attaquer à toutes les causes ou à tous les cas d'abandon scolaire, notamment la situation des enfants d'âge scolaire qui ne sont jamais allés à l'école, ceux d'âge scolaire qui ont abandonné et se retrouvent en marge du système scolaire. Par ailleurs, compte tenu des retards qu'accusent les campagnes, la contribution du BTS à la réduction du fardeau économique de la scolarisation sur les parents reste mitigée car les dotations arrivent souvent après que les parents ont déjà engagé des dépenses scolaires pour leurs enfants.

## Efficacité

Du point de vue des acteurs clés rencontrés (directeurs d'école, enseignants, directeurs communaux et provinciaux de l'enseignement), les activités réalisées contribuent à une amélioration de l'accès, de la rétention, de la réussite et à la lutte contre les abandons car nombre de parents des régions bénéficiaires ne peuvent pas acheter les cahiers à tous

leurs enfants scolarisés. En outre, elles contribuent à l'amélioration des conditions d'apprentissage des enfants grâce aux kits scolaires nécessaires à la dispense des cours et enfin à l'amélioration des conditions de dispensation des cours lorsqu'on compare les ECOFO non bénéficiaires et celles qui sont bénéficiaires. A travers les kits distribués, le BTS renforce les aptitudes des élèves à travailler à domicile, à réviser les leçons car il y en a, sans cet appui, ne disposerait d'aucun matériel scolaire. En mettant à la disposition des écoles des matériels comme la craie, le BTS améliore les conditions de travail des enseignants, notamment les conditions de préparation et de dispensation des cours. Mais l'arrivée tardive des kits du BTS limite l'atteinte des résultats escomptés, car ils parviennent parfois lorsque les parents ont déjà acheté ces matériels pour leurs enfants.

Par ailleurs, l'efficacité des interventions menées dans le cadre du BTS a souffert du relâchement des actions de sensibilisation au cours des dernières campagnes et de la qualité des dotations parfois remises en cause par les bénéficiaires. En outre, la forte centralisation du processus de prise de décision lors des campagnes a souvent retardé la mise en place effective des fournitures dans les écoles. Ces retards n'ont pas toujours permis de réduire le fardeau de l'éducation pesant sur les parents.

## Durabilité / connectivité

---

Même si on observe que le BTS a été développé à partir des leçons apprises des campagnes EPT en s'appuyant sur des actions de mobilisation sociale et que la planification de la campagne s'appuie sur les aspirations et les besoins des populations affectées par un contexte de pauvreté, sa durabilité va dépendre des capacités des acteurs à la base à mettre en place un système de gestion durable des acquis du BTS, à savoir par exemple la mise en place d'un mécanisme de suivi et de gestion responsable des stocks des matériels reçus, le développement de méthodes novatrices de conservation et de sécurisation comme le recours à des veilleurs et l'achat d'armoires notamment pour le matériel mis à disposition des enseignants. Si de telles initiatives ont été prises dans certaines communes et écoles, elles sont encore loin d'être généralisées et l'absence de cadre de partage des bonnes pratiques entre écoles/communes ne permet pas leur mise à échelle. Le contexte de pauvreté constitue un risque majeur car faute de moyens, les parents pauvres vont toujours éprouver des difficultés à scolariser tous leurs enfants, en les dotant de kits scolaires nécessaires à leur scolarisation.

## Impact

---

Le BTS reste une intervention très focalisée sur l'école. Dès lors, il ne porte que sur les enfants pour lesquels le risque d'abandon de l'école résulte de la pauvreté ou de pesanteurs socioculturelles. Or, les causes de l'abandon sont multiples, pauvreté, ignorance des parents, perception du coût d'opportunité de l'école, attractivité des pays voisins et des activités génératrices de revenu comme le travail agricole, le commerce ou le travail domestique. C'est pourquoi on peut penser que, bien que soutenue par des actions de mobilisation sociale visant à atténuer les effets négatifs des coutumes sur la

scolarisation et à améliorer la perception des parents concernant l'éducation scolaire, le BTS, dans son format actuel, ne permet pas de résorber toute la question des abandons.

Le BTS a néanmoins contribué à améliorer la disponibilité des kits scolaires, même si on ne dispose pas de données quantitatives sur le taux d'utilisation desdits kits, faute d'un mécanisme de suivi-évaluation collectant ce type d'information. Les enquêtes auprès des parents indiquent que le BTS constitue un soutien pour la scolarisation, mais que l'arrivée tardive des kits constitue un sérieux handicap. Enfin, et comme il a été dit plus haut, la relative faiblesse contribution du BTS par enfant amène à relativiser son impact sur les taux de scolarisation et d'abandon.

## Couverture / équité

---

Les campagnes BTS permettent de toucher les enfants vulnérables comme l'indiquent les fiches de suivi des distributions et les rapports qui en découlent. En 2016, le BTS a été mené à travers tout le pays. En 2017 et 2018, un ciblage a été effectué et 7 provinces ont été choisies en fonction de leur vulnérabilité. Dans ces provinces bénéficiaires, l'approche a consisté à distribuer les kits BTS à tous les enfants dans les ECOFO publiques. Mais, les difficultés d'accès à certaines localités enclavées et la durée de la campagne réduisent sa portée et les possibilités de couvrir toutes les couches nécessiteuses. On observe que le BTS est très orienté vers la distribution de kits dans les écoles et donc vers les enfants déjà à l'école. Or, la question de l'abandon concerne en priorité les enfants en dehors de l'école qui peuvent décrocher pour différentes raisons. Il y a peu d'interventions orientées vers ces autres enfants ayant abandonné l'école ou non scolarisés bien qu'en âge d'être scolarisés. Par ailleurs, le BTS intervient au niveau du renforcement des capacités des enseignants en éducation de base grâce à la fourniture d'outils didactiques.

## Coordination

---

Depuis 2016, la mise en œuvre des campagnes BTS est un processus de planification qui implique plusieurs structures du ministère en charge de l'éducation, réunies au sein du Comité BTS. Dans les écoles bénéficiaires, cette approche participative se traduit par la mise en place d'un comité chargé de la distribution pour garantir la transparence. Il est composé du directeur de l'école, des enseignants, des élèves et des membres du comité de gestion de l'école. Toutefois, on observe que le pilotage des campagnes BTS reste très centralisé ; ce qui limite les capacités opérationnelles des DPEFP/DCEFP à prendre des décisions pour surmonter certaines difficultés rencontrées sur le terrain. Cette situation a parfois inutilement rallongé les temps d'attente du lancement de la campagne dans les écoles bénéficiaires alors même que celles-ci avaient déjà à leur disposition les stocks acheminés par le prestataire de services requis à cet effet. Une plus grande synergie avec les comités locaux de protection de l'enfant aurait permis de mieux cibler les enfants hors de l'école et les multiples causes d'abandon scolaire et ainsi d'obtenir des résultats plus significatifs.

## Recommandations

---

### A l'endroit du Ministère

- Inscrire le BTS dans une dynamique d'actions plurielles visant à faciliter l'accès à l'école et à réduire le fardeau de l'éducation sur les ménages/familles/parents en renforçant les mesures de gratuité effective et en développant un mécanisme efficace de planification des distributions pour assurer l'effectivité de la campagne dès la première semaine de la rentrée ;
- Renforcer le système statistique de l'éducation pour une meilleure planification du BTS ;
- Renforcer le rôle des services déconcentrés dans la prise de décision et la mise en œuvre du BTS ;
- Etablir la synergie entre les actions du BTS et d'autres composantes de la fonctionnalité du fondamental ;

### A l'endroit de l'UNICEF

- Mettre en place un mécanisme permettant de faciliter l'évaluation de l'impact du BTS, en définissant des indicateurs prioritaires (accès, rétention, qualité), des situations de références et des cibles prioritaires ainsi que les échéances et en élaborant une théorie du changement adapté en fonction de la nature de l'activité qui est une campagne et non un projet stricto sensu ;
- Mettre en cohérence le BTS avec la nécessité d'atteindre les enfants hors de l'école pour s'attaquer à toutes les causes des abandons au Burundi ou de la non scolarisation ;
- Définir et clarifier le rôle des parties prenantes (directeurs d'école, DPE, DCE) du BTS ;
- Renforcer le lien entre les différentes interventions du BTS (la mobilisation sociale ; l'amélioration des conditions d'apprentissage et le renforcement des capacités des acteurs) ;
- Développer un mécanisme de financement du BTS et de dotations orientées vers la performance en vue de stimuler la compétition entre écoles, communes et provinces bénéficiaires ;
- Améliorer la qualité et la quantité des kits en vue d'améliorer la perception des bénéficiaires sur l'importance du BTS ;
- Renforcer le suivi-évaluation de la campagne en vue de garantir la durabilité.

# 1. Introduction, Objectif et Méthodologie de l'évaluation

## 1.1. Contexte de la mise en œuvre de l'initiative BTS au Burundi

Le système éducatif burundais se caractérise par une augmentation rapide du nombre d'élèves inscrits à presque tous les niveaux d'enseignement et qui s'accompagne d'une amélioration de la couverture scolaire à tous les niveaux. L'introduction de la gratuité scolaire en 2005 dans l'enseignement primaire a largement contribué à cette augmentation. Par exemple, l'inscription aux cycles 1 à 3 (ancien cycle primaire) de l'éducation de base est passée de 1 309 387 élèves en 2005 à 2 069 731 élèves en 2016. D'après les *Indicateurs sur l'enseignement au Burundi*, le sous-secteur de l'enseignement fondamental a connu un accroissement quantitatif important en une décennie. En effet, entre 2007 et 2016, les effectifs des 3 premiers cycles dans le public sont passés de 1 585 539 à 2 125 596 inscrits soit un accroissement annuel de presque 3,4% alors que l'accroissement moyen de la population globale est de 2,4% (MEFTP, 2018).

Bien que l'accès à l'éducation se soit amélioré, le système éducatif connaît encore des disparités qui devraient être prises en compte. Les enfants confrontés aux obstacles les plus importants pour l'accès à l'éducation, tels que ceux liés au genre, à la pauvreté ou au handicap ne sont pas suffisamment pris en compte. Une proportion élevée d'enfants ne sont toujours pas scolarisés (25% selon l'EDS 2016-2017). L'une des principales raisons est le coût élevé de l'éducation (matériel scolaire, uniformes, etc.) malgré la politique de gratuité de l'enseignement primaire. Les coûts indirects de l'éducation, combinés à la crise économique persistante, entraînent, dans la majorité des cas, la non scolarisation des enfants.

Malgré les progrès observés, les enfants les plus vulnérables se heurtent toujours aux obstacles les plus graves pour accéder à l'éducation, tels que ceux liés au genre, à la pauvreté, au handicap et aux considérations socioculturelles. En matière de scolarisation, on observe ainsi des discriminations envers les filles, les réfugiés, les retournés, les déplacés, les enfants Batwa, les enfants albinos ou ceux vivant avec un handicap. Comme l'indique l'étude menée par Ndayisaba et Robert en 2017 sur les risques et des vulnérabilités du système éducatif au Burundi, leur vulnérabilité est liée à plusieurs causes : la pauvreté, les violences basées sur le genre, les risques sanitaires, climatiques, géologiques auxquels ils peuvent être confrontés. Les réfugiés, déplacés et rapatriés ont fréquemment connu des interruptions de scolarité et sont parfois perturbés par des changements de langue d'apprentissage.

En outre, les indicateurs d'efficacité interne restent faibles, avec un taux de redoublement moyen de 20,8% pour les quatre cycles de base et un taux de transition de 76,6% de la sixième à la septième année du primaire en 2016 (BPSE, 2018). Les causes de cette faible performance du système éducatif sont entre autres, les grossesses et les mariages précoces, les violences en milieu scolaire et sur le chemin de l'école ainsi que la pauvreté des parents. En effet, la pauvreté est la principale cause de l'exclusion des enfants de l'école, particulièrement des filles, quel que soit le groupe défavorisé (enfants Batwa, enfants orphelins, enfants handicapés, enfants albinos, etc.). Le travail des enfants, lié à la pauvreté des parents, est l'un des obstacles importants à la scolarisation des enfants rapatriés ou expulsés. Parmi eux, les filles sont souvent sacrifiées, en abandonnant l'école pour faire des

travaux domestiques et garder les plus jeunes. Ces dernières années, un phénomène nouveau a vu le jour dans les provinces frontalières où les enfants, filles et garçons sont envoyés dans les pays voisins en pleine année scolaire pour exécuter le travail saisonnier. Dans la province de Rutana, dans la commune de Giharo, ce sont précisément plus de 2.000 enfants qui avaient abandonné l'école à la fin du premier trimestre de l'année scolaire 2015-2016, selon le rapport de la Direction Provinciale de l'Enseignement (DPE).

Sur le plan démographique, on observe qu'avec un taux annuel d'accroissement de la population supérieur à 2%, l'accroissement rapide de la population scolarisable, auquel s'est ajouté le rapatriement des réfugiés restés en Tanzanie, a créé une grande pression sur le système éducatif au cours des dix dernières années.

Sur le plan sociopolitique, le Burundi traverse depuis 2015 une crise dont les conséquences affectent le système scolaire et la scolarisation des enfants. D'après les données produites par OCHA, au 30 juin 2017, 417.000 personnes auraient quitté le pays, tandis que 203.000 autres auraient été déplacées à l'intérieur du pays. En sens inverse, il existe un mouvement de retour d'exilés depuis la Tanzanie, la RDC et le Rwanda. Ces situations d'urgence exigent une réponse humanitaire pour garantir aux enfants en âge de scolarisation les chances d'avoir droit à l'éducation, indépendamment de leur origine et de leur sexe. Or, la crise a aggravé les difficultés antérieures que le système éducatif burundais avait à affronter. Elle a renforcé la vulnérabilité des enfants déjà victimes de privations (Neubourg, Ramful et Boon Liên, 2017). D'après l'étude des risques et des vulnérabilités du système éducatif au Burundi, la baisse du budget de l'Etat (18 % entre 2015 et 2016) est une autre conséquence de la crise, qui affecte nécessairement les services sociaux comme ceux de l'éducation et la capacité des écoles à offrir des services de qualité, faute de dotations financières suffisantes. En effet, elle a entraîné la suspension du fonctionnement du fonds commun pour l'éducation (Ndayisaba et Robert, 2017, p.10).

Par ailleurs, à l'instar de tous les pays du monde, le Burundi avait souscrit aux 6 objectifs du Cadre d'Action de Dakar pour la réalisation de l'EPT en 2015. En 2012, un Plan Sectoriel de Développement de l'Education et la Formation (PSDEF) pour la période 2012-2020 a été élaboré, avec un accent particulier sur l'achèvement du primaire. Ce cadre de planification donne les nouvelles orientations du secteur de l'éducation et vise l'atteinte des objectifs de l'éducation pour tous à travers plusieurs stratégies dont l'une porte sur l'enseignement fondamental. Dans le contexte de l'EPT, le gouvernement a entrepris un certain nombre de réformes ayant entraîné une augmentation significative des inscriptions comme la suppression des frais scolaires dans l'enseignement primaire, la mobilisation des communautés pour les constructions scolaires, la décentralisation des services de l'éducation en vue de les rapprocher des bénéficiaires et l'instauration des comités de gestion de l'école pour en améliorer la gouvernance. Certaines de ces avancées ont facilité la mise en œuvre des campagnes BTS.

Sur le plan économique, le pays reste très dépendant des financements extérieurs qui représentaient par exemple 52% du budget de l'Etat en 2011. Dans ce contexte, la persistance de la crise économique et financière internationale limite les capacités de l'Etat et de ses partenaires à mettre en œuvre des actions de retour à l'école d'envergure, couvrant

toutes les provinces et communes du pays. A la suite de la crise, la suspension des appuis directs de plusieurs bailleurs de fonds a eu pour conséquence de réduire les ressources disponibles, affaiblissant ainsi l'accès aux services de base dont ceux d'éducation.

Le niveau de pauvreté au sein de la population reste très préoccupant. Comme l'indiquent les résultats de l'étude sur la pauvreté des enfants, au Burundi, comme dans la plupart des pays en voie de développement, la pauvreté touche particulièrement les populations les plus vulnérables dont les enfants (Neubourg, Ramful et Boon Liên, 2017). Chez les enfants, le taux de pauvreté monétaire est de 69 % contre 64,6 % dans la population globale. Selon l'approche multidimensionnelle, ce taux est de 78,2 % chez les enfants. Ce qui limite la demande de services sociaux éducatifs par les ménages. Dans ce contexte, les familles subviennent très difficilement aux dépenses liées à l'achat d'uniformes et de matériels scolaires ainsi qu'à la couverture des frais de scolarisation. Dans un tel contexte, des actions de grande envergure méritent d'être menées si l'on veut atteindre les objectifs nationaux et internationaux en matière d'éducation, notamment l'Objectif de Développement Durable n°4 qui vise à « *Assurer une éducation inclusive et équitable de qualité et promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous* ».

Pour garantir une éducation de qualité à tous les enfants burundais, tout en assurant la réalisation de l'éducation de base à au moins 94% des enfants, le gouvernement s'est engagé dans une réforme consistant à fusionner le cycle de l'enseignement primaire avec le premier cycle de l'enseignement secondaire (réduit de 4 à 3 ans) pour offrir une éducation de base de 9 ans. La mise en œuvre de la réforme a débuté au cours de l'année scolaire 2013-2014. Une partie de cette réforme vise à améliorer la transition vers les niveaux d'enseignement supérieur, ainsi que la transmission de nouvelles connaissances et compétences en adéquation avec les besoins du marché du travail.

Afin de contribuer à la réalisation du droit à l'éducation de tous les enfants, tel que stipulé dans l'article 53 de la Constitution du Burundi<sup>1</sup>, l'UNICEF et le Gouvernement du Burundi organisent depuis quelques années, la campagne de retour et de maintien de tous les enfants à l'école pour assurer cette égalité de droits à l'éducation tant pour les filles que pour les garçons, les enfants Batwa, albinos ou ceux vivant avec le handicap. S'inscrivant dans un contexte de fragilité renforcée par la pauvreté des ménages, la campagne « Back to School » ou « retour à l'école » est un moyen de soutenir les familles burundaises en procurant aux enfants les matériels scolaires dont ils ont besoin afin de retourner à l'école et d'y rester.

Les campagnes BTS sont une activité menée par le Gouvernement avec l'appui de l'UNICEF. Sur le plan opérationnel, la mise en œuvre du BTS associe les directions centrales ; les services déconcentrés (Directions Provinciales de l'Enseignement, Directions communales de l'enseignement) ; les communautés ; les responsables des écoles et la société Bolloré. En outre, un Comité « Back To School » est annuellement mis en place au Ministère pour assurer la réussite de l'opération. L'appui financier du Partenariat Mondial pour l'Education (PME) a permis en 2016-2018 à des milliers d'enfants de retrouver le chemin de l'école. L'approche

<sup>1</sup> Il dispose que : « *Tout citoyen a droit à l'égal accès à l'instruction, à l'éducation et à la culture. L'Etat a le devoir d'organiser l'enseignement public et d'en favoriser l'accès* ».

visé à impliquer tous les acteurs concernés du niveau central au niveau opérationnel. C'est pourquoi un comité chargé de la distribution est mis en place dans les écoles pour garantir la transparence lors des distributions. Il est composé du directeur de l'école, des enseignants, des élèves et des membres du comité de gestion de l'école. Les autorités politiques (Vice-Président, Ministre, Gouverneur) sont associées au lancement des opérations. Le suivi de la distribution est assuré par la Direction en charge des approvisionnements scolaires, le comité BTS et le personnel de l'UNICEF. Des plans de distribution et de suivi sont également établis avant la campagne pour couvrir le maximum d'écoles.

## 1.2. Justification de l'évaluation du BTS

La campagne « Back To School » est une intervention à court et à moyen terme. À court terme, les interventions ont pour objectif de fournir une réponse adéquate à la situation en matière d'éducation des enfants vulnérables vivant dans des zones où les indicateurs de vulnérabilité sont préoccupants et des taux de rétention scolaire relativement faibles. À moyen terme, elle a pour objectif de donner aux enfants qui retournent à l'école les chances de poursuivre leurs études. Ces campagnes, basées sur l'expérience passée de l'UNICEF, visent l'inscription massive, la rétention d'enfants à l'école, en particulier de filles et d'enfants vulnérables ainsi que la réduction du fardeau économique des familles lorsque les fournitures et la construction d'écoles constituent un obstacle à l'éducation malgré la suppression des frais de scolarité au niveau primaire.

L'objectif général des campagnes de retour à l'école est de promouvoir l'accès à l'éducation en mettant l'accent sur l'égalité et l'équité entre les sexes, le maintien des acquis et de meilleurs résultats d'apprentissage à l'école en veillant à ce que tous les enfants dans l'éducation de base retournent à l'école, y restent et terminent leurs études avec succès.

Plus spécifiquement, il s'agit de :

- fournir aux élèves un paquet minimum (les kits scolaires sont généralement composés de : cahiers, crayons, stylos, gomme, sachet biodégradable et règle. Les kits pour les enseignants peuvent comprendre un registre, une grande règle, des stylos, des craies et du matériel de dessin) contribuant à l'amélioration de l'environnement d'apprentissage et à une éducation de qualité en général ;
- rassembler les acteurs de l'école - parents, enseignants, élus, responsables de communautés - pour qu'ils rejoignent et facilitent l'accès et la rétention à l'école de tous les enfants du pays;
- renforcer les capacités des enseignants en éducation de base grâce à la fourniture d'outils didactiques ;
- réduire le fardeau de la scolarisation des enfants pour les familles vulnérables.

Les campagnes BTS s'articulent autour de trois priorités d'intervention complémentaires :

- **La mobilisation sociale** : cette stratégie a pour objectif d'obtenir, par le biais d'un ensemble d'activités d'information, de sensibilisation et de communication, le soutien le plus large possible de la communauté face à la nécessité non seulement d'éduquer les enfants, mais également d'assurer leur réussite pour assurer un avenir meilleur ;

- **L'amélioration des conditions d'apprentissage** : elle consiste en la fourniture de matériels scolaires aux enfants afin d'alléger le poids de la scolarisation sur les familles les plus vulnérables et mettre à disposition du matériel pédagogique dans les écoles les plus démunies ; des classes supplémentaires sont également construites, lorsque cela est possible, dans des écoles avec un grand nombre d'élèves.
- **Le renforcement des capacités des acteurs** : ce domaine d'intervention prioritaire consiste à établir un environnement sain et effectif d'apprentissage efficace pour les enfants à travers un ensemble d'activités de formation visant à donner aux enseignants, aux parents et aux familles les outils nécessaires pour un meilleur suivi de la scolarisation des enfants, ainsi qu'à donner aux familles les moyens de s'appropriier l'école grâce à une plus grande participation à la vie et développement.

En 2016, l'UNICEF a organisé la première campagne nationale BTS dans toutes les dix-huit provinces du pays. En 2017, cette campagne a couvert sept provinces (Cankuzo, Kirundo, Makamba, Muyinga, Rumonge, Rutana et Ruyigi) dans lesquelles les enfants ont bénéficié de kits scolaires. En 2018, la campagne a été organisée autour de deux axes d'intervention à savoir la mobilisation sociale et la distribution de matériels pédagogiques dans les écoles fondamentales des provinces choisies à cause de leur état de vulnérabilité (Kirundo, Muyinga, Ruyigi, Cankuzo, Rutana, Makamba et Rumonge).

Sur la base de la documentation disponible (rapports des campagnes 2016, 2017, 2018), la théorie du changement qui sous-tend la mise en œuvre des campagnes BTS peut se résumer comme suit :

<b>Impact recherché</b>	<p>Amélioration de la rétention et de la réussite scolaire des enfants à travers la réduction du taux d'abandon scolaire y compris chez les filles et les enfants issus de groupes vulnérables</p> <p>Indicateurs : Taux de réussite scolaire Taux de redoublement Taux d'abandon</p>
<b>Résultats intermédiaires</b>	<p>RI1 : Les acteurs de l'école sont mobilisés pour faciliter l'accès et le maintien à l'école de tous les enfants (dont 50% de filles) dans tout le pays avec un accent particulier sur les zones rurales défavorisées Indicateurs : Taux d'admission, nombre d'enfants ayant bénéficié de kit, nombre de filles ayant reçu de kits, nombre d'enfants handicapés ayant reçu de kit, nombre d'enfant batwa ayant reçu de kit, nombre d'enfants albinos ayant reçu de kit, nombre d'enfants rapatriés ayant reçu de kit, nombre d'enfant orphelins ayant reçu de kit</p> <p>RI2 : Les capacités des parents sont renforcées pour la prise en charge du jeune enfant et pour assurer un suivi régulier et de qualité de l'éducation de leurs enfants Indicateurs : Nombre de parents sensibilisés, nombre d'enfants qui avaient abandonné qui ont repris l'école, nombre d'enfants de plus de 7 ans inscrits en 1ère année.</p> <p>RI3 : Les capacités et les compétences des enseignants sont renforcées pour leur permettre de donner un enseignement de qualité favorisant la réussite scolaire des enfants. Indicateurs : Nombre d'enseignants formés</p>
<b>Paquet d'activités</b>	<p>Intervention 1 : Mobilisation des acteurs de la communauté éducative Intervention 2 : Acquisition et Distribution de matériels pédagogiques Intervention 3 : Renforcement des capacités des acteurs</p>

Après trois années de mise en œuvre, le Gouvernement et l'UNICEF veulent tirer les enseignements de ces campagnes en vue d'orienter les interventions futures.

### 1.3. Objectifs et portée de l'évaluation

#### 1.3.1. Objectifs et résultats attendus de l'évaluation

---

L'évaluation a pour but de comprendre comment, de l'avis des communautés, la campagne BTS a contribué à maintenir les enfants à l'école. L'évaluation a pour objectif de mettre l'accent sur les résultats programmatiques et les résultats à court terme, tels que perçus/décrits par les acteurs clés. Elle cherche également à évaluer dans quelle mesure les campagnes BTS sont mises en œuvre efficacement (coûts par rapport aux résultats).

Les objectifs spécifiques de l'évaluation sont les suivants :

- évaluer le coût unitaire de la scolarisation par le biais de l'approche de campagne BTS et dans quelle mesure cette approche est rentable (un critère de comparaison de la rentabilité par rapport à des niveaux satisfaisants d'assiduité sera développé) ;
- apprendre des acteurs clés comment, à leur avis, la campagne a facilité l'inscription et la rétention des enfants à l'école ;
- décrire comment la campagne BTS tente de soutenir les résultats d'apprentissage dans la perspective des bénéficiaires (perception des enseignants et des élèves) ;
- mettre en contraste les points de vue des acteurs clés pour trianguler les résultats possibles des interventions ;
- identifier et documenter les pratiques et les enseignements tirés des produits et processus programmatiques dans le but de soutenir la durabilité du programme et son institutionnalisation au sein du gouvernement.

Au terme de l'évaluation, les résultats suivants sont attendus :

- le coût unitaire de la scolarisation par le biais de l'approche de campagne BTS est évalué ;
- l'avis des acteurs clés sur la contribution de la campagne à l'inscription et à la rétention des enfants à l'école est analysé ;
- la perception des bénéficiaires (enseignants et élèves) sur le soutien de la campagne BTS aux résultats d'apprentissage est analysée ;
- les points de vue des différents acteurs sur le BTS sont triangulés ;
- les enseignements tirés de la campagne BTS sont présentés dans le but de soutenir la durabilité du programme et son institutionnalisation au sein du gouvernement.

#### 1.3.2. Usages et bénéficiaires de l'évaluation

---

L'évaluation est menée à la fois pour la redevabilité et le plaidoyer. Les principaux utilisateurs des résultats obtenus sont le bureau de pays de l'UNICEF au Burundi, le Ministère de l'Éducation et les partenaires du secteur de l'éducation. De plus, les donateurs utiliseront les résultats pour démontrer la valeur de leurs investissements dans l'Initiative BTS. Les utilisateurs secondaires seront les acteurs provinciaux qui bénéficieront des enseignements tirés et des principales recommandations dans le cadre des interventions futures.

### 1.3.3. Cadre et portée de l'évaluation

Conformément aux termes de références, cette évaluation est orientée par les critères et questions suivants :

Critères	Questions clé
<b>Pertinence</b>	Dans quelle mesure les campagnes BTS sont-elles alignées aux priorités de l'UNICEF et globalement les politiques nationales au Burundi ? La conception et la mise en œuvre des campagnes BTS prennent-elles en compte le genre et l'équité ?
<b>Efficience</b>	Dans quelle mesure les coûts associés au projet BTS sont-ils cohérents avec un critère d'efficacité ? Quels facteurs influencent les divergences ?
<b>Efficacité</b>	Dans quelle mesure les activités ont-elles conduit (ou sont-elles susceptibles de mener) aux résultats attendus escomptés ? Quelle différence réelle le programme a-t-il apportée aux bénéficiaires par rapports aux autres interventions dans le domaine ? Les acteurs clés ont perçu ou perçoivent les principaux résultats du projet ? Quels sont les aspects de genre, géographique et de type d'école ayant une incidence sur les performances de la campagne BTS ?
<b>Durabilité</b>	Dans quelle mesure les résultats de l'intervention sont-ils susceptibles de continuer à se pérenniser même lorsque le financement a diminué ou s'arrête ? Quels sont les principaux facteurs susceptibles d'affecter la durabilité des résultats ? Dans quelle mesure la mise en œuvre du BTS a-t-elle pris en compte les programmes d'éducation à long terme ? Dans quelle mesure les campagnes BTS affectent-elles l'engagement et l'appropriation de la communauté ? Dans quelle mesure les campagnes BTS affectent-elles l'engagement et l'appropriation de la communauté ?
<b>Impact</b>	Les principales parties prenantes pensent-ils ou sont-ils persuadés que le BTS a permis d'améliorer la rétention scolaire des garçons et des filles des ménages vulnérables au Burundi ?
<b>Couverture-équité</b>	Dans quelle mesure le BTS a-t-elle été bénéfique aux filles et garçons ? Les campagnes BTS adressent-elles véritablement les besoins spécifiques des enfants les plus vulnérables ?
<b>Coordination</b>	Dans quelle mesure la coordination a-t-elle été efficace ? Dans quelle mesure les interventions ont-elles maximisé les efforts conjoints des parties prenantes ?

### 1.3.4. Méthodologie de l'évaluation

L'évaluation a été un exercice participatif et conjoint dont la conduite et l'organisation a été assurée avec l'appui de l'UNICEF et du Ministère de l'Education de la Formation Technique et Professionnelle (MEFTP). Elle impliquait également les bénéficiaires des campagnes dont les enfants/jeunes afin de prendre en compte leur perception de la contribution du BTS.

Pour mener cette évaluation, l'approche mixte a été utilisée. Elle est constituée de méthodes qualitatives et quantitatives. L'équipe d'évaluation a effectué une revue documentaire, mené des discussions de groupes ainsi que des interviews avec les parties prenantes à base de la matrice d'évaluation figurant en annexe 5. Enfin, elle a fait des observations directes sur le terrain.

La démarche utilisée a privilégié le cadre d'analyse des approches droits humains, gestion axée sur les résultats et approche groupes vulnérables. Le processus accordait aussi un intérêt à l'analyse genre pour identifier les domaines où la discrimination entre les sexes persiste concernant les différents indicateurs retenus (accès, rétention, abandon, réussite, achèvement).

### **1.3.5. Organisation de la collecte des données**

La collecte des données, réalisée du 10 au 23 décembre 2018, a été faite à l'aide de la combinaison des méthodes semi-quantitatives et qualitatives. Sur le plan quantitatif, les données financières et les statistiques provenant des annuaires statistiques et des rapports ont été exploitées pour apprécier les résultats des campagnes BTS menées dans le pays depuis 2016. Sur le plan qualitatif, la collecte a été réalisée grâce à une analyse documentaire, à la réalisation d'interviews individuelles avec l'ensemble des parties prenantes, notamment les responsables de l'UNICEF, les responsables du MEFTP (les membres du Comité « Back To School », les responsables de la direction en charge des approvisionnements), les acteurs des services déconcentrés de l'enseignement fondamental (à savoir notamment les directeurs des écoles fondamentales, les responsables des comités de gestion des écoles fondamentales, les enseignants ; les directeurs provinciaux et communaux de l'enseignement et de la formation professionnelle, les conseillers respectivement chargés de la pédagogie, de la carte scolaire, des finances et de la planification ainsi que ceux chargés des ressources humaines). En outre, des entretiens de groupes ont été réalisés avec les bénéficiaires de la campagne dans les zones d'intervention (élèves et parents). Ces discussions de groupe organisées dans les écoles regroupaient 8 à 10 personnes constituées de parents des enfants fréquentant les écoles soutenues, d'enfants ainsi que des enseignants de ces écoles. Selon les cas, le choix des acteurs prenait également en compte les parents d'enfants vulnérables, le sexe et la classe fréquentée. Dans l'ensemble, il s'agissait des acteurs des écoles bénéficiaires en vue de recueillir leurs perceptions de la contribution du BTS à l'inscription et à la rétention des enfants à l'école.

Dans les zones d'enquête, des séances d'observation ont accompagnées les entretiens. Elles sont menées dans la perspective de la triangulation des différentes sources de données en vue d'apprécier au regard du visuel les propos des enquêtés dans les zones de l'étude et spécifiquement les écoles concernées.

Les zones de collecte ont été sélectionnées selon une démarche de choix raisonné visant à assurer une grande diversité sociologique des zones retenues dans le cadre du projet. La collecte des données a été organisée dans huit provinces comprenant celles ayant bénéficié des interventions en 2016 seulement et celles ayant bénéficié des campagnes depuis 2016 jusqu'en 2018. Dans chaque province, la collecte s'est déroulée dans une commune urbaine (généralement le chef-lieu de la province) et une commune située en zone rurale. Sur la base

des rapports d'activités et des annuaires statistiques, trois catégories de zones ont été retenues pour la collecte des données sur le terrain : les zones à fort taux d'abandons scolaires (Makamba, Ruyigi, Cankuzo, Cibitoke) dont la plupart sont, au-delà de leur diversité régionale, frontalières avec la Tanzanie et le Rwanda, les zones intermédiaires (Kirundo et Kayanza), les provinces à forts taux de scolarisation comme Bujumbura mairie et Bubanza qui sont aussi les provinces où les interventions ont eu lieu en 2016 exclusivement. Par ailleurs, il était important de prendre en compte les zones ayant bénéficié des interventions en 2016 puis en 2017 et 2018.

**Tableau 1 : Constitution de l'échantillon à couvrir lors de l'enquête qualitative**

Localités visitées	Nombre d'entretien individuel	Nombre de discussions de groupes
Makamba	14	08
Ruyigi	12	08
Cankuzo	10	08
Cibitoke	14	06
Kirundo	12	09
Kayanza	11	07
Bujumbura mairie	15	09
Bubanza	10	04
<b>Total</b>	<b>98</b>	<b>59</b>

Après la phase de collecte des données, les premiers résultats ont été partagés avec les acteurs au niveau central (au cours d'un mini-atelier) en vue de recueillir les premiers commentaires pour la préparation du rapport d'évaluation.

## 1.4. Analyse des données et respect des règles d'éthique

Les données recueillies au moyen de techniques qualitatives ont fait l'objet de la transcription et d'une analyse thématique de contenu. La triangulation des différentes sources de données a permis de produire et d'analyser les appréciations des différentes catégories de répondants sur leurs expériences du BTS depuis 2016.

Au cours de cette évaluation, l'évaluateur a veillé à l'identification de toutes les considérations éthiques dont il fallait tenir compte pour garantir la conformité de l'évaluation aux standards éthiques en matière d'évaluation à l'UNICEF (cf. UNEG, 2017), notamment en ce qui concerne la protection de la confidentialité et la dignité de ceux qui participent à l'évaluation. La présentation des résultats prend aussi en compte l'exigence d'anonymat.

L'évaluateur a veillé à respecter et garantir les aspects d'éthique et de confidentialité suivant les standards internationaux. Dans ce sens, toutes les personnes contactées ont été informées de l'exercice et de sa finalité, et une note d'information leur a été remise avec une demande verbale d'autorisation préalable à chaque fois, pour assurer l'acceptation volontaire de la participation avant le début de chaque interview. Pour les enfants, les entretiens ont été menés après consentement des parents et des directeurs. Au cours des visites en région,

l'évaluateur a veillé à informer –systématiquement – le personnel présent sur la nature de l'exercice, et le volontariat de leur participation ou présence. De la même façon, les aspects de sensibilités culturelles ont été pris en compte et respectés.

## 1.5. Limites de l'évaluation et difficultés rencontrées

---

Malgré la sensibilisation des parties prenantes assurée par le Comité BTS pour préparer la mission de terrain, l'équipe d'évaluation a été confrontée à quelques difficultés, à savoir la coïncidence de la période de collecte des données sur le terrain avec celle des examens dans les ECOFO, l'inaccessibilité de certaines collines/communes/zones, la mobilité du personnel ayant travaillé dans les écoles soutenues en 2016 et 2017, ainsi que la tournée du Ministre de l'Education de la Formation Technique et Professionnelle dans le cadre de la campagne de lutte contre les abandons scolaires. Cette tournée a rendu difficile la rencontre de certains DPEFTP et DCEFTP (à Kirundo et à Kayanza). Cependant, les réunions de coordinations provinciales ont servi de cadre pour les rencontrer ainsi que leurs collaborateurs.

L'activité évaluée n'est pas à proprement parler un projet structuré autour d'un document de projet et d'une théorie du changement rendant clairement compte des indicateurs de base et des cibles à atteindre à terme. Par ailleurs, cette évaluation étant formative, elle est plus compréhensive et vise à comprendre, de la part des communautés, comment la campagne BTS a contribué à maintenir les enfants à l'école. Dès lors, le cadre de l'évaluation évoquée ci-dessus limite les perspectives de l'exercice d'un point de vue de l'appréciation de l'efficacité et des résultats obtenus.

Ces difficultés n'ont pas affecté la qualité de la collecte des données et l'étendue des analyses menées par la suite. Pour faciliter l'évaluation, notamment l'appréciation de la perception du changement, une théorie du changement a été proposée sur la base de la documentation du projet. Pour des évaluations futures, il serait important de mieux sensibiliser les parties prenantes en vue de d'assurer leur disponibilité durant les missions de terrain et permettre le respect du calendrier de travail.

## 1.6. Structuration du rapport

---

Les sections qui suivent présentent les principales observations tirées de la mise en œuvre du BTS depuis 2016 à partir du cadre de l'évaluation, c'est-à-dire une analyse de la pertinence des campagnes BTS au Burundi, de l'efficience, de l'efficacité de l'initiative, de la durabilité, de l'impact, de la couverture/de l'équité ainsi que de la coordination des interventions relatives à la mise en œuvre des campagnes annuelles.

La dernière section propose des recommandations issues de cette évaluation qui concernent, à la fois, le BTS dans sa globalité mais aussi des recommandations spécifiques pour chaque élément retenu pour l'appréciation en vue de soutenir la durabilité du programme et son institutionnalisation au sein du gouvernement.

## 2. Résultats

Cette section présente les principaux résultats de l'évaluation au regard du cadre général adopté et des questions clés retenues pour la conduire.

### 2.1 Pertinence

*Le BTS est une initiative qui en phase avec la stratégie du gouvernement en matière d'éducation et avec la politique de l'UNICEF. Il participe à la réalisation du droit à l'éducation et à la promotion de l'idéal d'une école amie des enfants. Il repose sur l'approche genre, droits humains et handicap.*

#### 2.1.1. Analyse de l'alignement des campagnes BTS sur les priorités de l'UNICEF en matière d'éducation

L'UNICEF s'appuie sur la Convention relative aux droits de l'enfant et œuvre pour que les droits de l'enfant s'inscrivent dans une éthique sociale et dans un code de conduite international en faveur des enfants. L'UNICEF s'attache à faire bénéficier d'une protection spéciale aux enfants les plus vulnérables, notamment les victimes de la guerre, de catastrophes, de la pauvreté extrême et de toute forme de violence ou d'exploitation, ainsi que les enfants handicapés. Il œuvre, avec le concours de tous ses partenaires, à la réalisation des objectifs de développement humain durable que s'est fixés la communauté mondiale et de l'idéal de paix et de progrès social consacré par la Charte des Nations Unies. Dans le domaine de l'éducation, il travaille pour aider les jeunes enfants à avoir les bases pour leur plein épanouissement à travers le développement des infrastructures pour soutenir l'accès à l'éducation, l'amélioration de la qualité de l'éducation et les actions visant le maintien des enfants à l'école. Pour favoriser la réalisation de l'Objectif de Développement Durable (ODD) 4, l'UNICEF collabore avec les pays, gouvernements, donateurs et autres institutions des Nations Unies pour encourager, financer et faciliter l'éducation primaire de tous les enfants et l'égalité des sexes, en particulier pour les enfants exclus et au sein des groupes défavorisés, par le biais d'initiatives en faveur de l'éducation.

C'est dans ce cadre que l'UNICEF a convenu avec le Gouvernement du Burundi d'un accord de coopération dans le cadre du programme de coopération dont les actions visent à donner aux enfants le meilleur départ possible dans la vie, de les aider à s'épanouir, de leur permettre d'aller à l'école et de créer un environnement protecteur pour eux, surtout en situation d'urgence.

S'inscrivant dans un contexte de fragilité exacerbée par la pauvreté, la campagne « Back to School » ou « retour à l'école », menée dans le cadre de ce partenariat, est un moyen de soutenir les familles burundaises en procurant aux enfants le matériel scolaire dont ils ont besoin afin de retourner à l'école et de s'y maintenir. Il contribue de ce fait à la réalisation du

droit à l'éducation et particulièrement des groupes d'enfants les plus vulnérables. La construction des salles de classes dans les écoles vise à promouvoir l'approche « école amie des enfants » et surtout à faire des écoles des lieux sûrs d'apprentissage. C'est pourquoi le BTS a permis de faire de certaines écoles visitées des lieux sûrs où les enfants peuvent bénéficier d'une éducation sans risques et se maintenir à l'école. Les actions de sensibilisation menées en 2016, par exemple, ont visé à agir sur les causes de la faible performance du système éducation qui sont entre autres, les grossesses et les mariages précoces, les violences en milieu scolaire et sur le chemin de l'école ainsi que la pauvreté des parents (cf, Rapport de mise en œuvre BTS 2017, p.3).

Les activités menées dans le cadre des campagnes BTS visent la résorption des disparités liées à l'accès à l'éducation, car elles sont basées sur une démarche visant l'équité. Dès lors, il s'agit d'une réponse éducative fondée sur les approches genre, droits humains et handicap car la prestation des services dans le cadre du BTS permet d'atteindre les enfants albinos, handicapés, ou issus de la minorité Batwa en vue de faciliter leur scolarisation. Les outils de suivi-évaluation (notamment la fiche de suivi des campagnes de distribution) permettent d'apprécier la prise en compte des catégories d'enfants issus de ces groupes vulnérables. L'approche de ciblage basée sur des évidences produites par la cartographie de la vulnérabilité et une planification glissante ou dynamique menée depuis 2016 pour adresser les groupes les plus vulnérables font donc du BTS une initiative pertinente.

## **2.1.2. Analyse de l'alignement des campagnes BTS sur les priorités nationales en matière d'éducation dans le fondamental**

Depuis 2010, le Gouvernement du Burundi a mené plusieurs actions en vue d'assurer la promotion du secteur de l'éducation. Après l'annonce de la mise en place du fondamental en 2010, il a élaboré en 2012 le plan sectoriel de développement de l'éducation et de la formation (PSDEF), en cohérence avec la Stratégie de lutte contre la pauvreté (CSLP II). Cet instrument de politique du secteur visait à apporter des réponses aux principaux défis que connaît le secteur, conformément au diagnostic fait dans le cadre du Rapport d'Etat sur le Système Educatif National, à savoir notamment le fait que les disparités géographiques, le faible niveau de l'achèvement, les redoublements et les abandons limitent les efforts vers l'atteinte de la scolarisation primaire universelle dans le pays.

Dans le cadre de la stratégie de lutte contre la pauvreté (CSLP II), le Gouvernement burundais envisage entre autres de promouvoir : le renforcement de l'Etat de droit ; l'égalité du genre ; l'accès des populations aux services sociaux de base. En cohérence avec les objectifs de cette stratégie, le PSDEF, quant à lui, envisage de renforcer l'accès aux services éducatifs pour accroître la performance du secteur de l'éducation. Pour y parvenir, il envisage la mise en place de l'enseignement fondamental pour assurer l'accès universel et l'achèvement, la réduction du redoublement et l'augmentation des heures effectives d'enseignement, la révision des programmes scolaires et des curricula, le renforcement de la formation initiale et continue des enseignants, etc.

En s'alignant sur la vision du secteur et en adéquation avec le cadre de lutte contre la pauvreté, les campagnes BTS menées depuis 2016 visent à réduire le fardeau de l'éducation sur les familles. Elles constituent une réponse aux objectifs de développement et de lutte contre la pauvreté au Burundi. En outre, les différentes activités ont un ancrage sur la mise en place du fondamental. L'approche utilisée dans le cadre du BTS est complémentaire des activités de la campagne EPT, qui a été souvent menée par le passé.

Sur le plan du genre, les actions menées sont en droite ligne avec la politique nationale d'éducation des filles qui avait été élaborée et validée techniquement en 2009 (cf Politique Nationale de l'Education des Filles au Burundi, 2009). Dès lors, les campagnes BTS peuvent constituer une contribution substantielle à l'atteinte des objectifs nationaux en matière de promotion de l'accès, de l'équité, de la qualité et d'une éducation pour tous car les approvisionnements faits dans le cadre du BTS sont considérés dans les écoles fondamentales comme un appoint à cause de l'arrivée très tardive d'un appui institutionnel de l'Etat ou de l'absence des frais de fonctionnement de l'école.

En effet, avec la politique de gratuité, les écoles ne peuvent plus solliciter l'appui des communautés/parents pour le fonctionnement des écoles. Dès lors, en l'absence de l'appui reçu dans le cadre du BTS, les écoles fonctionnent à peine. Qu'il s'agisse des activités de mobilisation sociale des acteurs de la communauté éducative pour qu'ils rejoignent et facilitent l'accès et la rétention à l'école de tous les enfants du pays ou de celles qui sont associées à la fourniture d'un paquet minimum aux élèves et enseignants, au renforcement des capacités des enseignants en éducation de base ou au soutien aux enfants issus des familles vulnérables, les campagnes BTS visent à promouvoir l'égalité de genre, l'équité dans l'accès à l'éducation, le maintien et la réussite à l'école. En outre, elles visent à contribuer au retour et au maintien des enfants à l'école. De ce fait, le BTS est en cohérence avec la politique nationale en matière d'éducation. En effet, la distribution de kits aux élèves et aux enseignants, la formation des enseignants et le renforcement des capacités des parents dans le suivi de la qualité de l'éducation de leurs enfants constituent des stratégies et des mesures incitatives, qui sont capables d'aider à améliorer l'accès, la qualité des apprentissages, la rétention. Les activités de formations contribuent à améliorer les compétences des enseignants et indirectement le niveau de couverture des programmes dans les écoles soutenues. La mise à disposition des kits contribue à améliorer les pratiques d'enseignement et les conditions d'apprentissage des enfants. Ces activités du BTS s'intègrent dans la vision du PSDEF évoquée ci-dessus et contribuent à l'atteinte de l'Objectif du Développement Durable (ODD) n° 4 qui vise à « Assurer une éducation inclusive et équitable de qualité et promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous ».

De même, les campagnes BTS qui ont été réalisées depuis 2016 s'alignent sur l'agenda de l'éducation 2016-2030 dont l'objectif majeur est « d'assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ». Cette vision de l'éducation post 2015 milite en faveur de l'accès de tous les enfants aux services d'éducation, y compris ceux qui ne sont pas scolarisés ou en dehors de l'école, car le but est de mener des actions pour lutter contre les formes d'exclusion scolaire, les disparités et inégalités en matière d'accès, de participation et de résultats des apprentissages en axant les efforts sur les groupes vulnérables et les enfants vivant avec un handicap (cf. Rapport de lancement de la campagne Back To School, 2018).

Compte tenu du contexte socioéconomique marqué par la pauvreté ambiante et l'importance de la vulnérabilité, le BTS est en adéquation avec les aspirations des populations en matière d'éducation des enfants et contribue à la réduction de la pauvreté qui reste un des objectifs majeurs de la politique nationale de développement. A ce titre, les fiches de monitoring des campagnes indiquent une prise en compte des spécificités de genre, de l'approche handicap, de l'approche droits humains et des vulnérabilités dans la conception et la mise en œuvre des interventions, à travers les activités de distribution de kits, par exemple, dans les ECOFO.

En effet, parce la campagne de retour et de maintien de tous les enfants à l'école contribue à la réalisation de l'égalité de droits à l'éducation, tant pour les filles que pour les garçons, à travers une stratégie de mobilisation sociale et d'éducation parentale, de renforcement de la qualité de l'éducation à travers la fourniture de matériel didactiques et scolaires ainsi que de la formation des enseignants, elle est en cohérence avec l'article 53 de la Constitution du Burundi qui dispose que : « *Tout citoyen a droit à l'égal accès à l'instruction, à l'éducation et à la culture. L'Etat a le devoir d'organiser l'enseignement public et d'en favoriser l'accès* ». C'est donc dans un souci de respect des droits des citoyens en général et des enfants en particulier dans le domaine de l'éducation que les campagnes BTS ont été menées afin que cette égalité de droits à l'éducation se réalise tant pour les filles que pour les garçons.

Le BTS est en cohérence avec la Vision « Burundi 2025 » qui met en priorité le développement du capital humain où l'homme est en même temps bénéficiaire et acteur de son propre développement. Le BTS s'inscrit également dans la réforme de l'enseignement fondamental de 9 ans, tel que développé dans le Plan Sectoriel de Développement de l'Education et de la Formation (PSDEF).

L'exploitation des données issues des rapports d'activité et des visites de terrain effectuées dans les écoles soutenues et celles qui n'ont plus bénéficié de l'appui du BTS indiquent que ces campagnes ont mis en place des activités locales en liaison avec la politique nationale en matière d'éducation qui vise notamment à assurer l'accès universel et l'achèvement, la réduction du redoublement et l'augmentation des heures effectives d'enseignement, le renforcement de la formation continue des enseignants, etc. D'après les directeurs d'écoles, les enseignants ainsi que les élèves et les parents rencontrés lors des visites de terrain, la mise à disposition de kits scolaires aux élèves et enseignants ont contribué à améliorer la couverture des programmes en facilitant les pratiques pédagogiques ainsi que l'amélioration des heures d'enseignements dans les salles de classes, en réduisant le fardeau de la reproduction intégrale des leçons aux tableaux. En outre, les formations dont ont bénéficié les enseignants les ont aidés à mieux préparer leurs leçons et à les dispenser dans les salles de classes. Les grandes orientations des campagnes intègrent entièrement les priorités stratégiques du PSDEF notamment les mesures particulières d'équité pour des publics ayant encore des difficultés d'accès à l'école, le développement des actions de sensibilisation envers les communautés pour relever le niveau d'achèvement et de redoublement/abandons, les dotations de kits scolaires pour améliorer la qualité des apprentissages.

### 2.1.3. Prise en compte des approches genre et équité dans la conception et la mise en œuvre des campagnes BTS

En dépit de l'absence de documents de projet permettant de mieux apprécier les orientations initiales des campagnes BTS, l'examen des rapports de ces campagnes indique que, dès leur conception, elles ont pour objectif de « *promouvoir l'égalité de genre et l'équité dans l'accès, le maintien et la réussite à l'école en contribuant à ce que les enfants de l'enseignement fondamental retournent massivement à l'école, qu'ils s'y maintiennent et achèvent avec succès leurs études* » (Rapport de mise en œuvre BTS, 2017). De façon opérationnelle, les actions menées ciblent les enfants vivant dans les zones où les problèmes de scolarisation s'observent encore avec acuité (accès, abandons, maintien, etc.). Les rapports de suivi de la distribution des matériels aux élèves rendent suffisamment compte de la prise en compte des filles ainsi que des autres catégories d'enfants vulnérable, notamment les enfants vivant avec le handicap, les enfants Batwa, les enfants albinos. Pour évaluer les distributions par école, commune et province, une fiche de collecte renseigne sur un certain nombre d'indicateurs qui visent à apprécier la couverture des enfants vulnérables. Il s'agit du nombre d'enfants bénéficiaires, du nombre de filles et de garçons parmi les bénéficiaires, du nombre d'enfants albinos, du nombre d'enfants handicapés, du nombre d'enfants orphelins, du nombre d'enfants qui avaient abandonné et qui ont repris ; etc.

En somme, les campagnes BTS, qui sont basées sur les plans de travail annuels entre le Ministère en charge de l'éducation et l'UNICEF, sont en cohérence avec la vision « Burundi 2025 » qui met en priorité le développement du capital humain et permet de mener des actions pour accompagner la réforme du secteur de l'enseignement fondamental conformément aux orientations du PSDEF.

## 2.2 Efficience

***Sans être négligeable, la contribution du BTS ne réduit pas substantiellement le fardeau de la scolarisation pour les parents au regard du coût moyen de la scolarisation d'un enfant à l'école fondamentale au Burundi.***

Il est question, en substance, d'évaluer les rapports coûts/efficacité pour savoir si, au regard des données de terrain, on peut dire qu'il y a eu l'optimisation des résultats. Plus précisément, il s'agit de comparer les résultats obtenus aux moyens mis en jeu lors des trois campagnes BTS. L'efficacité se fonde donc sur les résultats obtenus sur le terrain comparé à ce qu'ils auraient pu être.

### 2.2.1. Effet du retard dans la distribution et du format du cahier

L'un des buts du BTS est non seulement de ramener les enfants à l'école, mais aussi et surtout de réduire le fardeau des parents pour l'acquisition des kits scolaires. Ce résultat est limité non seulement le retard avec lequel le matériel est distribué, mais aussi sa qualité et sa

quantité. En effet, la campagne BTS a souvent accusé un retard dans la distribution du matériel scolaire. Pour l'édition 2018-2019, la distribution du kit scolaire a été effectuée avec un retard de près de deux mois après le début des cours. Si la question de la commande a été évoquée pour justifier ces retards répétitifs, il faut souligner que c'est davantage la forte bureaucratisation et la centralisation du BTS, ainsi que les erreurs dans l'allocation des matériels, qui expliquent en grande partie le retard constaté sur le terrain. Dans certaines communes, les dotations auraient permis d'avoir encore de meilleurs résultats si les stocks avaient été distribués dès leur mise à disposition des DCEFTP. L'attente de l'autorisation de la hiérarchie a parfois duré entre 3 semaines et 1 mois, amenant les parents à s'endetter afin d'acheter les kits aux enfants. Par endroit, il a fallu redéployer les quantités supplémentaires rallongeant l'attente des parents et/ou occasionnant simplement l'abandon scolaire des élèves les plus vulnérables, faute d'équipements nécessaires reçus à temps pour aller à l'école. Ce retard, associé au manque de communication et de sensibilisation sur l'éventualité de la distribution du kit scolaire réduit l'efficacité du BTS comme le souligne un des enquêtés :

*« En réalité, c'est parce que nous n'avons pas d'autres choix ; sinon, cette aide ne nous sert à rien. Elle ne permet pas de diminuer le fardeau de l'éducation en tant que parent. Ecoutez, si je me suis déjà endetté pour acheter les cahiers, et qu'on vient deux mois après la rentrée me remettre 3 cahiers alors que je ne savais même que ces cahiers viendraient, vous pensez que ces cahiers me serviront à quoi ? Nous soupçonnons que ceux qui distribuent cette aide sont de connivence avec les vendeurs et que ce qui compte c'est seulement leurs affaires » (Parent d'élève à l'Ecofo Mugeru 2, Mishiha-Cankuzo, 15/12/2018).*

Le retard et le déficit de sensibilisation posent une autre question, celle du taux d'utilisation des cahiers ainsi distribués. Dans la plupart des cas, les cahiers distribués sont utilisés pour autre chose que ce pour quoi ils ont été donnés. Les élèves, surtout ceux du 4<sup>e</sup> cycle, disent utiliser ces cahiers, soit comme brouillon, soit pour y arracher des feuilles d'examen et non pour prendre des notes. Ce faible niveau d'utilisation, directement associée aux apprentissages en classe, a été constaté en observant la cour de récréation et en demandant aux élèves de montrer le contenu de leurs sacs scolaires. L'explication qu'ils donnent est que les cahiers leur sont distribués au moment où leurs parents ont déjà acheté d'autres cahiers. La question du retard et ses conséquences sur l'efficacité n'est pas seulement reconnue par les parents et les élèves, les responsables de l'éducation, à tous les niveaux, sont aussi unanimes :

*« Si nous avions le matériel à temps et si les parents étaient toujours informés qu'il y aura la campagne BTS pour qu'ils ne s'endettent pas, il y aurait certainement plus de résultats dans les écoles » (DCEFTP Bubanza, 19/12/2018)*

En plus du retard qui réduit l'efficacité du BTS, il y a aussi la quantité et la qualité du modèle de cahier, qui est soulignée comme obstacle à la pleine réalisation des objectifs. D'une part, le format A4 du cahier ne permet pas sa pleine utilisation, surtout chez les enfants des trois premiers cycles. Ce parce que, non seulement ces enfants sont encore petits – ce qui complique la manipulation d'un cahier aussi grand – mais également parce que ce format

s'oppose à celui des cahiers habituellement utilisés dans le système d'enseignement burundais. « *Les enfants de notre pays ne sont pas habitués aux cahiers de cette nature et de ce format* », souligne le DCEFTP de Bubanza. Pour remédier à cette situation, les parents et les enfants découpent le cahier en deux parties, ou le donnent aux autres membres de la famille. Il n'est pas rare de voir, à cet effet, des étudiants des universités du Burundi avec des cahiers pourtant distribués par l'UNICEF aux enfants de l'école primaire. On aura donc compris que la nature des cahiers donnés par rapport aux besoins fondamentaux peut aussi amener à relativiser les résultats du BTS. Parfois, les cahiers attendus ne sont pas ceux qui sont distribués. Ce qui donne aux bénéficiaires le sentiment que le don relève de l'accessoire mais qu'ils jugent important au regard de leur vulnérabilité.

A la question de la qualité s'ajoute, d'autre part, celle de la quantité. Le nombre de cahiers distribués dépend des classes et des provinces, mais dans tous les cas, il ne dépasse pas 5 par élève. Doter un enfant de 5 cahiers sur les 13 attendus réduit certes le fardeau économique des parents, mais cela ne garantit pas totalement les meilleures conditions d'apprentissage et les chances de scolarisation, car le manque de matériels scolaires est un facteur d'exclusion, d'abandon et de décrochage. Il en est ainsi parce que, vu le contexte de pauvreté, nombre d'enfants ne peuvent pas toujours s'approprier les quantités restantes de cahiers, comme l'indiquent cette jeune fille :

*« Supposons que tu es issu d'une famille nombreuse, avec quatre enfants au moins à l'école. A la rentrée, 1 cahier de 200 pages coûte 1 000 FBu. Il reste donc au parent une somme avoisinant 8.000 FBu à déboursier pour chaque enfant. Pour un nombre de 4 enfants, il lui faudra trouver 32000 FBu, somme à laquelle il faudra ajouter les frais d'uniformes, des chaussures, etc. Après se pose la question de ce que les enfants vont manger en revenant de l'école. Face à cette situation, certains parents décident de ne pas acheter les cahiers ou alors de sacrifier certains enfants »* (Elève à Ecofo Rusarasi-Kirundo, 17/12/2018).

Qu'ils soient ceux des parents ou ceux des élèves, ces propos corroborent la réalité de terrain. Comme l'illustre le tableau suivant, l'apport du BTS, par rapport aux besoins minimum d'un élève de l'école fondamentale, n'est certes pas à négliger, mais il est insuffisant.

Le coût de la campagne 2016-2017 est de 3.923.968.7 US\$. Elle a couvert tous les élèves des écoles fondamentales, c'est-à-dire 2.600.000 élèves. Ce qui permet d'évaluer le coût unitaire par élève à 1,50 US\$.

**Tableau 2: Coût global et unitaire de la campagne BTS 2016-2017**

Fournitures	Coût total en US\$	Coût unitaire en US\$ par élève
Kits élèves	3.517.457.4	//
Kits enseignant/salles de classe	162.716.5	//
Appui aux structures	102.902.3	//
Fret	134.310.9	//
Distribution	6.581.7	//
<b>Total</b>	<b>3.923.968.7</b>	<b>1.50</b>

Source : Rapport BTS 2016

Contrairement à la campagne de 2016 qui était nationale, celle de 2017 a fait un ciblage. Ce faisant, elle a couvert sept provinces choisies en fonction de leur vulnérabilité (cf. rapport de lancement 2017). Ainsi, 1.039.614 élèves en ont bénéficié pour un montant de 2.023.170 US\$.

**Tableau 3: Coût global et unitaire de la campagne BTS 2017-2018**

Fournitures	Coût en US\$	Coût unitaire en US\$ par élève
Kits élèves et kits enseignants	965.000	//
Planches pédagogiques	148.181	//
Fret	71.981	//
Entrepôt	33.500	//
Distribution <sup>2</sup>	134.054	//
<b>Total</b>	<b>336035</b>	<b>0.32</b>

Source : Rapport BTS 2017

En récapitulant les deux tableaux, nous obtenons le tableau suivant :

**Tableau 4: Récapitulatif des campagnes BTS 2016-2017 et 2017-2018**

Année	Coût total en US\$	Nombre d'élèves	Coût unitaire en US\$
2016-2017	3.923.968.7	2.600.000	1.50
2017-2018	<b>336035</b>	1.039.614	<b>0.32</b>

Source : Rapports BTS 2016 et 2017

Les données des tableaux ci-dessus renseignent sur le coût des opérations BTS en 2016 et 2017, tout en permettant de calculer le coût unitaire par an et par élève. Bien que ces coûts unitaires soient bruts<sup>3</sup>, ils permettent néanmoins d'apprécier l'apport du BST et d'évaluer sa contribution à la réduction du fardeau des parents. En effet, l'analyse de ces données montre que pour l'année 2016, le BTS a contribué à hauteur de 1,50 US\$ par élève, soit 2 700 FBU par élève bénéficiaire si l'on suppose que l'ensemble des postes de dépenses proposés dans les rapports disponibles ont comme bénéficiaire final l'enfant en tant qu'ayant droit. Pour la campagne 2017, ce montant est passé à 0.32 US\$ (soit 576 FBU). Contrairement à l'année 2016, la nature et la quantité de kits distribués en 2017 étaient réduits, particulièrement ceux destinés aux enseignants. En effet, alors qu'en 2016, le kit élève était composé de 7 articles (1 sachet écolier plastic, 3 cahiers de 96 feuilles, 1 crayon à papier, 1 règle de 30 cm et 1 stylo bleu) et 6 articles pour le kit l'enseignant (1 cahier registre, 1 ensemble géométrique, 1 boîte de craie blanche, 1 boîte de craie couleur, 1 stylo rouge, 1 stylo bleu par salle de classe), en 2017, le nombre d'articles a été réduit à 6 pour les élèves (1 sachet écolier plastic, 3 cahiers de 48 feuilles, 1 crayon à papier, 1 stylo bleu) et à 4 pour les enseignants (1 cahier registre, 2 boîtes de craie blanche, 1 boîte de craie couleur, par salle de classe). Dans les deux cas, la contribution du BTS, sans être négligeable, ne réduit pas substantiellement le fardeau de la scolarisation sur les parents. Il ne s'agit pas pour le BTS de couvrir tous les besoins des enfants et par conséquent, se substituer aux parents, mais de montrer qu'une fois la part du

<sup>2</sup> Ces données sont tirées du rapport BTS 2016.

<sup>3</sup> Dans les rapports qui constituaient des sources de données objectives sur les montants dépensés, les coûts pour les kits élèves ont été mélangés avec ceux des kits pour enseignant. Ce qui ne permet pas aisément d'isoler la part qui revenait uniquement aux élèves, d'où la difficulté d'avoir le coût unitaire net par élève.

BTS soustraite, la part à combler par chaque parent reste importante et hors de portée de tous les parents, surtout ceux issus de couches vulnérables. Dans les écoles visitées, le contexte de pauvreté ambiante montre à suffisance les difficultés de scolarisation des enfants et ce, en dépit des appuis reçus dans le cadre du BTS. En effet, en 2016, l'UNESCO précisait que, bien que le gouvernement burundais ait adopté le principe de gratuité de l'enseignement primaire, qui s'est traduit par la suppression des frais d'inscription scolaire de 1.500 FBU par enfant et par an (environ 0,88 US\$), « *le coût de la scolarisation reste exorbitant au regard du pouvoir d'achat des ménages, particulièrement ceux du milieu rural* » (Unesco, 2018 : 16). Cette étude de l'UNESCO estimait le coût de la scolarisation d'un enfant de l'école fondamentale à en moyenne 70.000 FBU (soit 38,88 \$) par an, une somme incluant les fournitures scolaires, les uniformes et d'autres matériels dont a besoin un enfant pour un apprentissage de qualité (*Ibid.*). En s'appuyant sur ces estimations et en prenant la contribution la plus élevée (de 2016), on constate que le parent d'un enfant bénéficiant du BTS doit en moyenne déboursier 37,38 US\$ (67.684 FBU). Dans un pays où le PIB par habitant est de 320,09 US\$ (Banque mondiale, 2017), on imagine facilement les difficultés auxquelles font face les parents, surtout ceux qui ont plusieurs enfants, pour mobiliser une telle somme.

Il ressort de ce qui précède que les résultats du BTS auraient été encore meilleurs si :

- la contribution par enfant était revu à la hausse ;
- les kits arrivaient à temps dans les écoles ;
- les dimensions des cahiers étaient les mêmes que celles des cahiers habituellement utilisés au Burundi ;
- les commandes étaient faites localement pour réduire les coûts et augmenter les quantités de cahiers à distribuer
- d'autres besoins des parents comme les uniformes et les cantines scolaires étaient pris en considération.

### 2.2.2. La question de la « double peine »

Même si le BTS est constitué d'autres volets, notamment la construction des salles de classe qui facilité l'accès à l'école des enfants les plus marginalisés, la distribution du matériel scolaire y occupe une place de choix. A ce titre, les provinces choisies sont celles qui sont considérées, au niveau national, comme les plus vulnérables, que ce soit sur le plan des infrastructures ou sur le plan de la pauvreté des populations. Mais ici aussi, les résultats obtenus par le BTS sont à relativiser, pour deux raisons au moins : le BTS s'adresse à l'école et non à la communauté, en plus du retard déjà souligné.

La distribution se déroule à l'école et, à ce titre, « *on donne les cahiers à ceux qui sont déjà inscrits* », comme le soulignent les élèves de l'Ecofo Gasanda 1 de la DPE Ruyigi. Vu le fait que le BTS est principalement une activité centrée sur l'école, il ne permet donc pas d'atteindre de meilleurs résultats en s'attaquant à toutes les causes ou à tous les cas d'abandon scolaire. Il ne cible pas véritablement les enfants hors de l'école (Out of school), c'est-à-dire, d'une part, des enfants en âge scolaire, mais qui ne sont jamais allés à l'école et d'autre part, ceux d'âge scolaire qui ont abandonné et se retrouvent en marge du système scolaire, parce que ceux-ci, au moment de la distribution, ont déjà abandonné. D'après un enquête :

*« Beaucoup d'enfants viennent s'inscrire parce qu'ils ont entendu que des cahiers leur seront distribués. Quand la distribution prend du retard et que les enfants n'ont aucun cahier pour prendre les notes, ils abandonnent et s'engagent dans une vie. Et aucun enfant ne revient parce qu'il a entendu qu'il y a eu finalement distribution des cahiers » (Directeur Ecofo Rugarasi-Kirundo, 17/12/2018)*

Ce propos montre que si, à travers les distributions de kits, le BTS permet de réduire le fardeau des parents et aux enfants déjà inscrits d'accéder à l'école, son action pour les enfants en rupture de scolarisation n'est pas évidente. On se retrouve donc face à un programme qui, d'une certaine manière, accentue la vulnérabilité de ces enfants en les condamnant à ce que l'on pourrait qualifier de « double peine ». Déjà discriminés et marginalisés en raison de leur origine sociale modeste, ces enfants hors de l'école sont de nouveau marginalisés par une campagne qui, pourtant, portait une promesse de leur « réhabilitation » et mobilité sociales. On peut de ce fait s'interroger sur la contribution du BTS au retour de ces enfants à l'école.

En ce sens, les résultats du BTS auraient été encore meilleurs si :

- les actions de sensibilisation étaient efficacement menées et tournées vers les OOS ;
- les actions envers les OOS étaient plus visibles et menées de concert avec d'autres acteurs ;
- la sensibilisation des parents se faisait toujours et dans les communautés pour cibler ces derniers ;
- les parents savaient au préalable qu'il y a distribution du kit scolaire, sa qualité et les quantités qu'ils recevront
- la communauté était associée à l'identification des besoins des élèves.

## 2.3 Efficacité

***Même si de l'avis des acteurs clés rencontrés, l'appui reçu par les écoles dans le cadre du BTS contribue à une amélioration de l'accès, de la rétention, de la réussite et à la lutte contre les abandons à cause du contexte de pauvreté ambiante, les résultats obtenus auraient pu être plus importants si les campagnes n'accusaient pas de retard et si le suivi post campagne se faisait pour permettre de tirer toutes les leçons pour garantir la durabilité.***

Les activités du BTS conduisent à l'amélioration de l'accès et de la rétention des élèves à l'école et allègent le fardeau de l'éducation chez des parents aux conditions de vie modestes. Mais, quelques défis subsistent et limitent la pleine efficacité du BTS. Ceux-ci tiennent essentiellement au niveau de la mobilisation des communautés et leur implication, ainsi qu'au niveau de l'amélioration des conditions d'apprentissage.

### 2.3.1 Au niveau de la mobilisation sociale en faveur de l'accès et de la rétention des enfants à l'école et de l'allègement du fardeau économique de l'éducation sur les parents

Le BTS améliore le taux d'accès et de rétention à l'école à travers deux activités majeures : la distribution du kit scolaire aux élèves et la dotation des écoles en matériel pédagogique ainsi que la construction des établissements. De l'avis des parents, le déploiement du BTS dans les provinces vulnérables permet d'améliorer le taux d'accès mais également de rétention à l'école. Il suffit, pour s'en convaincre, d'observer la situation socio-économique des parents pour constater que, dans leur grande majorité, ils n'ont pas la possibilité d'acheter les cahiers à leurs enfants. Ce d'autant plus qu'il s'agit des régions rurales et où, à cause de la natalité, la demande sociale en éducation est importante dans les familles alors que la vulnérabilité des parents ne le leur permet pas toujours de faire face aux dépenses scolaires. Une jeune fille de l'ECOFO Rusarasi de Kirundo résume le dilemme qui habite les parents à la rentrée scolaire et les risques que certains de leurs enfants, en l'absence du BTS, courent pour soit écourter leur scolarité, soit pour ne jamais l'entamer :

*« Si on supprime la campagne [BTS], seuls les enfants de riches vont accéder à l'école. Si, par exemple, tu es issu d'une famille nombreuse, avec quatre enfants, au moins, à l'école. A la rentrée, 1 cahier de 200 pages coûte 1.000 FBu. Il faut donc déboursier une somme 12.000 FBu au moins par enfant. Pour un nombre de 4 enfants, il lui faudra trouver 48.000 FBu, somme à laquelle il faudra ajouter les frais d'uniformes, des chaussures, etc. Après se pose la question de ce que les enfants vont manger en revenant de l'école. Face à cette situation, certains parents décident de ne pas acheter les cahiers ou alors de sacrifier certains enfants, pour acheter les semences » (Elève à Ecofo Rusarasi-Kirundo, 17/12/2018).*

Dans les sociétés rurales, le sacrifice dont parle l'élève touche généralement les jeunes filles et/ou alors les enfants vulnérables comme ceux qui vivent avec un handicap. Car dans le contexte de pauvreté, les parents sont amenés à faire des choix en termes d'enfants à scolariser. Dès lors, en distribuant les kits scolaires, le BTS permet donc d'alléger le fardeau des parents, tout en permettant aux enfants ayant une expérience scolaire et qui risquaient de se retrouver en dehors de l'école d'y rester. Il en est de même de l'accès des enfants en première année. Les campagnes BTS ont stimulé une demande conséquente et facilité l'accès des enfants issus de groupes vulnérables à l'école. De l'avis de plusieurs enseignants et directeurs d'écoles, l'absence de ces kits est généralement dans ces régions une cause d'absence prolongée à l'école et donc une cause lointaine de l'abandon scolaire. Même si la question de la rétention est complexe, dans la mesure où, d'après les données recueillies sur le terrain, plusieurs facteurs participent à retenir les enfants à l'école, il reste que le manque de kit scolaire est un accélérateur du risque d'abandon scolaire. A ce sujet, le directeur de l'ECOFO Ruhere à Kirundo fait savoir que :

*« Au début, aucun enfant ne vient à l'école avec plus de deux cahiers. Ils viennent attendre la distribution du kit. Vous comprenez que si la campagne n'a pas lieu, ces enfants courent le grand risque d'être chassés de l'école ou de s'auto-exclure, parce que c'est frustrant de ne pas prendre*

*les notes au milieu de ses camarades* » (Directeur Ecofo RUHERE, Kirundo, 17/12/2018).

Il est vrai que le BTS ne peut pas, à lui seul, parvenir à maintenir tous les enfants à l'école. C'est d'ailleurs ce qu'indique le DPEFTP de Cankuzo quand il précise « *qu'un seul enfant maintenu à l'école peut être plus utile que des milliers qui fréquentent* ». Pour lui, « *aucun programme ne peut réussir à garder tous les enfants à l'école, parce que les raisons de l'abandon sont nombreuses* » (DPEFTP Cankuzo, 14/12/2018). Mais au moins, le BTS a contribué, dans les régions où il est mis en oeuvre, à diminuer les cas d'abandon pour cause de manque du kit scolaire associé à la pauvreté des ménages.

En somme, les acteurs rencontrés indiquent que le BTS a permis de réduire ou de limiter les risques d'abandon dus à la non possession des kits par les enfants à scolariser. Les activités du BTS contribuent à alléger le fardeau économique de l'éducation sur des parents souvent très pauvres et qui pour ces raisons choisissent de ne pas scolariser les enfants. De ce point de vue, il s'agit d'une contribution à l'amélioration de l'accès chez les enfants issus des groupes vulnérables (handicapés, albinos, Batwa, filles, etc.). Le BTS apparaît aussi comme une contribution à la réduction substantielle des discriminations dans l'accès lié à la possession des kits scolaires, car elle adresse les disparités liées au genre, à la vulnérabilité, au handicap et à l'accessibilité géographique. En effet, parce que les kits sont offerts à tous les enfants des écoles retenues, les enseignants affirment que dans les salles de classe, on observe moins de discriminations dans la possession des matériels scolaires entre enfants comme par le passé. Les campagnes permettent d'atteindre spécifiquement la majeure partie d'enfants vivant dans les contextes de pauvreté et de vulnérabilité sociale.

Même si le BTS essaie de renforcer les actions de mobilisation sociale des acteurs de la communauté éducative en faveur de la scolarisation, le vide laissé par l'EPT se donne à voir à travers le déficit de sensibilisation. Les observations de terrain ainsi que les données recueillies auprès des parties prenantes indiquent que l'importance accordée aux activités de sensibilisation a perdu de sa vitalité et de sa tonicité, entraînant par endroit un faible engouement de ces acteurs pour la scolarisation des enfants. Certains de ces acteurs justifient cette situation par les cas d'abandon pour des raisons socioéconomiques. En effet, alors que les campagnes menées dans le cadre de l'EPT s'étalaient sur une année, on observe que les campagnes de mobilisation sociale réalisées dans le cadre du BTS sont ponctuelles. Dès lors, l'importance accordée à la sensibilisation limite la portée des effets escomptés du BTS. Tous les acteurs rencontrés, au Ministère, dans les directions ministérielles, dans les écoles et au niveau des communautés locales, c'est-à-dire les parents et les comités de gestion des écoles, s'accordent pour dire que la communication en rapport avec le BTS se réduit à l'annonce du jour de la distribution. Pour le reste, les directeurs d'écoles et les parents ne savent pas ou ne sont pas sûrs que la campagne aura lieu. La conséquence de ce manque de sensibilisation, c'est que les parties prenantes du BTS que sont les enfants et les parents ne savent pas les buts du BTS. A la question de savoir s'ils savent les buts que poursuit le BTS, qu'ils réduisent à la distribution des cahiers et autres kit scolaires, la réponse est partout la même : c'est une aide qui nous est accordée par l'Unicef. Etant donné qu'une aide, quelle qu'elle soit, a toujours un objectif, il serait souhaitable que les communautés soient informées, non seulement afin de contribuer à sa pleine réalisation, mais également pour que leurs membres ne dépensent pas le peu qu'ils ont pour acquérir du matériel qui

sera par la suite distribué. En outre, une des faiblesses de ces actions de sensibilisation c'est qu'elles ne se font qu'à l'école et ne permettent pas véritablement de cibler les enfants vulnérables hors de l'école. La distribution se fait à l'école et concerne de ce fait les enfants ayant déjà pris une inscription et non ceux qui n'ont pas pu accéder ou s'y maintenir, soit par manque de moyens ou par manque de sensibilisation. On peut donc dire que le BTS ne permet pas efficacement de cibler les enfants hors de l'école et de leur assurer un retour à l'école, même lorsque ceux-ci sont en âge de scolarité.

### **2.3.2. Au niveau de l'amélioration des conditions d'apprentissage**

L'amélioration des conditions d'apprentissage constitue un autre élément permettant d'évaluer l'efficacité du BTS. En dotant les écoles du matériel didactique composé des outils de traçage (rapporteur, équerre, compas, etc.), mais aussi et surtout de boîtes de craies et de guides d'enseignant, le BTS a permis d'améliorer les conditions d'apprentissage. Il suffit d'écouter la description que les élèves et les enseignants font de la situation qui prévalait dans les écoles avant cette campagne. De même, en comparant la situation des écoles sous-programme et celle des écoles ne bénéficiant pas du BTS, on perçoit une différence à plusieurs niveaux : le temps d'apprentissage, les possibilités de couverture du programme, la qualité des apprentissages à travers la possession d'outils pédagogiques appropriés comme les kits et les matériels de traçage.

De plus de l'avis des bénéficiaires, la distribution de kits scolaires a permis aux élèves de mieux apprendre et surtout, de renforcer leurs aptitudes à travailler à domicile, à réviser les leçons et à faire des exercices à domicile dans la mesure où ils disposent de cahiers leur permettant de recopier leurs leçons. Selon les élèves, les parents et les enseignants interrogés, il a souvent été difficile aux enfants vivant en zones rurales ou ceux qui sont extrêmement pauvres d'apprendre leurs leçons, faute de cahiers. Mais depuis qu'ils bénéficient des cahiers dans le cadre du BTS, les enfants prennent les cours et révisent souvent leurs leçons à domicile.

Quant aux enseignants, le BTS a permis l'optimisation de leurs capacités d'enseignement, mais surtout de réduire la peine liée au fait qu'il fallait écrire tout le texte au tableau pour des résultats en dessous des attentes.

Alors que les écoles sous BTS n'ont pas de problèmes majeurs en lien avec le déroulement des cours et le respect du calendrier et des activités scolaires, celles qui ne bénéficient plus de cette campagne ont du mal à fonctionner, pour plusieurs raisons et dont les plus importantes sont : le manque de craies, le nombre important d'abandons scolaires et l'inoccupation des enseignants entraînant très souvent une baisse de motivation des élèves qui finissent par s'investir dans des activités socioéconomiques génératrices de revenu avec un très grand risque de ne plus revenir à l'école.

Ces problèmes sont en partie dus à la décision de l'Etat burundais de rendre l'école gratuite sans un soutien adéquat et en temps utile aux écoles, notamment en ce qui concerne la distribution des matériels pédagogiques comme les craies. Au moment où l'équipe d'évaluation était sur le terrain, les écoles n'avaient pas encore perçu les subsides de fonctionnement et la Direction des approvisionnements (DAP) n'avait pas encore distribué les craies. Il s'ensuit que dans les écoles des régions non BTS, les directions avaient d'énormes difficultés et certaines d'entre elles passaient des semaines sans fonctionner. En effet, pour

mesurer la contribution du BTS à l'atteinte de ses objectifs, un responsable d'une zone n'ayant pas bénéficié du BTS au cours de l'année 2017-2018 affirme : « Sans craie, l'école n'existe plus et ne fonctionne plus » (DCEFTP, Cibitoke, 19/12/2018). Parce qu'il réduit le fonctionnement de l'école à la craie, le propos du DCEFTP pourrait être jugé exagéré. Mais, c'est en écoutant les directeurs d'écoles confrontées à ce problème qu'on se rend compte de la gravité de la situation. Une directrice d'une ECOFO à Kayanza s'indigne lorsqu'elle déclare :

*« Nous n'avons pas de craie. Le gouvernement n'a pas envoyé un seul sous pour le fonctionnement. Nous n'avons même pas de document pédagogique. Pas de livres ni manuels. Les enfants font souvent deux semaines sans étudier, parce que je n'ai pas de craie. Récemment, j'ai vendu mon pagne pour acheter la craie [...]. Je préférerais qu'on ne me donne pas de matériel pédagogique, mais qu'on me donne la craie »* (Directeur Ecofo-Kayanza, 18/12/2018)

Les stratégies que les directions déploient pour faire face à cette situation diffèrent d'une province à une autre et sans doute, à l'intérieur de chaque province, d'une DCE à une autre. Ainsi, pendant qu'à Kayanza, les directeurs font savoir qu'ils prennent sur leur salaire ou vendent certains de leurs biens pour acheter de la craie – un directeur d'école fait savoir que son foyer risque d'éclater parce que son épouse ne comprend pas pourquoi il utilise les biens du ménage, surtout le salaire, pour faire fonctionner une école qui n'est sa propriété – à Cibitoke, ils disent procéder par l'endettement chez les vendeurs de craie :

*« J'ai une école neuve qui a été construite par l'Unicef, mais il manque de craie. Les enseignants viennent de passer tout un mois sans écrire au tableau. J'attends mon salaire pour acheter la craie »* (Ecofo kivumu II-Kayanza, 18/12/2018).

*« Les DPEFTP et les DCEFTP s'arrangent pour trouver des craies. Il y a des commerçants qui vendent la craie. Le directeur va chez eux et demande le crédit. Quand le ministère nous enverra les subsides, il devra rembourser »* (FGD, DPE/DCE Cibitoke, 19/12/2018).

Dans les deux situations, les directions déplorent une situation inconfortable et aux effets néfastes pour l'apprentissage. Le BTS a également contribué à l'amélioration des conditions d'apprentissage en construisant des établissements complets dans certaines provinces où face à l'indigence, les conditions d'apprentissage étaient médiocres et conduisaient au manque d'assiduité des enfants à l'école. Cela a permis un accès aux meilleures conditions d'apprentissage et a augmenté la demande éducative, en améliorant l'environnement des établissements scolaires (toilettes pour filles) et aptitudes des filles à la gestion de l'hygiène menstruelle (GHM) pour une rétention scolaire.

Le BTS a contribué à l'amélioration des conditions de travail des enseignants, à travers la motivation que crée la disponibilité des kits scolaires et des guides d'enseignant qui évitent d'avoir à recopier les cours au tableau à plusieurs reprises. De même, les outils mis à leur disposition pour le traçage et l'enseignement de mathématiques ont contribué à améliorer leurs pratiques pédagogiques

Photo : Matériel de traçage de l'enseignant



Ces analyses indiquent que les activités du BTS ont permis non seulement l'amélioration des conditions de dispensation des cours, mais aussi la couverture des programmes, ce qui, de l'avis des enseignants, permet à terme d'améliorer les performances des écoles aux examens officiels.

Toutefois, la conservation des kits peut entraîner des charges additionnelles pour les parents et les écoles (en termes de prise en charge de veilleurs, de construction d'espaces de conservation des matériels avec des risques de pertes). On constate, une fois sur le terrain, que le BTS n'a pas pensé à la conservation des matériels distribués et/ou à la sécurisation des infrastructures édifiées. Quand on sait qu'il n'y a pas assez d'interventions de sensibilisation pour mobiliser les communautés afin qu'elles veillent sur ces acquis, on ne peut ignorer les risques de vols des matériels et de vandalisme des bâtiments construits. Ces risques sont réels, surtout que les écoles, supposées offrir leurs services gratuitement, n'ont même pas la possibilité de demander aux parents de contribuer, via de modestes contributions, à la sécurisation des biens, au risque d'être sous le coup de sanctions pour corruption. En effet, le ministère a formellement interdit aux directions des écoles de demander des contributions aux parents afin d'éviter que, ceux-ci, se sentant acculés, décident de retirer leurs enfants de l'école. Ces faiblesses peuvent s'expliquer en partie par l'implication relative des communautés dans la gestion de l'école. Des actions visant à susciter cette implication restent limitées et les effets attendus peu observables. En dépit de l'existence de quelques structures de gestion participative, les parents ne se sont pas suffisamment appropriés la nécessité d'assurer le suivi de la scolarisation des enfants à travers leur pleine implication dans la gestion de l'école. Il faut aussi souligner que le format et la qualité des cahiers distribués réduit leur pleine utilisation par les bénéficiaires. A titre d'illustration, des enseignants ont fait observer que les cahiers de grand format mis à la disposition des enfants du premier cycle ne leur est véritablement pas utiles et qu'ils finissent par ne pas s'en servir.

La question de l'adaptabilité des kits aux réalités des bénéficiaires reste aussi préoccupante. Dans plusieurs écoles, les parties prenantes ont souligné que certains éléments du kit ne sont pas adaptés aux enfants, notamment le format des cahiers qui ne facilite pas leur utilisation. D'après cet enquêté, « *les enfants de notre pays ne sont pas habitués à ce type de cahier et à ce format de cahier. Du coup, ils ne peuvent pas les utiliser sur les bancs ou les mettre aisément dans leur sac. C'est pour cela que vous allez trouver ça chez leurs grands frères au post fondamental ou à l'université* » (Président Comité de gestion de l'école, Cankuzo, 15/12/2018).

### 2.3.3. Au niveau du renforcement des capacités des acteurs

Le BTS, dans ses objectifs, prévoit entre autres de renforcer les capacités des acteurs, notamment les enseignants. Cependant, il a été observé qu'en moyenne, deux formations ont déjà été suivies par les enseignants, mais que ceux-ci, en particulier les nouveaux, manquent de formation continue pour une utilisation optimale des guides.

En effet, l'ensemble du corps enseignant a été formé dans l'ancien système (scolarité primaire à 6 classes). Ils sont pourtant sollicités pour enseigner un nouveau système, dont ils ne maîtrisent pas les contours. Par exemple, demander à un jeune enseignant qui est né et a grandi à Busoni d'enseigner le Swahili, une langue étrangère à la localité, est contre-productif à la fois pour l'enseignant et pour ses élèves. Dans une telle situation, l'enseignant ne peut pas assurer l'enseignement et il se débrouille. Or la performance scolaire s'accommode mal avec la débrouillardise. Dans certaines écoles, comme à Cankuzo, certaines matières, comme le Swahili et l'Anglais, sont dispensés par des non-enseignants, des autodidactes qui, durant leur séjour en Tanzanie proche ont appris à parler les deux langues. Tout ceci avec des risques réels de dégradation de l'enseignement.

Cette carence de renforcement des capacités pose un autre problème, celui de l'absence d'un mécanisme performant de supervision pédagogique permettant aux enseignants de corriger les lacunes observées. Cela se traduit par le fait que les difficultés rencontrées pendant la dispensation des cours ne sont pas toujours résolues. C'est le cas, par exemple, des directeurs d'écoles ou de leurs conseillers pédagogiques qui ne sont pas capables d'évaluer leurs enseignants, faute de formation. Même si la formation des enseignants n'est pas du ressort du BTS, ce dernier, dans son volet renforcement des capacités, devait travailler et collaborer avec le ministère de tutelle afin d'organiser des séances de formation des enseignants.

En définitive, l'analyse de la cohérence entre les 3 domaines d'intervention du BTS fait constater qu'il y a lieu de faire mieux.

### 2.3.4. Analyse des forces, des contraintes et des faiblesses

#### 2.3.4.1. Analyse des forces et des facteurs favorables à l'atteinte des résultats recherchés

Si le BTS a pu atteindre les résultats précités même s'ils sont limités, c'est en partie grâce à un certain nombre de facteurs comme :

- **Un ancrage sur les campagnes EPT (Education pour tous) antérieures** : le BTS s'inscrit, en réalité, dans la continuité de l'EPT, un programme dont les actions, depuis son lancement en 2000, ont toujours été complémentaires à celles du BTS ;
- **Une approche de distribution pour tous (équité et vulnérabilité)** : la stratégie consistant à distribuer le kit à tous les enfants inscrits dans les écoles fondamentales des régions ciblées est un atout majeur.
- **Un allègement du fardeau en matériel pour élèves et enseignants** : en l'absence d'un appui substantiel de l'Etat pour le fonctionnement des écoles (au regard du contexte de la politique de gratuité, qui se traduit par une absence de contribution des parents au fonctionnement des écoles), seul le BTS permet de combler, au moins partiellement le vide laissé par le retard de l'Etat dans le versement des subsides de fonctionnement ;

- **Une demande sociale importante au regard de la vulnérabilité des parents** : les données de terrain n'indiquent aucune région où la population souhaite l'arrêt du BTS. Compte tenu de l'extrême pauvreté dans laquelle vit la majeure partie des populations, la demande du BTS est importante, car même les écoles de Bujumbura, supposées accueillir des enfants issus des milieux favorisés plaident pour leur inclusion dans le groupe de bénéficiaires.
- **Construction et dotation des écoles pour de meilleures conditions de sécurité** : les écoles construites dans le cadre du BTS offrent l'avantage d'offrir de meilleures conditions d'apprentissage qu'il s'agisse de l'équipement des salles de cours ou des lieux d'aisance, notamment pour les filles qui n'ont pas à craindre des abus de quelle que nature que ce soit.

#### 2.3.4.2. Analyse des faiblesses et des risques

Si, en dépit des efforts fournis, le BTS ne parvient pas à afficher tous les résultats attendus, c'est en partie à cause des faiblesses repérables dans sa conception, son exécution et son suivi au quotidien. Celles-ci s'articulent autour de quelques points suivants :

- **Arrivée tardive des kits scolaires et limitation des résultats escomptés** : cette limitation des résultats tient à ce que les kits sont distribués au moment où les parents ont déjà acheté d'autres kits. Le retard limite les résultats aux niveaux de : l'accès, la rétention, les abandons, la réduction du fardeau économique de l'éducation scolaire sur les ménages et familles/parents. Il a aussi un impact sur le début réel des cours et la couverture de tout le programme. Ces matériels, arrivés tardivement, ne permettent pas aux parents de faire des économies d'échelle. Il s'ensuit que le BTS a un faible effet sur les ménages ayant déjà acheté les kits scolaires.
- **Relâchement, depuis 2016, des campagnes de sensibilisation et du volet mobilisation sociale** : l'absence des campagnes de sensibilisation, associée à une mobilisation sociale marginale, handicape fortement la pleine réalisation des objectifs du BTS. Cela prive au BTS un dialogue social indispensable tout en empêchant aux parents non seulement d'inscrire le BTS dans leurs prévisions, mais aussi de s'impliquer dans le maintien des acquis et la sensibilisation de leurs sur l'importance de l'école.
- **Format du cahier non adapté aux besoins des cibles** : le cahier au format A4 distribué par l'Unicef pose des problèmes de manipulation et de conservation aux enfants des trois premiers cycles. Ce qui a un impact négatif sur son utilisation.
- **Absence de lieux de stockage sécurisés et d'un mécanisme de conservation des kits remis aux écoles** : cette absence implique le recrutement des veilleurs, ce qui constitue un fardeau supplémentaire sur les écoles et leurs directions. Par ailleurs, il n'existe pas de dispositif permettant de conserver efficacement ces matériels. Ceux-ci sont, en grande majorité, exposés aux risques de destruction par la moisissure et les intempéries. Dans un futur, si rien n'est, le problème de manque de ces matériels scolaires pourra de nouveau se poser.

- **Distribution de registres non habituels** : à la place des registres habituellement usités au Burundi, le BTS donne des cahiers semblables à ceux offerts aux élèves. Cette non-conformité entre « *le mot et la chose* » est à la base des soupçons de détournement qui pèsent sur les directeurs d'écoles, de même que ces cahiers à la place des registres ont, d'après les enseignants, un effet négatif sur leur pratique pédagogique.
- **Absence de synergie entre BTS et d'autres interventions publiques et des partenaires** devant soutenir et renforcer la durabilité du BTS : comme cela a déjà été souligné, le BTS ne peut pas, à lui seul, résoudre tous les problèmes qui minent le système scolaire burundais, notamment en ce qui concerne l'accès et la rétention des élèves à l'école, le renforcement des capacités des enseignants. La synergie entre le BTS et les autres partenaires étatiques ou non devrait permettre de surmonter ces difficultés (dotation des frais de fonctionnement, formation continue, supervision pédagogique, gouvernance et pilotage du système en matière d'affectation et de gestion des RH). Malheureusement, l'implication des autres acteurs est marginale.
- **Absence d'une mise en cohérence scolaire avec la nécessité d'une mise à niveau des ex écoles primaires** : la mise en place du fondamental, qui suppose la réforme des programmes et signifie que des classes qui, jadis, relevaient du secondaire font désormais partie du primaire, ne s'est pas accompagnée d'une mise à niveau des établissements notamment en ce qui concerne la dotation des outils pédagogiques. Par exemple, on a introduit au primaire des cours d'informatique sans outils informatiques. La conséquence est que les élèves apprennent l'informatique sans jamais avoir vu un ordinateur.

Compte tenu de ce qui précède et des observations de terrain, l'atteinte des résultats à terme pourrait être limitée également par un certain nombre de facteurs, à savoir notamment :

- La forte centralisation des décisions (chaîne de la décision, lancement effectif des distributions dans les communes) relatives aux campagnes pouvant impacter sur le temps d'attente entre la réception des kits et leur distribution effective. A cette centralisation s'ajoute la forte bureaucratisation de la procédure de distribution avec un impact important sur le délai entre la réception des matériels et le lancement de la distribution. Pour distribuer, il faut, en effet, attendre la présence et l'autorisation de la hiérarchie, ce qui implique un temps d'attente et un retard considérable pour la distribution ;
- La prise en compte des salles de classes et non des unités/groupes pédagogiques dans l'évaluation des besoins ; en effet pour la distribution, on se réfère aux effectifs de l'année précédente sans tenir compte non seulement des écoles en évolution, mais aussi des groupes pédagogiques ;
- L'absence d'un mécanisme intraprovincial efficace et tourné vers la recherche de la performance en matière de gestion des stocks : Il a été constaté que dans certaines provinces, comme à Cancuzo par exemple, qu'il y avait un surplus de matériels par rapport à la demande, tandis que la situation inverse était constatée à Cibitoke ;

- L'absence d'un mécanisme de partage de bonnes pratiques intraprovinciales entre DCE dans le cadre de la coordination des activités de la DPEFTP ;
- Les changements permanents des membres du Comité BTS qui entraînent la nécessité d'un apprentissage permanent. Cela rend difficile la capitalisation de la vision globale du BTS, des leçons apprises des interventions des années antérieures, notamment en matière de bonnes pratiques dans la mise en œuvre du BTS ;
- La faible implication de l'ensemble des parties prenantes (Ministère, DPEFTP, DCEFTP, autorités administratives et traditionnelles) dans la planification, la coordination, la mise en œuvre et le suivi-évaluation. Il s'ensuit un développement d'un sentiment de marginalisation, de frustration chez les parties prenantes qui pensent que leurs aspirations dans la planification, la définition des normes relatives aux commandes des kits ne sont pas prises en compte ;
- La faiblesse du suivi-évaluation et du pilotage des activités post-campagne. Les données de terrain indiquent que le BTS s'achève le jour de son commencement, c'est-à-dire qu'après la distribution, aucune autre activité n'est planifiée, ni par le Comité BTS, ni par le ministère ou l'Unicef, pour mesurer l'utilisation effective des kits scolaires ou pour le monitoring des difficultés des enseignants dans l'utilisation des outils pédagogiques mis à leur disposition en vue d'apporter à temps les corrections nécessaires à l'atteinte des résultats escomptés. D'ailleurs, le libellé des indicateurs retenus dans les fiches de rapportage et présenté plus haut montre que l'accent est essentiellement mis sur la mise à disposition des bénéficiaires des dotations disponibles. Il n'est point question de savoir comment ils s'en servent après ou comment ils se l'approprient.
- Le risque d'inscrire le BTS dans la routine sans un mécanisme de pilotage progressif, dynamique et permanent pour identifier à temps les goulots d'étranglement, les solutions et actions majeures pour les résorber ;
- La non harmonisation des cahiers grand format avec les dimensions des tables bancs et les sacs entraînant la non utilisation par les enfants ;
- L'absence d'une harmonisation des pratiques de distribution de kits faute de guidelines ;
- La faiblesse dans la gestion anticipative des risques et le développement de mesures de mitigation au niveau des services déconcentrés (DPEFTP, DCEFTP) ;
- La faiblesse de la coordination des interventions dans le cadre du BTS et des activités d'accompagnement (supervision pédagogique, formation continue, affectation, redéploiement des enseignants) ;
- La non prise en compte des coûts induits par les dotations (entretien et conservation des matériels dans les écoles, recours aux veilleurs, achat d'armoires de classement, etc.) ;
- Des stratégies/modalités pratiques de distribution non harmonisées et très variables d'une commune, ou d'une province à l'autre (problème de préparation, de planification, de suivi et conséquence des changements du Comité BTS) ;

- La durée de la campagne qui ne permet pas une couverture des zones difficiles d'accès à cause des délais de route réduisant d'autant le temps pour la vérification et impacte la gestion des stocks (des surplus envoyés aux communes qui n'en n'ont pas besoin).

## 2.4 Durabilité / connectivité

***Le contexte de pauvreté constitue un risque majeur à la durabilité des acquis du BTS car faute de moyens, les parents pauvres vont toujours éprouver des difficultés à scolariser tous leurs enfants, en les dotant de kits scolaires nécessaires.***

Les activités du BTS adressent une problématique d'actualité dans un contexte où les parents ont véritablement besoin d'un appui pour scolariser tous leurs enfants. Compte tenu de la demande scolaire familiale et de la pauvreté, il ne leur est pas toujours aisé de parvenir à assurer à tous les enfants les mêmes chances de bénéficier de l'éducation scolaire. La planification de la campagne à partir de la prise en compte des aspirations des bénéficiaires permet d'assurer la durabilité des interventions dans la mesure où elles sont fondées sur une demande sociale potentielle. Dans ce sens, l'ancrage du BTS sur les comités de gestion des écoles ainsi que l'arrimage des stratégies aux approches antérieurement utilisées dans le cadre des campagnes EPT peuvent permettre de continuer les actions menées dans le cadre du BTS, même si le financement s'arrête.

Dans les écoles ayant bénéficié de nouvelles salles de classes, le développement d'un système d'entretien des écoles, de conservation et de sécurisation des matériels reçus les aide à assurer aux générations suivantes les meilleures conditions d'apprentissages. Mais pour y parvenir, les écoles doivent élaborer des fiches de suivi de stocks pour gérer efficacement les sorties et les entrées de matériels (équerrés, lattes, etc.) afin d'éviter d'éventuelles pertes. De même, dans les provinces où il existe un mécanisme de rapportage annuel au DCEFTP/DPEFTP sur les stocks disponibles et causes de pertes/destruction, et des mesures correctives prises, on assiste à une gestion responsable et durable des matériels reçus ; ce qui garantit la durabilité des acquis du BTS, même en cas d'arrêt du financement.

Par ailleurs, on observe que la mise en place de comités locaux d'entretien des salles, le développement des activités de sensibilisation et de gestion des cas d'abandons en fonction des causes, la mise en place d'un mécanisme de partage de bonnes pratiques intercommunales ou provinciales sont de nature à renforcer cette durabilité. Cependant, ces bonnes pratiques sont observées à petite échelle.

Comme dans d'autres projets similaires de l'UNICEF en éducation dans d'autres pays, les acquis du BTS ne sauraient être pérennisés si on ne met pas en place un mécanisme visant à réduire la mobilité des enseignants formés. Les affectations doivent donc prendre en compte cet enjeu sinon, elles réduiront considérablement les effets attendus de ces interventions car il faudra continuellement faire des formations des enseignants.

Le contexte de pauvreté constitue un risque majeur car faute de moyen, les parents vont toujours éprouver des difficultés à scolariser tous leurs enfants.

## 2.5 Impact

***Bien que soutenue par des actions de mobilisation sociale visant à atténuer les effets négatifs des coutumes sur la scolarisation et à améliorer la perception des parents concernant l'éducation scolaire, le BTS est focalisé sur les enfants à l'école et ne permet guère de cibler les enfants hors de l'école (out of school) et donc de résorber la complexe question des abandons dans toutes ses formes.***

L'évaluation de l'impact devrait rigoureusement se faire sur la base d'un cadre de résultats permettant d'apprécier, au regard des indicateurs de base et de résultats préalablement définis dans le cadre d'une théorie du changement et d'un document projet précisant clairement les cibles à atteindre à court ou à moyen terme et les résultats attendus. L'absence d'une ligne directrice pour le projet empêche l'évaluation d'avoir des mesures quantitatives au fil du temps sur les changements car les campagnes n'avaient, en général, pas de dispositifs de suivi/évaluation de mesures de façon à apprécier les impacts.

Compte tenu du fait qu'il s'agit d'une campagne et non d'un projet à proprement parler, cette évaluation visait à apprécier la perception de la contribution des campagnes BTS à l'accès et la rétention des enfants issus des groupes vulnérables à l'école, notamment les garçons et les filles. Celle-ci est donc faite sur la base des objectifs du BTS.

En effet, indépendamment des réserves émises dans la section sur l'analyse de l'efficacité, les campagnes « Retour à l'école » constituent des interventions qui, à court terme, ont pour objectif de fournir une réponse adéquate à la situation en matière d'éducation des enfants vulnérables vivant dans des zones où les indicateurs de vulnérabilité importante avec des taux de rétention scolaire relativement faibles sont élevés. À moyen terme, le BTS vise à donner aux enfants qui retournent à l'école les chances de poursuivre leurs études normalement. Les campagnes de retour à l'école s'articulent autour de trois domaines d'intervention complémentaires évoqués plus haut et à partir desquels cette analyse apprécie la perception de l'impact du BTS.

Les acteurs rencontrés affirment que le BTS a contribué à améliorer la rétention à l'école des enfants issus de familles vulnérables, dans la mesure où elle leur a permis de bénéficier des kits scolaires pour des familles souvent très nécessiteuses. Dans les écoles, les enseignants affirment que la mise à disposition des boîtes de craies a contribué à assurer la couverture des programmes et la fonctionnalité des salles de classes. Lorsque les dotations sont mises à disposition à temps, les acteurs clés révèlent que les parents sont motivés à scolariser leurs enfants et sont soulagés à cause de la réduction du fardeau lié à l'achat des matériels scolaires.

Même si les quantités dont ils ont bénéficié ne leur permettent pas de répondre entièrement à leurs besoins réels dans les matières enseignées, il convient de signaler que les appuis donnés aux enfants réduisent partiellement le fardeau économique de l'éducation scolaire sur les parents. Compte tenu du fait que les enfants les plus vulnérables sont ceux qui éprouvent le plus de difficultés à avoir tous les équipements et matériels nécessaires à une éducation de qualité, les kits reçus facilitent la scolarisation et contribuent à limiter les absences prolongées et les risques d'abandon pour cause d'absence de matériels scolaires. Toutefois, l'impact recherché aurait été plus important si ces équipements arrivaient à temps (notamment avant la rentrée) et si la qualité requérait la satisfaction totale des bénéficiaires.

Malgré l'absence d'un indicateur d'effets attendus à terme ainsi qu'une situation de référence clairement définie au préalable et permettant d'apprécier les changements, l'analyse des données statistiques disponibles permet de relativiser ces perceptions. En effet, on observe qu'entre 2015 et 2017 le taux d'abandons n'a pas connu un changement positif dans les zones d'intervention du BTS. Même si ces données sont agrégées et ne sont pas spécifiques aux écoles publiques bénéficiaires, on observe que dans la plupart des provinces BTS, la proportion des abandons augmente au cours de la période BTS. Ce qui peut permettre de relativiser les perceptions des acteurs.

Tableau 5: Evolution du taux d'abandon et du taux de redoublement

2.1 PROVINCE	Taux d'abandon		Taux de redoublement	
	2015/2016	2016/2017	2015/2016	2016/2017
BUBANZA	4.3%	5.9%	24.6%	27.0%
BUJUMBURA	4.1%	4.6%	25.2%	27.7%
BUJUMBURA Mairie	7.9%	5.6%	16.0%	19.5%
BURURI	2.3%	4.2%	28.7%	29.3%
CANKUZO	10.7%	16.3%	16.0%	16.9%
CIBITOKÉ	4.9%	7.6%	18.5%	21.6%
GITEGA	4.3%	6.3%	22.5%	24.0%
KARUSI	8.6%	10.8%	22.4%	24.7%
KAYANZA	6.2%	8.1%	16.8%	20.6%
KIRUNDO	11.9%	9.6%	19.0%	21.1%
MAKAMBA	11.0%	6.8%	26.1%	28.0%
MURAMVYA	3.4%	6.7%	23.2%	24.1%
MUYINGA	13.2%	15.1%	23.9%	24.6%
MWARO	3.9%	5.6%	25.6%	28.3%
NGOZI	9.5%	10.6%	19.3%	19.2%
RUMONGE	4.9%	5.1%	26.2%	27.4%
RUTANA	11.9%	14.3%	28.1%	29.1%
RUYIGI	11.7%	15.6%	18.0%	20.3%
<b>BURUNDI</b>	<b>7.6%</b>	<b>8.6%</b>	<b>22.0%</b>	<b>23.9%</b>

Sources, Unicef, Campagne BTS, Rapport de mise en œuvre, février 2017.

## 2.6 Couverture / équité

*Les campagnes BTS permettent de toucher les enfants vulnérables car l'approche a consisté à distribuer les kits BTS à tous les enfants dans les ECOFO publiques. Cependant, les difficultés d'accès à certaines localités enclavées et la durée de la campagne réduisent sa portée et les possibilités de couvrir toutes les couches nécessiteuses.*

En 2016, les différentes activités menées dans le cadre du BTS ont touché tous les enfants fréquentant les écoles fondamentales publiques dans le pays ainsi que toutes les salles de classe. Au total, 2.600.000 élèves et 32.000 salles de classe ont bénéficié des dotations (Rapport de mise en œuvre 2016, p. 5). Le fait d'intervenir auprès de toutes les écoles fondamentales durant la campagne de 2016 a été une occasion de toucher tous les enfants vulnérables du pays, dont la majorité réside dans les zones rurales. Alors qu'en 2017 et 2018, elle n'a couvert que sept provinces, à savoir, Cankuzo, Kirundo, Makamba, Muyinga, Rumonge, Rutana et Ruyigi. En prenant les provinces qui constituent la ceinture du Burundi, le BTS a, ici aussi permis de toucher les plus vulnérables, c'est-à-dire des élèves et écoles se trouvant dans des régions où les indicateurs du développement humain sont les plus faibles, d'après les données du PNUD. Dans ces provinces ciblées, en 2017 et 2018, l'approche a consisté à faire bénéficier tous les élèves de toutes les écoles fondamentales publiques des interventions. Ces derniers ont alors bénéficié de kits scolaires constitués du matériel nécessaire à la fréquentation scolaire, à savoir les gommes, les crayons, les lattes, les sachets, les cahiers, etc. En effet, le fait dans une zone donnée de faire les dotations du BTS à tous les enfants des écoles fondamentales donne la chance à tous les enfants, y compris les plus vulnérables. De ce point de vue, on peut dire que le BTS réussit à toucher les plus vulnérables. Cette approche permet de faire parvenir les dotations à temps si l'on considère que les retards constituent une des faiblesses de toutes les campagnes menées jusque-là. Développer une approche de ciblage spécifique en faveur des enfants vulnérables pourrait prendre encore du temps après la rentrée et des ressources sans réellement permettre de lancer la campagne dans les délais réduits comme le souhaitent la plupart des acteurs de terrain (directeurs, enseignants, parents, etc.). En outre, de l'avis de certains de ces acteurs, cette approche pourrait créer des tensions sociales au regard du contexte de pauvreté généralisée.

L'approche utilisée lors des différentes campagnes indique qu'elle a visé toutes les communes des provinces retenues. Pour promouvoir l'équité et l'égalité de genre, en vue d'éviter les cas de discrimination, les campagnes ciblent indirectement les filles, les enfants Batwa, albinos, handicapés, expulsés, rapatriés réfugiés, les orphelins, les enfants ayant abandonné l'école mais qui ont repris, les enfants de plus de sept ans inscrits en 1<sup>ère</sup> année comme l'indiquent les différents rapports de distribution. Dès lors, même si les acteurs des services déconcentrés relèvent des difficultés d'accès à certaines communes à cause de leur enclavement et de la durée de deux jours réservés aux campagnes BTS, l'analyse de l'approche utilisée permet d'observer qu'elle est basée sur une démarche holistique visant à

toucher tous les enfants scolarisés dans les ECOFO. L'analyse des fiches de suivi des distributions et des statistiques produites à partir de ces fiches montre que le suivi des campagnes permet de s'assurer que les filles, les garçons ainsi que les enfants vulnérables ont bénéficié des distributions car parmi les bénéficiaires, ces outils indiquent clairement le nombre de filles, le nombre d'enfants non servis, les enfants Batwa, albinos, handicapés, orphelins, rapatriés ou expulsés, les enfants ayant abandonné et qui ont repris leur scolarité ainsi que les enfants de plus de sept ans inscrit en première année (cf. tableau ci-après). Dans ce sens, on peut supposer que la stratégie de distribution permet de garantir une couverture exhaustive de la demande potentielle et que le BTS profite à tous les enfants, filles, garçons et autres enfants vulnérables. De même, les fiches de suivi des campagnes de distribution permettent, à partir des informations collectées sur les enfants bénéficiaires, de s'assurer que la couverture globale est assurée ainsi que l'atteinte des populations vulnérables car elles indiquent les enfants non couverts.

Toutefois, avec les difficultés d'accès aux communes enclavées signalées par les DPEFTP et les DCEFTP, on a observé des disparités dans la distribution et un accès souvent tardif aux appuis du BTS pour les enfants vivant dans ces communes ; ce qui réduit la possibilité effective de réduire le fardeau économique sur les parents des familles vulnérables. Par ailleurs, la non prise en compte des écoles nouvellement créées n'a pas toujours permis aux différentes campagnes d'améliorer la couverture de l'intervention pour tous les enfants en âge d'aller à l'école et vivant dans les communes ciblées.

Le fait pour le BTS de n'intervenir que dans les écoles crée le risque de ne pas toucher les enfants hors de l'école. Or, parmi les enfants non scolarisés, nombre d'entre eux n'ont jamais été à l'école ou n'y sont pas au moment des distributions. Lorsque des campagnes de sensibilisation n'ont pas été menées dans les communautés en prélude aux campagnes de distribution, les interventions n'ont finalement touché que les enfants déjà à l'école. Ce qui réduit l'impact réel de l'intervention par rapport à sa vocation qui est de réduire les abandons. On observe que dans plusieurs communes, il a véritablement manqué d'interventions pertinentes orientées vers les autres enfants hors de l'école.

Les écarts observés entre les quantités mises à disposition et les besoins réels ne permettent pas de couvrir équitablement tous les enfants bénéficiaires. Le niveau de couverture et d'atteinte de l'équité reste limité par les faiblesses observées dans la planification des campagnes. Dans plusieurs écoles et communes, il est ressorti des rapports que les erreurs dans l'évaluation des quantités destinées aux ECOFO/DCEFTP ont un effet sur la gestion des stocks et les résultats escomptés. Ces erreurs viennent du fait que les estimations sont faites à partir des données de l'année antérieure. Même quand des majorations sont faites, les retours de réfugiés par exemple peuvent ne pas faciliter une couverture globale des demandes sociales. De même, les données utilisées pour la planification des besoins ne prennent pas en compte les mobilités interprovinciales comme celles qui sont observées entre Kirundo et Cankuzo à cause de longues périodes de disette. Ce sont autant de facteurs qui ont par endroit limité la couverture des campagnes par rapport à la demande réelle. De ce point de vue, si les données d'observation et d'entretien indiquent que la couverture des autres interventions est généralement meilleure, celles dont bénéficient les élèves l'est moins pour ces raisons. De même, les erreurs dans la gestion des commandes et la constitution des colis à destination des DCEFTP/ECOFO réduisent considérablement l'impact du BTS sur

l'amélioration des apprentissages car toutes les couches ciblées ne bénéficient pas toujours des kits tels qu'envisagés. A titre d'illustration, dans certaines communes, les quantités reçues sont souvent inférieures aux effectifs d'enfants à couvrir. Dans certaines autres communes, les quantités reçues ont été supérieures aux quantités attendues. C'est ainsi que, alors que les données indiquent que dans les prévisions, chaque élève devait avoir 3 cahiers, on a constaté que dans certaines écoles, les élèves du 4<sup>e</sup> cycle ont reçu 5 cahiers. C'est le cas de l'ECOFO Rugarasi de Kirundo. Ici, la distribution s'est faite en fonction du niveau des élèves. Ainsi, pour la campagne 2018-2019, les élèves du 4<sup>e</sup> cycle ont reçu 5 cahiers en grand format de 96 pages ; ceux de la 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> année ont eu 4 cahiers en grand format de 96 pages, alors que ceux de la 1<sup>re</sup> en 4<sup>e</sup> année ont reçu 3 cahiers petit format. Les communes qui ont souvent connu des déficits sont obligées soit de procéder à des réajustements dans la constitution des kits, soit ne parviennent pas à couvrir toute la demande sociale.

Tableau 6 : Répartition des kits élèves distribués par province et par catégorie d'élèves en 2016

Province	Elèves bénéficiaires	Dont filles	Enfants Batwa	Enfants albinos	Enfants handicapés	Enfants rapatriés ou expulsés	Orphelins	Enfants abandonnés et repris l'école	Enfants de plus de 7 ans inscrits en 1ère année
BUBANZA	116,581	58,064	1,197	4	523	282	8,653	908	8,108
BUJA-MAIRIE	124,294	62,391	142	-	413	-	1,363	111	536
BUJA-RURAL	164,000	83,893	2,086	38	699	126	11,063	971	6,687
BURURI	105,054	53,827	533	14	300	21	6,350	438	2,020
CANKUZO	66,873	34,386	187	19	821	39	6,447	1,496	5,130
CIBITOKÉ	151,613	76,002	1,455	12	425	138	7,507	1,582	14,637
GITEGA	220,015	114,408	1,247	41	1,305	199	14,117	1,670	11,483
KARUSI	121,298	60,752	1,021	13	510	326	4,993	1,698	13,204
KAYANZA	185,597	96,339	1,376	26	739	151	15,071	2,660	12,703
KIRUNDO	167,982	81,460	829	16	707	735	14,079	10,632	17,446
MAKAMBA	169,620	85,113	368	22	808	4,429	5,537	2,852	10,352
MURAMVYA	104,952	47,847	1,240	14	430	9	4,469	946	2,953
MUYINGA	165,043	81,401	769	40	1,055	282	13,861	6,206	16,190
MWARO	90,076	47,062	624	6	202	6	5,426	614	2,187
NGOZI	177,506	88,646	1,101	12	393	267	7,737	2,644	1,749
RUMONGE	140,396	72,741	793	20	362	6,198	7,690	2,330	6,040
RUTANA	106,932	54,804	247	10	507	894	6,202	2,112	6,913
RUYIGI	106,911	53,215	123	10	509	436	7,076	1,738	9,076
<b>TOTAL</b>	<b>2484743</b>	<b>1252351</b>	<b>15338</b>	<b>317</b>	<b>10708</b>	<b>14538</b>	<b>147641</b>	<b>41608</b>	<b>147414</b>

Sources : Unicef, Campagne BTS, Rapport de mise en œuvre, février 2017, p. 10.

Dès lors, il est possible de relativiser cette couverture, à deux niveaux au moins. D'une part, en faisant la typologie des abandons scolaires et/ou des non accès à l'école, on se rend compte que le groupe est loin d'être homogène. Si la catégorie la plus évoquée est celle des abandons pour cause de la pauvreté, il faut souligner que d'autres types d'abandons existent, comme les abandons liés au manque de modèles dans la famille, les abandons pour cause de manque d'intérêt en l'école, parce qu'on estime qu'elle ne constitue pas un modèle de la réussite sociale. D'autres abandonnent à cause de la famine ou à cause du manque d'uniformes. En plus de ces abandons pluriels comme on le voit, il y a des enfants qui n'ont jamais été à l'école et chez qui la notion d'abandon ne s'applique pas. Or, le BTS, en limitant ses interventions dans le cadre strict des écoles et en réduisant son action à la seule distribution du Kit scolaire, il ne touche que des enfants ayant abandonné pour cause de pauvreté. Cette forte focalisation des interventions dans les écoles a comme conséquence la marginalisation d'autres enfants, surtout les OOS (enfants non scolarisés en âge de scolarisation au préscolaire et au fondamental et qui ont abandonné ; enfants n'ayant jamais été scolarisés et ne disposant pas de personnes ayant fréquenté dans leur entourage pour susciter l'engouement pour la scolarisation).

D'autre part, il y a la question d'accès aux communes enclavées qui comporte le risque de disparités et d'accès tardif aux appuis du BTS, avec un impact négatif sur la possibilité effective du BTS de réduire le fardeau économique des parents. A cela s'ajoute la non prise en compte des écoles nouvellement créées, qui ne permet pas d'améliorer la couverture de l'intervention. Ces difficultés sont en partie liées aux faiblesses du système statistique de l'éducation.

Quant à l'équité, elle est aussi à relativiser. Certes, l'option choisie de ne pas faire un ciblage particulier et, donc, de distribuer à tous les enfants et à toutes écoles des provinces bénéficiaires est saluée par tous les bénéficiaires, en ce sens qu'elle permet d'éviter d'autres formes de discrimination. Mais la réalité est que tous les enfants n'ont pas les mêmes problèmes et ne sont pas confrontés à la même vulnérabilité. Il y a beaucoup d'enfants qui, en plus de la pauvreté, expérimentent d'autres types de vulnérabilités. C'est le cas, par exemple, des jeunes filles, des enfants Batwa, des handicapés et des enfants albinos. Lors de la collecte des données, les jeunes filles, surtout celles du 4<sup>ème</sup> cycle, ont fait savoir qu'elles avaient des difficultés à obtenir les serviettes hygiéniques et que certaines d'entre elles s'absentent à l'école pendant leur période menstruelle. Ces absences répétées les placent dans une situation de vulnérabilité, qui n'est pas prise en charge par le BTS.

En plus de la distribution du matériel scolaire, le BTS intervient aussi au niveau du renforcement des capacités des enseignants en éducation de base grâce à la fourniture d'outils didactiques. Si cet objectif est relativement atteint au niveau du 4<sup>e</sup> cycle, il n'en est pas ainsi pour les trois premiers cycles, qui n'ont jusqu'ici bénéficié d'aucun appui. Cela pose la question de l'équité entre tous les élèves des provinces couvertes. Quant à la sensibilisation et la mobilisation des acteurs autour de l'école, elle ne couvre que la période de la distribution.

## 2.7. Coordination des interventions du BTS

*La mise en œuvre des campagnes BTS est un processus participatif impliquant l'UNICEF, le Ministère et les acteurs déconcentrés. Toutefois, Une plus grande synergie avec les comités locaux de protection et les acteurs communautaires permettrait d'obtenir des résultats plus significatifs et de cibler toutes les catégories d'enfants hors de l'école.*

Depuis 2016, la mise en œuvre des campagnes BTS est un processus de planification qui implique plusieurs structures du ministère en charge de l'éducation, notamment le Bureau de la Planification et des Statistiques de l'Education (BPSE) dont un conseiller participe aux travaux du comité BTS institué par le Ministère, la Direction en charge des approvisionnements de l'Education qui coordonne les distributions et leur suivi. Le pilotage du BTS est institutionnellement dévolu à la Direction des Approvisionnements Scolaires (DAS). A ce titre, elle coordonne l'ensemble des activités et est l'interface entre le ministère et l'UNICEF. Il s'agit d'un processus qui permet généralement de garantir la coordination des interventions tant au niveau central qu'au niveau déconcentré. Ainsi, pour des besoins de cohérence, l'estimation des effectifs des élèves et des enseignants bénéficiaires est faite par la BPSE et la DAS pour permettre l'acquisition du matériel en adéquation avec les besoins réels des bénéficiaires. Ce travail conjoint a permis souvent permis d'harmoniser les chiffres et de faire des projections sur la base des données tirées du système intégré de gestion de l'éducation (SIGE), même si sur le terrain, on observe parfois des manquements dans l'adéquation entre les quantités disponibles et les besoins à couvrir. Ces informations ont permis de faire le ciblage des bénéficiaires suivant les provinces et les communes et ensuite par école, suivant un plan de distribution soigneusement établi (Unicef, 2017). Avant le lancement des campagnes, la Direction des Approvisionnements Scolaires (DAS), en collaboration avec les directeurs provinciaux et communaux de l'enseignement s'assurent que toutes les communes disposent d'entrepôts en bon état et sécurisés pour la conservation des fournitures pendant au moins deux semaines.

Dans les écoles bénéficiaires, cette approche participative se traduit par la mise en place d'un comité chargé de la distribution pour garantir la transparence. Le comité est composé du directeur de l'école, des enseignants, des élèves et des membres du comité de gestion de l'école (Unicef, 2017). Pendant les campagnes de distribution, ce comité doit également se concerter pour faire la répartition équitable du matériel disponible et assurer le succès de l'opération au sein de l'école lorsque le kit défini pour chaque élève était insuffisant.

Toutefois, on observe que le pilotage des campagnes BTS reste très centralisé ; ce qui limite les capacités opérationnelles des DPEFP/DCEFP à prendre des décisions pour assurer la gestion de certaines difficultés. Cette situation a parfois inutilement rallongé les temps d'attente du lancement la campagne dans les écoles bénéficiaires, même lorsque celles-ci avaient déjà à leur disposition les stocks acheminés par le prestataire de services identifié à cet effet. Dans les services déconcentrés, notamment les DPEFP et DCEFP, la mise en œuvre de la campagne est peu participative, car elle n'implique pas toujours les

autres acteurs tels que les Conseillers chargés de la pédagogie, de la carte scolaire et ceux en charge de la planification. Par ailleurs, on observe une absence de collaboration entre les activités du BTS et les interventions des comités de protection de l'enfant, qui auraient permis de mieux cibler les enfants non scolarisés devant retourner à l'école.

### 3. Conclusion et recommandations

Bien en phase avec la stratégie du gouvernement en matière d'éducation et avec la politique de l'UNICEF, le BTS est un programme ambitieux mais dont l'impact reste limité en raison notamment de l'effet ciseaux entre des ressources relativement limitées et une cible particulièrement large. Le refus de toute discrimination (eu égard à la modestie des revenus/ressources des parents très compréhensible dans le contexte burundais) lors l'attribution des aides a pour contrepartie une diminution de la dotation unitaire par bénéficiaire. De fait, la réduction du fardeau de la scolarité pour les parents reste bien inférieure à 4% pour l'exercice 2016 (1,50 \$ / 38\$ cout de la scolarité) et 0,9% pour l'exercice 2017 (0,32 \$ / 38\$ cout de la scolarité) ne peut à elle seule amener les parents à scolariser tous leurs enfants ou encore à les maintenir à l'école. Encore ce montant reste-t-il dans bien des cas très théorique en raison des difficultés rencontrées dans la mise en place des fournitures dont des retards ou des dotations insuffisantes quantitativement et ou qualitativement. Il faut par ailleurs ajouter qu'en raison notamment de la faiblesse de la mobilisation sociale, le programme n'a guère pu toucher les enfants non scolarisés ou déscolarisés qui font aussi partie des catégories les plus vulnérables.

Les performances du programme sont aussi impactées par les difficultés du système éducatif. Sur ce point, Il faut mentionner le manque d'enseignants dans certaines disciplines ou encore les faiblesses de la formation continue. Dans ces conditions il souvent difficile pour les enseignants de valoriser les matériels qui leur ont été remis dans le cadre du programme.

Enfin, une coordination plus poussée des partenaires intervenant dans le système éducatif pourrait aussi contribuer à améliorer les performances du programme.

Au-delà des faiblesses précitées, l'évaluation a permis de tirer des leçons et de formuler des recommandations pour l'avenir du BTS.

- **Leçons apprises**

Durant leur mise en œuvre, les campagnes BTS ont joué un rôle important dans la promotion de la scolarisation dans les régions où on observe des problèmes de scolarisation dans un contexte de paupérisation des populations. Intervenir au niveau des kits et de la mobilisation locale constitue une démarche efficace pour satisfaire les besoins des enfants.

Le BTS constitue de ce point de vue une initiative qui fonde sa pertinence et son efficacité sur le contexte socioéconomique des ménages. Dès lors, tout appui extérieur de cette nature et d'une couverture provinciale aussi importante ne peut constituer qu'une opportunité pour l'atteinte des objectifs nationaux en matière d'éducation et une contribution à l'atteinte de l'ODD 4.

La mise en œuvre du BTS sur la base d'une démarche participative aide à soutenir la durabilité du programme et son institutionnalisation au sein du gouvernement. En revanche, la création des attentes non satisfaites chez les populations affaiblit l'appropriation et la mobilisation des populations. L'engagement et l'implication des autorités est un gage de réussite du processus.

Les écoles ayant développé un mécanisme efficace de gestion de stocks d'équipements reçus et de conservation des matériels de traçages, comme le recours aux veilleurs, la construction d'espaces de stockage ou des bibliothèques, réussissent d'année en année à répondre efficacement aux défis auxquels elles sont confrontées pour assurer aux enfants de meilleures conditions d'apprentissages. Elles assurent une durabilité de l'appui reçu dans le cadre du BTS.

Mais, l'absence d'indicateurs de suivi-évaluation constitue un enjeu majeur pour pouvoir évaluer les campagnes BTS et mesurer leur contribution réelle et objective aux avancées dans le domaine de l'éducation. La définition d'indicateurs de base dans les zones couvertes pourrait mieux permettre d'apprécier la contribution de cette initiative très appréciée par les acteurs de la communauté éducative.

Par ailleurs, une meilleure implication des acteurs des services déconcentrés dans le pilotage post-campagne peut contribuer à la durabilité des acquis de ces campagnes. Mettre à disposition des bénéficiaires des appuis tentant d'adresser les principaux goulots d'étranglement de la scolarisation est une chose, s'assurer que les dotations ont servi à résorber les problèmes réels du système en est une autre. Dès lors, la qualité des équipements doit pouvoir répondre au mieux aux attentes des bénéficiaires. En outre, le suivi post-campagne doit dépasser la simple comptabilité de personnes bénéficiaires (effectifs d'enfants couverts) pour aider à apprécier le changement qu'apportent les dotations, en termes d'utilisation effective par exemple des matériels. Le système d'information du secteur doit donc pouvoir aider à documenter ces questions.

Or, les faiblesses du système statistique de l'éducation ne permettent pas de mieux planifier les dotations sur des bases objectives pour une meilleure équité.

Le développement du réseautage et le recours aux enseignants modèles pour résoudre les difficultés pédagogiques au sein des écoles constitue un moyen d'assurer la pérennisation des acquis du BTS. De même, la mise en place de méthodes novatrices de conservation et de sécurisation des matériels reçus par les écoles (recours aux veilleurs, achats d'armoires, construction de bibliothèques) aident les écoles à assurer durablement les conditions meilleures d'apprentissage aux enfants.

L'absence d'un cadre de partage de bonnes pratiques entre les écoles, les communes et provinces ne permet pas toujours d'harmoniser les pratiques. Il en est de même de l'absence de guidelines donnant des orientations générales sur la mise en œuvre du BTS. Ainsi, les nouveaux acteurs qui rentrent dans le programme n'ont pas toujours la même compréhension de l'approche. Ce qui peut justifier des différences observées entre zones bénéficiaires en termes de capacité à s'approprier l'approche et à trouver des solutions appropriées aux difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des activités.

### • Recommandations

Les analyses qui précèdent mettent en relief un certain nombre de faiblesses qui limitent l'atteinte des résultats attendus du BTS. Au regard des perceptions que les parties prenantes (acteurs de mise en œuvre, bénéficiaires) ont de la contribution des campagnes BTS à la réduction du fardeau de l'éducation scolaire sur les parents, au maintien à l'école et à la rétention scolaire, des suggestions formulées lors de la présentation des résultats préliminaires aux différentes parties prenantes, et en comparaison des leçons apprises avec quelques expériences régionales ou des études disponibles, les recommandations suivantes peuvent être formulées à l'endroit des principales parties prenantes du BTS.

Recommandations	Actions spécifiques à mener	Destinataires de la recommandation
Inscrire le BTS dans une dynamique d'actions plurielles visant à faciliter l'accès à l'école et à réduire le fardeau de l'éducation sur les ménages/familles/parents, notamment les plus vulnérables	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Développer un mécanisme efficace de planification des distributions pour assurer de l'effectivité de la campagne dès la première semaine de la rentrée</li> <li>2. Renforcer les mesures de gratuité effective</li> <li>3. Renforcer le système statistique de l'éducation pour une meilleure planification du BTS</li> </ol>	<p>Unicef + Ministère</p> <p>Ministère</p>
Mettre en place un mécanisme permettant de faciliter l'évaluation de l'impact à terme du BTS	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Elaborer une théorie du changement adapté en fonction de la nature de l'activité qui est une campagne et non un projet <i>stricto sensu</i></li> <li>2. Définir les indicateurs d'accès, de rétention, d'abandon, de réussite, de qualité, qui pourront permettre de mesurer l'efficacité et les effets des campagnes ainsi que les cibles et leurs situations de références</li> <li>3. Renforcer le suivi évaluation de la campagne en vue de garantir sa durabilité</li> <li>4. Développer un mécanisme de gestion et de suivi des stocks des approvisionnement/équipements et matériels reçus dans les EFOCO après les campagnes</li> <li>5. Renforcer les capacités des DPEFTP/DCEFTP/Directeurs pour leur permettre de mieux assurer l'inspection et la supervision pédagogique</li> <li>6. Elaborer des outils de monitoring permettant d'apprécier les acquis scolaires, la possession des matériels par les élèves et les enseignants</li> </ol>	Ministère + Unicef

Mettre en cohérence le BTS avec la nécessité de rechercher et de scolariser les enfants hors de l'école	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Mener et renforcer des actions de sensibilisation dans les communautés</li> <li>2. Identifier clairement les enfants scolarisés à risque d'abandonner, les enfants non scolarisés en âge de scolarisation hors école à partir d'une étude spécifique (cf. étude OOSI menées dans d'autres pays) en vue de définir des stratégies de retour à l'école conséquentes</li> <li>3. Définir des actions spécifiques en faveur de cette catégorie d'enfants et en synergie avec les interventions dans le domaine de la protection de l'enfant (services d'éducation en milieu ouvert par exemple) soit pour leur retour soit pour leur accompagnement spécifique (éducation non formelle, mécanismes de réinsertion dans l'école)</li> </ol>	Ministère + Unicef
Définir et clarifier le rôle des parties prenantes du BTS	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Elaborer un guide de mise en œuvre clarifiant les rôles respectifs des parties prenantes (CBTS, DPEFTP, DCEFTP, Conseillers provinciaux et communaux, Comité de gestion des écoles,) et les synergies, la complémentarité entre les activités du BTS et les activités de routine</li> <li>2. Redynamiser les Comités de gestion des écoles pour renforcer la sensibilisation et l'appropriation des acquis du BTS et impliquer les parents dans la constitution et le fonctionnement des comités de gestion des écoles</li> </ol>	Ministère + Unicef
Renforcer le rôle des services déconcentrés dans la prise de décision, la mise en œuvre du BTS	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Instituer dans les réunions de monitoring provinciales et communales un cadre de partage de bonnes pratiques et d'évaluation permanente, de pilotage permanent du BTS</li> </ol>	Ministère + Unicef
Renforcer le lien entre les trois composantes du BTS	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Accentuer la mobilisation sociale à travers l'implication des différentes parties prenantes et surtout les leaders communautaires, les autorités provinciales, communales et la mise en place de comités collinaires de suivi de la scolarisation</li> <li>2. Renforcer les actions de sensibilisation sur la tenue et la conservation des matériels pédagogiques reçus pour garantir leur durabilité</li> </ol>	Ministère + Unicef
Développer un mécanisme de financement du BTS et de dotations orienté vers la performance en vue de stimuler la compétitivité entre écoles, communes, provinces bénéficiaires	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Elaborer un procédé de coosting et de dotation visant à récompenser les Communes ayant eu de meilleurs résultats</li> <li>2. Définir les indicateurs de performance recherchés (couverture des programmes, pourcentage d'enfants issus de groupes vulnérables,</li> </ol>	Ministère + Unicef

	pourcentage de retournés, pourcentage d'école ayant développés de mécanismes innovant de conservation de matériels, etc.)	
Améliorer la qualité des kits en vue d'améliorer la perception des bénéficiaires sur l'importance du BTS	1. Faire une évaluation des besoins en fonction des réalités locales (type de cahiers usuels, format des cahiers en fonction des catégories d'âge des enfants bénéficiaires, type de règles et problème de vue, etc.	Ministère + Unicef
Etablir la synergie entre les actions du BTS et d'autres composantes de la fonctionnalité du fondamental	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Renforcer les capacités des Conseillers pédagogiques et en RH pour faciliter l'accompagnement du BTS ;</li> <li>2. Renforcer la formation continue des enseignants pour améliorer la qualité des apprentissages</li> <li>3. Mettre en place un mécanisme d'affectation des enseignants dans les ECOFO sur la base des besoins issus de la carte scolaire</li> <li>4. Actualiser les cartes scolaires communales afin d'évaluer les besoins en redéploiement des enseignants dans les disciplines spécifiques</li> <li>5. Limiter une grande mobilité des enseignants formés dans les écoles des provinces cibles</li> </ol>	<p>Ministère + Unicef</p> <p>Ministère</p>

## 4. Annexes

### Annexe 1: ToR

<b>SECTION II- TERMS OF REFERENCE:</b> Recruitment of an institutional consultant for Formative Evaluation of Back to School campaigns Burundi
--

#### Background

The education system in Burundi is characterized by a rapid increase in the number of students enrolled at almost all levels of education. This growth is accompanied by an improvement in school coverage at all levels. The introduction of free schooling, in 2005 for primary education, has largely contributed to this increase. Enrollment, in cycles 1 to 3 (former primary) of the fundamental education, rose from 1,309,387 pupils in 2005 to 2,069,731 pupils in 2016. To provide quality education to all Burundian children, while ensuring achievement of fundamental education for at least 94% of children, the Government embarked on a reform, which merged primary education cycle with lower secondary (which was reduced from 4 to 3 years) to form a 9 years' basic education. The implementation of reform started in the 2013-2014 school year. Part of this reform is aimed at improving the transition to higher education levels, as well as the transmission of new knowledge and skills in line with the needs of the labour market and self-employment.

Although access to education has improved, the education system still hides disparities that should be considered for an appropriate response. A high proportion of children are still out of the education system (25% according to the 2016-2017 DHS). One of the main reasons being high education hidden costs (School material, uniforms, etc.) despite the free primary education policy. Education hidden costs, combined with persisting economic crisis resulting from a protracted political crisis, are fueling the bulk of out of school children. Progress has not been equitable. The most vulnerable children still face the most serious obstacles in their access to education, such as those related to gender, poverty and disability. In addition, the internal efficiency indicators remain low, with an average repetition rate of 20.8% for the four basic cycles and a transition rate of the sixth to the seventh grade of 76.6% in 2016.

The Back to School campaign is an intervention that is both short and medium term. In the short term, it is part of the interventions to provide an adequate response to the situation of education of vulnerable children living in areas where indicators of significant vulnerability with a relatively low school retention rates are high. In the medium term, it aims to provide children returning to school, the chances of continuing normal education. The Back to School campaigns are organized around three main priorities and complementary intervention areas:

1. Social mobilization: this strategy is intended to obtain, through a set of information, awareness and communication activities, the widest possible community support for the need not only to educate children but to ensure their success to ensure a better future.
2. Improvement of learning conditions: it consists of the provision of school materials to children to lighten the weight of schooling on the most vulnerable families as well as the provision of teaching materials in the most deprived schools (cf. beneficiary targeting methodology). Additional classes are also built, when possible, in schools with large numbers of students.
3. Capacity building of actors: this priority area of intervention consists in establishing a healthy and effective learning environment for children through a package of training activities aimed at giving parents and families the tools to better monitoring of children's schooling, and also aims at empowering families to take ownership of school through greater participation in life and development.

These areas of intervention are defined in view of the importance of the obstacles and constraints that prevent the achievement of quality education. They are based on the past experience of UNICEF, which enabled the massive enrollment and retention of children in school, especially girls and vulnerable children. In addition, these campaigns reduce the economic burden on families when school supplies and school construction are an obstacle to education despite abolition of school fees at primary levels.

In 2016, UNICEF organized the first nationwide BTS campaign, covering 2.6 million children with school kits and 32,000 classrooms with basic learning and teaching material. The campaign covered all 18 provinces.

In 2017, 1,039,000 children from primary and lower secondary schools benefited from school materials and 12,780 classrooms were equipped with didactic and learning kits. The campaign covered 7 provinces in Burundi: Cankuzo, Kirundo, Makamba, Muyinga, Rumonge, Rutana and Ruyigi.

### Back to School Objectives

The overall objective of Back to School campaigns is to promote access to education with a focus on gender equality and equity, retention and enhanced learning outcomes at school by ensuring that all children in basic education return to school, remain in school and successfully complete their studies.

Specific objectives:

4. Provide pupils a minimum package (School kits are generally composed of: notebooks, pencils, pens, rubber and ruler. Class kits can be composed of: register, large ruler, pens, chalks and drawing material) contributing to improving the learning environment and quality education by and large;
5. Bring together school stakeholders - parents, teachers, elected officials, community leaders - to join and facilitate access and retention in school of all children throughout the country;
6. Strengthen the capacity of teachers in basic education through the provision of didactic tools (Ref. class kits);
7. Reduce the burden of children schooling on vulnerable families.

### Purpose and objectives of the evaluation

The purpose of this evaluation is to understand, from the communities, how the BTS campaign has contributed maintaining children at school. The evaluation intends to focus on programmatic results and short term outcomes, as perceived/described by the key actors. It also seeks to assess the extent to which the BTS campaigns are implemented efficiently (Costs against results).

The specific objectives of the evaluation are as follows;

- Assess the unit cost of schooling through the BTS campaign approach, and to what extent this approach is cost efficient (Benchmark for cost efficiency against satisfactory levels of attendance will be developed)
- Learn from key actors how they feel the campaign has assisted in enrollment and retention of children at school
- Describe how the BTS campaign attempts to support learning outcomes from the perspective of beneficiaries (teachers and pupils' perceptions);
- Contrast perception perspectives and views of key actors to triangulate the possible outcomes of the interventions;
- Identify and document practices and lessons learnt on programmatic outputs and processes with the aim to support the sustainability of the program and institutionalization within Government.

### Intended use and users of the evaluation

This evaluation is being conducted for both accountability and advocacy. The primary users of the evaluation findings will be UNICEF's Burundi Country Office, Ministry of Education and partners in the education sector. Also, Donors will use the findings to demonstrate value for their investments in the Back to School Initiative. Secondary users will be UNICEF Education in emergencies programming in the region and beyond who will benefit from lessons learned.

#### Scope and focus

The evaluation will cover the implementation period of Back to School learning from 2016 to present. It will also cover all components of the programs. The evaluation is expected to cover the whole country.

The evaluation is expected to use the OECD/DAC evaluation criteria to guide the evaluation.

- Relevance,
  - To what extent is BTS aligned with UNICEF priorities and policies globally and in Burundi?
  - Was the design and implementation of the intervention perceived as gender-sensitive and equity-focused?
- Efficiency,
  - To what extent are the costs associated with the BTS consistent with an efficiency benchmark established through a literature review? What factors are influencing any discrepancies?
- Effectiveness,
  - To what extent have the activities led (or are likely to lead) to expected outputs?
  - What real difference has the programme made to the beneficiaries?
  - Do key actors perceived major results were achieved? What are the gender aspects, geographical and school type dimensions affecting the BTS Campaign's performance?
- Sustainability/connectedness (Speculative)
  - To what extent are the results of the intervention likely to continue to accrue even when funding reduces?
  - What are the major factors likely to affect sustainability of the results?
  - To what extent did implementation of the BTS take into consideration long term education programming?
  - To what extent do BTS Campaigns affect community engagement and appropriation?
- Impact
  - Do key stakeholders perceive the BTS has led to improvement in retention for both boys and girls from vulnerable households in Burundi?

In Addition, the evaluation will assess coverage and coordination as well as the application of human rights-based approach and results based management strategies.

- Coverage/Equity
  - To what extent has the BTS benefited the most vulnerable boys and girls?
  - Do BTS campaigns address the most excluded population needs?
- Coordination
  - How well coordinated has the BTS been?
  - To what extent did interventions maximize joint efforts of stakeholders?

#### Evaluation process and methods

This is designed as formative evaluation and will use theory based design where actual implementation and results will be compared to the theory of change. The evaluation will use both qualitative and quantitative analysis techniques based on available documents and collected data. Final evaluation methodology will be detailed in inception report in collaboration with the evaluation reference group but will draw upon the following methods:

- Desktop review of operation background documents including strategy notes, back to school campaign reports, and any relevant sources of secondary data like EMIS;
- Review of literature to establish an efficiency benchmark to evaluate the cost of this program (Unit cost estimation and cost benefit analysis);
- Visits to a representative number of schools around the country to collect data on enrollment, attendance and retention;
- Key informant interviews with representatives from Ministry of Education, UNICEF, UN agencies, Local and International NGOs; and
- Focus group discussions with teachers, parents and pupils (School Management Committees);

The evaluator will be responsible for developing an evaluation framework and methodology that addresses the key evaluation questions. The consultant will clearly define an appropriate sample size and specify what mechanisms will be adopted to avoid selection bias. Ethical considerations for the evaluation, especially with regards to the children as respondents to the research shall be adhered to.

The Consultant will therefore undertake the following specific tasks:

Assess evaluability, reconstruct a theory of change, develop an evaluation framework and an inception report indicating the methodology on how the deliverables will be met including sampling strategy and data collection tools.

1. Conduct data collection including, if feasible, visits to sample schools to collect data on enrollment, attendance and retention, assess the capacity teachers while ensuring adequate participation off male and male teachers. Also, conduct a focus group discussions with parents, ensuring male and female parents participation
2. Conduct stakeholder consultations, focus group discussions and in-depth interviews with key stakeholders including Ministry of Education Official, UN agencies, Donors, Local and International NGOs both at national and province level.
3. Conduct a half day consultation workshop with national and regional partners to analyze the outcomes of the evaluation in a participatory manner and validate the findings and recommendations.

### **Ethical considerations**

The Evaluation will adhere to 2016 UNEG Evaluation standards<sup>1</sup>. The evaluation approach must consider the safety of participants and especially children at all stages of the evaluation. The evaluation team will need to demonstrate in the inception report and final report, how they have considered the protection of children through the different evaluation stages, including recruitment and training of research staff, data collection and data analysis and report writing.

Evaluators must ensure that their approach is in complete compliance with international good practice with regards to research ethics and protocols particularly with regards to safeguarding children and vulnerable groups (including people with disabilities). They should also ensure that the evaluation is gender-sensitive with regards to process, design, objectives, methodology and deliverables. Special considerations should be given to:

- administrative, technical and physical safeguards to protect the confidentiality of those participating in research;
- data protection and secure maintenance procedures for personal information;
- age- and ability-appropriate assent processes based on reasonable assumptions about comprehension for the ages of children and the disabilities they intend to involve in the research; and
- age-appropriate participation of children, including in the development of data collection tools.

The evaluation will be cleared with by ethical review board in Burundi after the data collection tools have been finalized.

#### Evaluation management and specific responsibilities

The overall technical guidance of the consultancy shall be guided by an Evaluation Reference Group comprised on Education Chief, Education Specialist, Evaluation Specialist and MoE, C4D Specialist representatives. The reference group shall meet regularly during the evaluation to (a) review and approve the methodology, framework and tools to be used, (b) identify and help provide primary and secondary information sources and (c) review draft report and make suggestions for improvement and (d) assist in facilitating the dissemination and discussion of the final report to stakeholders in a workshop.

#### Stakeholder involvement

Stakeholder involvement is critical to the successful implementation of the evaluation. The evaluation team is expected to retain its independence in coming to judgments about the back to school initiative and employ participatory and collaborative approach providing for meaningful involvement of

[1http://www.unevaluation.org/document/detail/1914](http://www.unevaluation.org/document/detail/1914)

---

UNICEF country Office, Ministry of Education and other partners. An evaluation reference group will include representative from various stakeholders.

### Evaluation team composition

UNICEF would like to engage services of an institution to conduct the evaluation. The institutions should have a team of experienced evaluators, at minimum with a principal consultant, who shall take the overall lead and responsibility, and a local consultant. The principal consultant shall lead on the preparation of the methodology, undertake interviews and data collection and lead the writing of the evaluation report. A local (preferably Burundian) evaluation consultant should have sufficient understanding of the country's context and education programming in Burundi. All consultants should be fluent in French.

The team should as far as possible be gender-balanced, and it should possess the following qualifications:

- Demonstrated experience with evaluating similar programmes;
- Excellent communication and facilitation skills ;
- Excellent writing and presentation skills in English and French
- Knowledge of the local context;

Requirements for the lead consultant:

- Advanced education in social studies or a development-oriented subject
- Proven relevant consultancy experience in similar evaluations
- Excellent report writing skills and fluency in both written and spoken English preferable
- Knowledge and experience in application of UNEG Norms and standards in evaluations

### Deliverables

The Evaluators will deliver:

- a. An Inception Report submitted within 14 days of signing a contract
- b. A Draft Report submitted for comments and quality assurance
- c. Facilitate a half day workshop of stakeholders to validate findings and reach consensus on recommendations
- d. Evaluation Final Report not exceeding 50 pages<sup>2</sup>, meeting UNICEF-Adapted UNEG Evaluation Reports Standards<sup>3</sup>.

The final Report should at minimum include the following sections:

- i. Executive Summary not exceeding 5 pages
- ii. Background – detailing contexts of BTS strategy, theory of change, results framework and stakeholders
- iii. Evaluation purpose objectives and scope
- iv. Methodology justifying the evaluation criteria, detailing methods and ethical issues
- v. Findings addressing all evaluation objectives
- vi. Conclusions presenting overall assessment of BTS
- vii. Lessons learned from the intervention

---

<sup>2</sup> Excluding the introductory pages and executive summary as well as annexes

3 [https://www.unicef.org/evaluation/files/UNICEF adapted reporting standards updated June 2017 FINAL.pdf](https://www.unicef.org/evaluation/files/UNICEF_adapted_reporting_standards_updated_June_2017_FINAL.pdf)

viii. Recommendations in order of priority

**Indicative work plan and detailed activities**

Months	Sept	October				November				Dec	
Weeks	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2
Notification and signature on the contract											
Inception Report											
Draft and submission of report including comments from UNICEF and Ministry of Education											
Field mission											
Workshop of stakeholders to validate findings											
Final Report											

Formative evaluation of Back to School campaigns will take about 45 days.

### Payment methods

The payment for the consultancy is as follows:

Payment of the first tranche: 30% upon receipt and validation by UNICEF and Ministry of Education the inception report (which includes the detailed methodology, the organization of the team etc....)

Payment of the 2nd tranche: 40% upon receipt of the interim report corresponding to expectations.

Payment of the 3rd and last tranche: 30% upon receipt of the final report which includes recommendations and suggestions from the Ministry of Education and UNICEF (Education & C4D section)

### Management of consultancy and working conditions

The evaluation is conducted on behalf of all stakeholders including the MEFTP.

Within this framework, the institutional consultant will work under the supervision of the Head of Section and the Education Specialist in charge of Access, Quality and Equity of the sector. MEFTP on whose behalf the evaluation is conducted, will be always at the middle of the process. They will be consulted by the consultants at all levels of the process and they must validate the process and the final report.

---

CRITERIA	POINTS
<p>Education level of consultants (CVs in support)</p> <p>Details:</p> <p>██████</p> <p>10 points : Master's degree for the lead consultant</p> <p>20 points: PhD for the lead consultant</p>	<p>20</p>
<p>Competence and relevant experience of Consultants in the field of study (CVs in support)</p> <p>Details:</p> <p>██████</p> <p>10 points: Less than 5 years of experience in developing / evaluating educational strategies for the lead consultant</p> <p>20 points: A minimum of 5 years' experience in developing / evaluating educational strategies for the lead consultant</p> <p>30 points: A minimum of 10 years' experience in developing / evaluating educational strategies for the lead consultant</p>	<p>30</p>
<p>Understanding of Mission Objectives and Methodology and Proposed Work Plan</p> <p>Details:</p> <p>██████</p> <p>Very good skills in analyzing and writing evaluation documents and educational strategies in</p>	<p>40</p>

<p>developing countries, especially in a fragile country like Burundi</p> <p>Good knowledge of the current state and trends in the development of education and incentives</p> <p>for schooling in the African zone of the Great Lakes in general and in Burundi in particular</p>	
<p>Knowledge and comprehension of the Burundian public administration and knowledge of the</p> <p>Burundian education system</p>	10
<p>Total technical point</p>	100

Submission files should be accompanied by the CVs of the experts.

Offers must be submitted no later than 20th September 2018 GMT+2. They must include:

- An interpretation of the TORs and deliverables (identify the relevance or possible gaps), brief description of the methodological approach to evaluate,
- Profile of consultants and summary of similar work they had to conduct,
- Detailed budget that includes transport costs, taxes, insurance, etc...

A- Weighting of offers

70% technical

30% financial

100% total

B- Conditions

Consulting fees include fees, all administrative costs and travel expenses (see UNICEF standards, procedures and conditions)

Consultants must take the online courses on ethics in research available in the AGORA portal "Introduction to Ethics in evidence generation" and present the certificates to the UNICEF

Budget estimate

Activity/consultant	Unit cost	Quantity	Total (USD)
Fees			
Senior Lead International consultant	Xxx USD/day *	xx days *	xxxx
Senior International consultant	Xxx USD/day	xx days	Xxxx
Senior National consultant	Xxx USD/day	xx days	Xxxx
Under total			
Installation contribution			
Under total			
Transport**			
International flights ***	USD		
Under total			
Others			

---

Administrative costs, documentation, visas, photocopy documents, local communication, insurance ...	4% of the total budget		

---

TOTAL

\* Weekends are considered days of work during missions in the country. The amount of the fees is calculated based on the number of working days + 2 (considering the night flights).

\*\* Travel in the country during the mission such as transportation to / from the airport, meetings with partners, etc. will be supported by UNICEF and are therefore not budgeted.

\*\*\* Estimated costs.

## Annexe 2 : Liste des personnes rencontrées

Noms et prénoms	Province/Service	Statut/Structure	Contact
Ndihokubwayo Angelle	Unicef	Section Education	79 948 865
Ndagijimana Marcien	Unicef	Section Politique sociale	
Nsabimana Odette	Unicef	Section Planification et Suivi-Evaluation	
Meyer Nathalie	Unicef	Chef Section Politique sociale	
Petroch Paul Marie	Unicef	Section Politique Sociale	
Lafoucriere Céline	Unicef	Chef Section Education	71 81 97 86
Rajonson Ny Lova	Unicef	Section Education	76 52 03 99
Niyongabo Etienne	Unicef	Section C4D	
Kazosi Marie Josée	Ministère	Conseillère. au cabinet du Ministre, secrétaire CBTS	79751801
Hakizimana Mathilde	Ministère	Membre CBTS	79400423
Girukwishaka Antoinette	Ministère	Membre CBTS	75488020
Ngendahayo Elie	Ministère	Cons. DAP, membre CBTS	75694939
Hakiziyemye Christine	Ministère	DAP, membre CBTS	79153341
Habarugira M. Agnès	Ministère	SP, membre CBTS	69695539
Mpengekeze Scholastique	Ministère	Bureau Statistique/Chef de service Suivi-Evaluation	77730044
Ntungwanayo Cyriaque	Ministère	Président CBTS	79984536
Karorero Mierve	Bujumbura	Enseignante ECOFO Stella Matutina	79364364
Niyonzima Fabiola	Bujumbura	Enseignante, ECOFO Notre dame d'Afrique	71121619
Ntirubakure Gisèle	Bujumbura	Enseignante, ECOFO Notre dama d'Afrique	79989012
Nsabimana Anonciatte	Bujumbura	Enseignante, ECOFO Jardin public Nyakabiga	71976058
Kamariza Anne-Marie	Bujumbura	Enseignante, ECOFO Notre dame d'Afrique	79458871
Niyigena Blandine	Bujumbura	Enseignante L.M. Mutanga	71331876
Niyoyankunze Béatrice	Bujumbura	Enseignante, ECOFO Stella Matutina	79434019
Inamahoro M. Claire	Bujumbura	Enseignante, ECOFO Stella Matutina	79947476
Niyonyenevyo Gertrude	Bujumbura	Enseignante, ECOFO St. Michel	79938101
Sinigirira Josélyne	Bujumbura	Enseignante, ECOFO St. Michel	79982604
Hakizimana Anne-Marie	Bujumbura	Directrice, ECOFO St. Michel	79447145
Ntirutwa Donatien	Bujumbura	L.CEPBU	79937616
Mbonihankuye Etienne	Makamba	DPE	79564051
Sindayihebura Cassien	Makamba	DCEFTP/Makamba	79971541
Kabura Bonaventure	Makamba	Directeur/ECOFO Makamba I	79987105
Nyandwi Radegonde	Makamba	Directrice/ECOFO Kayogoro II	69487105
Nduwayo Anaclet	Makamba	Conseiller DCEFTP Kayogoro	69065114
Ndereyimana Odette	Makamba	CGE, Enseignante ECOFO Kayogoro II	79311526
Uwamahoro Bernardine	Makamba	CGE, Maîtresse responsable, ECOFO Kayogoro II	69064459
Duhamahoro Christ Diel	Makamba	Elève Makamba I	N/V
Mizero Lyse-Lauraine	Makamba	Elève Makamba I	N/V
Mugisha Salha	Makamba	Elève Makamba I	N/V
Niyubahwe Nelly Chronia	Makamba	Elève Makamba I	N/V
Ahimbazwe Keity	Makamba	Elève Makamba I	N/V
Hakizumukama Fabrice	Makamba	Elève Makamba I	N/V
Iteriteka Parfait	Makamba	Elève Makamba I	N/V
Mizero Nelly Emmirence	Makamba	Elève Makamba I	N/V
Ngabirano Alice	Makamba	Elève Makamba I	N/V
Nsabimana Yves	Makamba	Elève Makamba I	N/V

Gasigaye Bernard	Ruyigi	DPEFTP	69241021
Niragira Eric	Ruyigi	Enseignant, ECOFO Gasanda I	68688494
Niyongere Jacqueline	Ruyigi	Enseignante, ECOFO Gasanda I	61618913
Ndayishimiye Espérance	Ruyigi	Enseignante, ECOFO Gasanda I	72033502
Mvuyekure Protais	Ruyigi	Enseignant, ECOFO Gasanda II	61374866
Nahimana Rosette	Ruyigi	Enseignante, ECOFO Gasanda I	76961342
Kancako Pélina	Ruyigi	Enseignante, ECOFO Gasanda I	79062948
Kecuru Eliane	Ruyigi	Enseignante, ECOFO Gasanda II	61132750
Nsengiyumva Agnès	Ruyigi	Enseignante, ECOFO Gasanda II	76381730
Bikeka Patricie	Ruyigi	Enseignante, ECOFO Gasanda II	76161581
Nimparira	Ruyigi	DCEFTP/Ruyigi	79415975
Niyokindi Gloriose	Ruyigi	CFPI/Ruyigi	69241739
Ntuyahaga Cyriaque	Ruyigi	DCEFTP/Bweru	69242130
Nsabayumva Godefroid	Ruyigi	Enseignant ECOFO Gitanga	69915535
Nikoruhoze Jacqueline	Ruyigi	Directrice, ECOFO Gitanga	69430309
Barandereka Adrienne	Ruyigi	Enseignante, ECOFO Gitanga	69912996
Ndayizeye Odette	Ruyigi	Enseignante, ECOFO Gitanga	69441982
Sendaje Sylvie	Ruyigi	Enseignante, ECOFO Gitanga	69160882
Igirukwishaka Médiatrice	Ruyigi	Enseignante, ECOFO Gitanga	68377723
Niyonzima Joselyne	Ruyigi	Enseignante, ECOFO Gitanga	69700884
Dushime Patience	Ruyigi	Elève ECOFO Gasanda I	N/V
Niyubuntu Gislaine	Ruyigi	Elève ECOFO Gasanda I	N/V
Irakoze Merveille	Ruyigi	Elève ECOFO Gasanda I	N/V
Inteyiteka Yvette	Ruyigi	Elève ECOFO Gasanda I	N/V
Mugisha Sandrine	Ruyigi	Elève ECOFO Gasanda II	N/V
Mugisha Bienvenue	Ruyigi	Elève ECOFO Gasanda II	N/V
Iriho Joly	Ruyigi	Elève ECOFO Gasanda II	N/V
Akimana Amida	Ruyigi	Elève ECOFO Gasanda II	N/V
Ndamuhawenimana Livingstone	Ruyigi	Elève ECOFO Gasanda II	N/V
Tangira Léonidas	Cankuzo	DPEFTP	69176215
Ntaconayigize Théoneste	Cankuzo	Directeur, ECOFO Cankuzo I	69788107
Ntawanka Henri	Cankuzo	Président, CGE	69456543
Hakizimana Béatrice	Cankuzo	DCEFTP/Cankuzo	68499371
Ngendakumana Léonidas	Cankuzo	DCEFTP/Conseiller pédagogique/Mishiha	69785958
Ntabana Mathieu	Cankuzo	DCEFTP/Chargé de la carte scolaire/Mishiha	69271817
Minani Alphonse	Cankuzo	Directeur, ECOFO MUGera II	69785723
Bucumi Audace	Cankuzo	Directeur Lycée communal Busumanyi	69418442
Cimpaye Seconde	Cankuzo	Parent/ECOFO MUGera II	69864680
Rurakokoye Omère	Cankuzo	Parent/ECOFO MUGera II	-
Sibomana Simon	Cankuzo	Lycée Nyakuguma/Parent	79991950
Ndayizeye Dorothée	Cankuzo	Parent/ECOFO MUGera II	69269647
Niyonzima Josélyne	Cankuzo	Parent/ECOFO MUGera II	68602633
Nzokurante Donavine	Cankuzo	Parent/ECOFO MUGera II	68400047
Niyonzima Venantie	Cankuzo	PGCE/ Parent/ECOFO MUGera II	68802729
Buziya Barnabé	Cankuzo	Enseignant/Parent/ECOFO MUGera II	69272142
Musafiri Nestor	Kirundo	DPEFTP	69095661
Ryivuze Gérard	Kirundo	Conseiller, DCEFTP/Busoni	69082957
Ngarukiyintwari Audace	Kirundo	Enseignant, ECOFO Rwarasi	69299380
Niyonzima J. Norbert	Kirundo	Enseignant, ECOFO Rwarasi	61692895
Burikukiye Edouard	Kirundo	Directeur, ECOFO Rwarasi	69083309
Mbonabuca Cyrille	Kirundo	Enseignant, ECOFO Rwarasi	69083337
Hitimana Jean	Kirundo	DCEFTP/Chargé de la carte scolaire	68260687
Nyandwi Pascal	Kirundo	Directeur/ECOFO Ruhehe	69082194
Kandama Françoise	Kirundo	Enseignante/ECOFO Ruhehe	79388877
Murerwa Médiatrice	Kirundo	Enseignante/ECOFO Ruhehe	69173232
Niyogushimwa Annonciate	Kirundo	DCEFTP/Bugabira	69847247

Irakunda Vestine	Kirundo	Elève ECOFO Rusarasi	N/V
Irakunda Christella	Kirundo	Elève ECOFO Rusarasi	N/V
Nizeyimana Alice Béniella	Kirundo	Elève ECOFO Rusarasi	N/V
Ishimwe Delly-Drice	Kirundo	Elève ECOFO Rusarasi	N/V
Gakiza Alexime	Kirundo	Elève ECOFO Rusarasi	N/V
Niyongabo Pacifique	Kirundo	Elève ECOFO Rusarasi	N/V
Iranzi Elepsé	Kirundo	Elève ECOFO Rusarasi	N/V
Arakaza Joyeux Elvis	Kirundo	Elève ECOFO Rusarasi	N/V
Niyomukiza Ernest	Kirundo	Elève ECOFO Rusarasi	N/V
Bibonimana Côme	Kirundo	Elève ECOFO Rusarasi	N/V
Nduwimana Dismas	Kayanza	DPEFTP/conseiller pédagogique	69395132
Nsabayumva Alice	Kayanza	DCEFTP/Matongo/Conseillère Ressources humaines et pédagogiques	68032612
Niyonsavye Donavine	Kayanza	Directrice, ECOFO Bandaga	69230337
Niyongabo Léonard	Kayanza	Directeur, ECOFO Kivumu II	68889590
Musavyi Marie	Kayanza	Enseignante, ECOFO Kivumu II	68135641
Ndabirengesere Jérémie	Kayanza	Président CGE/ECOFO Kivumu II	69346043
Habonimana Philbert	Bubanza	DPEFTP	69073635
Niziyimana Ancillo	Bubanza	DCEFTP/Gihanga	692470084
Kayobera Vincent	Bubanza	DCEFTP/Bubanza	68019425
Bandora Jérémie	Bubanza	DCEFTP/Rugazi	69157162
Niyimpaye Prosper	Cibitoke	DPEFTP/conseiller Finances et Planification	69720738
Ngendambizi Egide	Cibitoke	DPEFTP	68108946
Niragira Emmanuel	Cibitoke	DCEFTP/Buganda	69138093
Niyonsaba Martin	Cibitoke	DCEFTP/Rugombo	69072003

## Annexe 3 : Outils de collecte des données

### Grille d'entretien avec les parties prenantes

(Ministère de l'Éducation, UNICEF, Agences du SNU, ONG locales et Internationales)

#### 1) Connaissances relatives au projet BTS au Burundi

- Quelles sont les actions/activités qui sont menées dans le cadre des campagnes BTS au Burundi ? dans votre localité ou votre établissement ? Comment ont-elles été mises en place ?
- Dans quels domaines et pour quels objectifs les campagnes BTS ont-t-elles été mises en œuvre ?
  - o *Montrer la spécificité de la campagne de 2016, 2017 et de 2018*
- Quelles sont les bénéficiaires ?
- Quelle est la contribution des campagnes BTS au Burundi ?
  - o Quelle appréciation avez-vous de cette contribution ?
- Quels sont les changements que les campagnes BTS ont apportés dans l'éducation des enfants au Burundi ?
- Quelles différences fondamentales y a-t-il eu entre les campagnes BTS 2016, BTS 2017, BTS 2018 ?
  - o Comment comprendre ou expliquez-vous ce changement ?

#### 2) Appréciation de la pertinence du projet

- Dans quelle mesure les campagnes BTS sont-elles alignées sur les priorités et politiques nationales en matière d'éducation et de développement ?
  - o *Montrer la spécificité de la campagne de 2016, 2017 et de 2018*
- Dans quelle mesure les campagnes BTS sont-elles alignées sur les priorités de l'UNICEF en matière d'éducation ?
  - o *Montrer la spécificité de la campagne de 2016, 2017 et de 2018*
- Dans quelle mesure les résultats obtenus de ces campagnes ont-ils contribué aux objectifs de développement du secteur dans le pays et aux Objectifs du Développement Durable ?
- La conception et la mise en œuvre des interventions dans le cadre des campagnes BTS sont-elles sensibles au genre et axées sur l'équité ?
  - ✓ Dans quelle mesure les résultats obtenus par les campagnes BTS ont-ils contribué à la réduction des disparités de genre dans le domaine de l'éducation/la scolarisation en tant que droit humain pour les enfants notamment ?
  - ✓ Quels indicateurs permettent de le dire ?
  - ✓ Quelles sont les données probantes qui l'attestent ?
- Comment les campagnes BTS ont-elles contribué à améliorer la qualité en matière de scolarisation dans le fondamental ? et le secondaire ?
- Comment les acteurs de la communauté éducative pensent-ils que les campagnes BTS ont aidé à améliorer l'accès et la rétention des enfants à l'école ?
- Comment les campagnes BTS ont contribué à améliorer l'équité en matière de scolarisation dans le fondamental ? et le secondaire ?
- Comment les campagnes BTS ont-elles aidé ou contribué à la scolarisation et à la rétention des enfants à l'école ?

- ✓ Comment les campagnes BTS ont contribué à la situation de l'éducation des enfants vulnérables vivant dans des zones où les indicateurs de vulnérabilité sont préoccupants, avec des taux de rétention scolaire relativement faibles ?
- ✓ Comment ont-elles contribué à toucher les enfants issus de groupes vulnérables (filles, garçons, pauvres, handicapés) ?
- ✓ Comment les campagnes BTS tentent-elles de soutenir les résultats d'apprentissage ou de les améliorer ?
- ✓ Comment les campagnes ont-elles aidé ou contribué à la rétention des enfants à l'école ?
  - Quels enfants en ont bénéficié ?
- Comment les campagnes ont-elles aidé les acteurs de la communauté éducative (parents, enseignants, élus, responsables de communautés) pour qu'ils facilitent l'accès et la rétention à l'école de leurs enfants ?
- Comment les campagnes ont-elles réduit le fardeau/poids de la scolarisation des enfants pour les familles vulnérables ?
- Comment les campagnes ont-elles réussi à créer des synergies entre les acteurs clés de la communauté éducative – notamment les parents, enseignants, les élus, les leaders communautaires - pour faciliter l'accès et la rétention à l'école de tous les enfants dans tout le pays ?
  - ✓ Y-a-t-il eu suffisamment de synergie entre les différentes interventions des campagnes BTS ?
- Quelles ont été les innovations apportées par le projet en matière de scolarisation des enfants ?
  - ✓ Quelle est la pertinence de ces innovations apportées dans le cadre des campagnes BTS ?
  - ✓ Quelle a été leur plus-value par rapport aux autres stratégies menées dans d'autres initiatives dans les pays par d'autres acteurs ?
  - ✓ Quelle est la contribution des campagnes BTS dans l'amélioration de la scolarisation et des différents indicateurs dans le pays ou les zones couvertes, au regard de la multiplicité d'acteurs et de projets en cours ?

### 3) *Appréciation de l'efficacité du projet*

- Pensez-vous que les campagnes BTS ont été efficacement mise en œuvre ?
  - ✓ Pourquoi le dites-vous ?
- Quels sont les résultats obtenus par rapport aux résultats attendus des campagnes BTS ?
- Dans quelle mesure les activités menées dans le cadre des campagnes BTS ont-elles conduit (ou sont-elles susceptibles de mener) aux résultats attendus escomptés ?
- Quelle différence réelle les campagnes BTS ont-elles apportée aux bénéficiaires par rapports aux autres interventions dans le domaine ?
- Pensez-vous que les acteurs clés ont perçu ou perçoivent les principaux résultats des campagnes BTS ?
- Quels sont les aspects de genre, géographique et de type d'école ayant une incidence sur les performances des campagnes BTS ?
- Quelles sont les contraintes majeures qui ont entravé l'atteinte des résultats des campagnes BTS ?
  - ✓ Est-ce que les hypothèses de départ se sont matérialisées (analyse des risques et hypothèses du cadre logique) ?
- Dans quelle mesure, les stratégies mobilisées dans le cadre des campagnes BTS (renforcement des capacités, capacitation/habilitation des communautés ; mesures

incitatives ; mobilisation sociale...) ont contribué à avoir de meilleurs résultats au Burundi ?

#### **4) Appréciation de l'efficacité du projet**

- Est-ce que les ressources humaines, financières, matérielles dépensées par les campagnes BTS sont justifiées par les résultats obtenus ?
  - ✓ Est-ce que les campagnes BTS auraient pu obtenir de meilleurs résultats avec moins de ressources ?
  - ✓ D'avantage de synergie entre les acteurs aurait-elle pu renforcer la focalisation et en conséquence l'impact des campagnes BTS ?
- La structure de gestion des campagnes BTS a-t-elle été adéquate pour permettre l'atteinte des résultats ?
- Dans quelle mesure les coûts associés aux campagnes BTS sont-ils cohérents avec un critère d'efficacité ?
  - ✓ Quels facteurs influencent les divergences ?

#### **5) Appréciation de la pérennité/durabilité du projet**

- Dans quelle mesure les campagnes BTS adressent-elles les attentes et aspirations des bénéficiaires et des parties prenantes ?
- Dans quelle mesure les résultats de l'intervention BTS sont-ils susceptibles de continuer à s'accumuler même lorsque le financement aura diminué ou s'il s'arrête ?
  - ✓ Quels sont les principaux facteurs susceptibles d'affecter la durabilité des résultats ?
- Dans quelle mesure la mise en œuvre des campagnes BTS a-t-elle pris en compte les programmes d'éducation à long terme ?
- Dans quelle mesure les campagnes BTS affectent-elles l'engagement et l'appropriation de la communauté ?
- Qu'est-ce qui est fait dans le but de soutenir la durabilité du programme et son institutionnalisation au sein du gouvernement ou de l'école ?
- Quels sont les principaux enseignements tirés de la mise en œuvre de ces campagnes ?
  - ✓ Qu'est-ce qui a bien marché ?
  - ✓ Quels sont les facteurs des succès ?
  - ✓ Qu'est-ce qui aurait pu bien marcher ?
  - ✓ Qu'est-ce qui n'a pas bien marché ?
  - ✓ Quels sont les facteurs des échecs ?
- Comment les partenaires nationaux (Ministères et institutions clés, communauté, société civile, etc.) se sont-ils appropriés des campagnes BTS en vue d'en assurer la pérennisation ?
- Quelle est la valeur ajoutée de la participation des parties prenantes ?
- Les résultats des campagnes BTS contribuent-ils à des politiques et stratégies à l'échelle ?
- Quelles sont les bonnes pratiques des campagnes BTS qui permettent d'aller à l'échelle au regard des agendas national et international dans le domaine ?
- Quelles sont les leçons apprises de ces campagnes aujourd'hui ?

#### **6) Appréciation de l'impact du projet**

- Pensez-vous que les principales parties prenantes (enseignants, parents, élèves, PTF, Ministère) ont l'impression ou sont persuadés que les campagnes BTS ont permis d'améliorer la rétention des garçons et des filles des ménages vulnérables au Burundi ?
- Quels indicateurs vous permettent de l'affirmer ?

**7) *Appréciation de la couverture et de l'équité***

- Dans quelle mesure le BTS a-t-il profité aux garçons et aux filles les plus vulnérables?
- Les campagnes BTS répondent-elles réellement aux besoins de la population burundaise?
- Les campagnes BTS répondent-elles réellement aux besoins des plus exclus?

**8) *Appréciation de la coordination des interventions du projet***

- Quelle appréciation avez-vous de la coordination des campagnes BTS ?
  - ✓ Ont-elles été bien coordonnées ? Pourquoi ?
  - ✓ Qu'est-ce qui a bien marché dans la coordination ? Pourquoi ?
  - ✓ Qu'est-ce qui n'a pas bien marché ? Pourquoi ?
  - ✓ Comment pensez-vous qu'on peut améliorer la coordination pour avoir de meilleurs résultats des campagnes BTS ?
- Dans quelle mesure les interventions des campagnes BTS ont-elles maximisé les efforts conjoints des parties prenantes?

**Souhaiterez-vous ajouter quelque chose d'important ?**

**Je vous remercie !**

## Grille de discussions de groupes avec les enseignants, les élèves, les parents

### 1) Connaissances relatives au projet BTS au Burundi

- Depuis combien de temps votre école/établissement bénéficie-t-il de l'initiative BTS ?
- Quelles sont les actions/activités qui sont menées dans le cadre des campagnes BTS dans votre localité ou votre école/établissement ?
- Dans quels domaines les campagnes BTS ont-elles été mises en œuvre ?
- Quels sont les objectifs de ces campagnes BTS dans votre école/établissement ?
- Quelles sont les bénéficiaires ?
- Quelle est la contribution du projet BTS dans votre école/établissement ?
- Quelle appréciation avez-vous de cette contribution ?
- Quels sont les changements que ces campagnes ont apportés aux enfants/élèves ? À l'école ? aux familles ? aux enseignants ? à la communauté ?

### 2) Appréciation de la pertinence du projet

- Dans quelle mesure les résultats obtenus des campagnes BTS ont contribué au développement du secteur de l'éducation ?
- Pensez-vous que les interventions des campagnes BTS ont pris en compte les spécificités de genre et d'équité ?
  - ✓ Dans quelle mesure les résultats obtenus par les campagnes BTS ont-ils contribué à la réduction des disparités de genre dans le domaine de l'éducation/la scolarisation en tant que droit humain pour les enfants notamment ?
  - ✓ Quelles sont les données probantes qui l'attestent ?
- Comment les campagnes BTS ont-elles contribué à améliorer la qualité en matière de scolarisation dans le fondamental ?
- Comment les campagnes BTS ont-elles aidé à améliorer l'accès et la rétention des enfants à l'école ?
- Comment les campagnes BTS ont-elles contribué à améliorer l'équité en matière de scolarisation dans le fondamental ? le secondaire ?
- Comment les campagnes BTS ont-elles aidé ou contribué à la scolarisation et à la rétention des enfants à l'école ?
  - ✓ Comment les campagnes BTS ont-elles contribué à la situation de l'éducation des enfants vulnérables vivant dans des zones où les indicateurs de vulnérabilité sont préoccupants, avec des taux de rétention scolaire relativement faibles ?
  - ✓ Comment les campagnes BTS ont-elles contribué à toucher les enfants issus de groupes vulnérables (filles, garçons, pauvres, handicapés) ?
  - ✓ Comment les campagnes BTS ont-elles ou tente-t-elles de soutenir les résultats d'apprentissage ou de les améliorer ?
  - ✓ Comment les campagnes BTS ont-elles aidé ou contribué à la rétention des enfants à l'école ? Quels enfants en ont bénéficié ?

- Comment les campagnes BTS ont-elles aidé les acteurs de la communauté éducative (parents, enseignants, élus, responsables de communautés) pour qu'ils facilitent l'accès et la rétention à l'école de leurs enfants ?
- Comment les campagnes BTS ont-elles réduit le fardeau/poids de la scolarisation des enfants pour les familles vulnérables ?
- Comment les campagnes BTS ont-elles réussi à créer des synergies entre les acteurs clés de la communauté éducative – notamment les parents, enseignants, les élus, les leaders communautaires - pour faciliter l'accès et la rétention à l'école de tous les enfants dans tout le pays ?
  - ✓ Y-a-t-il eu suffisamment de synergie entre les différentes interventions des campagnes BTS ?
- Quelles ont été les innovations apportées par les campagnes en matière de scolarisation des enfants ?
  - ✓ Quelle est la pertinence de ces innovations apportées dans le cadre du projet ?
  - ✓ Quelle a été leur plus-value par rapport aux autres stratégies menées dans d'autres initiatives dans les pays par d'autres acteurs ?
  - ✓ Quelle est la contribution des campagnes BTS dans l'amélioration de la scolarisation et des différents indicateurs dans le pays ou les zones couvertes, au regard de la multiplicité d'acteurs et de projets en cours ?

### **3) Appréciation de l'efficacité du projet**

- Percevez-vous les résultats obtenus par les campagnes BTS ?
- Pensez-vous que les acteurs clés (élèves, enseignants, parents) ont perçu ou perçoivent les principaux résultats des campagnes BTS ?
- Quelle différence réelle les campagnes BTS sont-elles apportées aux bénéficiaires par rapports aux autres interventions dans le domaine ?
- Quelles sont les contraintes majeures qui ont entravé l'atteinte des résultats des campagnes BTS ?
- Dans quelle mesure, les stratégies mobilisées dans le cadre des campagnes BTS (renforcement des capacités, capacitation/habilitation des communautés ; mesures incitatives ; mobilisation sociale...) ont contribué à avoir de meilleurs résultats au Burundi ?

### **4) Appréciation de l'efficience du projet**

- Est-ce les campagnes BTS auraient pu obtenir de meilleurs résultats avec moins de ressources ?
- Quels facteurs qui ont facilité l'atteinte des résultats ? Pourquoi ?
- Quels sont les facteurs qui ont limité l'atteinte des résultats ? Pourquoi ?

### **5) Appréciation de la pérennité/durabilité du projet**

- Dans quelle mesure les campagnes adressent les attentes et aspirations des bénéficiaires et des parties prenantes ?
- Dans quelle mesure les résultats des campagnes BTS sont-ils susceptibles de continuer à s'accumuler même lorsque le financement diminue ou s'il s'arrête ?

- ✓ Quels sont les principaux facteurs susceptibles d'affecter la durabilité des résultats ?
- Dans quelle mesure la mise en œuvre des campagnes BTS a-t-elle pris en compte les programmes d'éducation à long terme ?
- Dans quelle mesure les campagnes BTS affectent-elles l'engagement et l'appropriation de la communauté ?
- Qu'est-ce qui est fait dans le but de soutenir la durabilité des campagnes BTS et son institutionnalisation au sein du gouvernement ou de l'école ?
- Quels sont les principaux enseignements tirés de la mise en œuvre des campagnes BTS ?
  - ✓ Qu'est-ce qui a bien marché ?
  - ✓ Quels sont les facteurs des succès ?
  - ✓ Qu'est-ce qui aurait pu bien marcher ?
  - ✓ Qu'est-ce qui n'a pas bien marché ?
  - ✓ Quels les facteurs des échecs ?
- Comment les communautés et les enfants se sont-ils appropriés les campagnes BTS en vue d'en assurer la pérennisation ?
- Quelle est la valeur ajoutée de la participation des communautés dans les campagnes BTS ?
- Quelles sont les bonnes pratiques qui permettent d'aller à l'échelle au regard des agendas national et international dans le domaine ?

#### **6) Appréciation de l'impact du projet**

- Comment la communauté scolaire a accueilli cette initiative BTS ? Comment l'apprécie-t-elle aujourd'hui ?
- Pensez-vous que les principales parties prenantes (enseignants, parents, élèves, PTF, Ministère) ont l'impression ou sont persuadé que les campagnes BTS ont permis d'améliorer la rétention des garçons et des filles des ménages vulnérables au Burundi ?
- Quels indicateurs vous permettent de l'affirmer ?

#### **7) Appréciation de la couverture et de l'équité**

- Dans quelle mesure les campagnes BTS ont-elles profité aux garçons et aux filles ?
- Les campagnes BTS répondent-elles aux besoins de la population burundaise qui en a besoin ?
- Les campagnes BTS répondent-elles aux besoins des plus exclus ou les plus vulnérables ?

#### **8) Appréciation de la coordination des interventions du projet**

- Dans quelle mesure les interventions ont-elles maximisé les efforts conjoints des parties prenantes ?
- Quelle appréciation avez-vous de la coordination des campagnes BTS ?
  - ✓ Ont-elles été bien coordonnées ? Pourquoi ?
  - ✓ Qu'est-ce qui a bien marché dans la coordination ? Pourquoi ?

- ✓ Qu'est-ce qui n'a pas bien marché ? Pourquoi ?
- ✓ Comment pensez-vous qu'on peut améliorer la coordination pour avoir de meilleurs résultats des campagnes BTS ?
- Quelle appréciation avez-vous de l'implication de l'ensemble des parties prenantes (enseignants, élèves, parents, DCE, autorités éducatives ?

## Annexe 4 : Documents utilisés

---

- Ministère de l'Éducation, de la Formation Technique et Professionnelle/Bureau de la Planification et des Statistiques de l'Éducation, *Indicateurs sur l'enseignement au Burundi*, Bujumbura, juin 2018.
- Ndayisaba Joseph et Robert François, *Etude des risques et des vulnérabilités du système éducatif au Burundi*, 2017.
- Neubourg Chris de, RamfulNesha et Boon Liên, *La pauvreté des enfants au Burundi*, Unicef, janvier 2017.
- République du Burundi. *Politique Nationale de l'Éducation des Filles au Burundi*. Juillet 2009
- République du Burundi, *Plan sectoriel de développement de l'éducation et de la formation. 2012-2020*, juillet 2012.
- UNEG, *Normes et règles d'évaluation*, 2017.
- Unicef, *Campagne de retour et de maintien des enfants à l'école. Back To School 2016. Rapport de mise en œuvre février 2017*, 2017.
- Unicef, *Campagne de retour et de maintien des enfants à l'école. Back To School 2017. Rapport de mise en œuvre 2017*, novembre 2017.
- Unicef, *Rapport de lancement de la campagne Back To School, rentrée 2017-2018*, février 2018.
- Unesco, *La question enseignante au Burundi, mise à jour de l'étude de 2012 orientée par l'Agenda 2030*, Unesco-IICBA, 2018. Banque mondiale, *Perspective mondiale*, 2017.

## Annexe 5 : Matrice de l'évaluation

Criteria	Evaluation Question (as it appears in the ToRs)	Sub Questions (detailed questions to help the team answer the main question)	Indicators or measures for each of the sub question	Data source	Data collection methods	Comments (or additional columns for Sampling, data analysis)
<b>Relevance</b>	To what extent is BTS aligned with UNICEF priorities and policies globally and in Burundi ?	Dans quelle mesure le projet BTS/RAE est-il aligné sur les priorités et politiques nationales en matière d'éducation et de développement ? Dans quelle mesure le projet BTS/RAE est-il aligné sur les priorités de l'UNICEF en matière d'éducation ? Quelle est la cohérence et la compatibilité des priorités du BTS avec les priorités de l'éducation comme ces priorités sont exprimées dans les documents de politiques et stratégies du secteur ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cohérence du BTS avec les ODD</li> <li>Cohérence du BTS avec la Constitution et la Vision 2025</li> <li>Cohérence du BTS avec la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté</li> <li>Cohérence du BTS avec les priorités stratégiques de la politique nationale de l'éducation(PSDEF).</li> <li>Ancrage du BTS avec la politique de mise en place du fondamental à travers les appuis apportés aux classes de 7è et 8è</li> <li>Cohérence du BTS avec la vision de l'Unicef dans le domaine de l'éducation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport de mise en œuvre BTS 2016</li> <li>Rapport de mise en œuvre BTS 2017</li> <li>Rapport de mise en œuvre BTS 2018</li> <li>Plan sectoriel de développement de l'éducation et de la formation.</li> <li>Politique Nationale de l'Education des Filles au Burundi</li> <li>Constitution du Burundi</li> <li>Liste des ODD</li> <li>Agenda 2030</li> <li>Document du programme de coopération</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Entretiens</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Responsable UNICEF</li> <li>Membres du Comité BTS</li> <li>DPEFTP</li> <li>DCEFTP</li> <li>Triangulation des données</li> </ul>
	Was the design and implementation of the intervention perceived as gender-sensitive and equity-focused?	1..1	<ul style="list-style-type: none"> <li>Absence d'un document de projet</li> <li>Définition des cibles dans les rapports de mise en œuvre prenant clairement en compte les disparités de genre</li> <li>La conception des fiches de rapportage des campagnes permet d'apprécier la prise en compte de la couverture des filles, garçons et enfants issus de groupes vulnérables ou marginalisés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport de mise en œuvre BTS 2016</li> <li>Rapport de mise en œuvre BTS 2017</li> <li>Rapport de mise en œuvre BTS 2018</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Entretiens</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Responsable UNICEF</li> <li>Membres du Comité BTS</li> <li>DPEFTP</li> <li>DCEFTP</li> <li>Triangulation des données</li> </ul>
<b>Efficiency</b>	To what extent are the costs associated with the BTS	Existent-t-il des alternatives moins couteuses qui	<b>Facteurs et conditions de l'efficience :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Réduction des retards dans les</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports des campagnes 2016,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Entretiens</li> <li>Discussions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Responsable UNICEF</li> <li>Membres du Comité BTS</li> </ul>

Criteria	Evaluation Question (as it appears in the ToRs)	Sub Questions (detailed questions to help the team answer the main question)	Indicators or measures for each of the sub question	Data source	Data collection methods	Comments (or additional columns for Sampling, data analysis)
	consistent with an efficiency benchmark established through a literature review? What factors are influencing any discrepancies?	auraient permis d'atteindre les mêmes résultats auprès des bénéficiaires finaux ? Ces alternatives ont-elles été explorées et utilisées ?	campagnes <ul style="list-style-type: none"> <li>Prise en compte des aspirations, attentes et des perceptions de la qualité des kits par les bénéficiaires</li> <li>Réalisation des formations continues</li> <li>Mise en place d'une véritable politique de gratuité basée sur la mise à disposition des écoles d'un paquet minimum nécessaire pour leur fonctionnement par l'Etat</li> <li>Capacités opérationnelles des services déconcentrés (DPEFTP, DCEFTP)</li> </ul>	2017, 2018 <ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports du lancement des campagnes 2016, 2017</li> </ul>	de groupe	<ul style="list-style-type: none"> <li>DPEFTP</li> <li>DCEFTP</li> <li>Triangulation des données</li> <li>Elèves</li> <li>Enseignants</li> <li>Membres du comité de gestion des écoles</li> <li>Parents</li> <li>Leaders d'opinion</li> </ul>
<b>Effectiveness</b>	To what extent have the activities led (or are likely to lead) to expect outputs?	Quelle est l'ampleur et la qualité des résultats ? Comment se comparent les performances atteintes à celles attendues ? Quelles ont été les contraintes de mise en œuvre et la pertinence des modifications dans le BTS ?	1. Accès et rétention à l'école, conditions d'apprentissage <ul style="list-style-type: none"> <li>Une perception de l'amélioration des pratiques pédagogiques chez les enseignants</li> <li>La possession a rendu moins pénible la préparation et la dispensation des cours</li> <li>La disponibilité des matériels a contribué améliorer la couverture des programmes en 7è et 8è</li> <li>Contribution à améliorer les performances des écoles aux examens</li> <li>Mais, en absence d'un mécanisme efficace de conservation des documents et de sanction en cas de perte, il y a des risques qu'à termes les écoles n'aient plus de documents disponibles et utilisables</li> <li>La non polyvalence des enseignants dans Sciences et techno et Langue réduit les performances des élèves</li> <li>Une contribution à l'allègement du</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports des campagnes 2016, 2017, 2018</li> <li>Rapports du lancement des campagnes 2016, 2017</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Entretiens de groupe</li> <li>Discussions de groupe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Responsable UNICEF</li> <li>Membres du Comité BTS</li> <li>DPEFTP</li> <li>DCEFTP</li> <li>Triangulation des données</li> <li>Elèves</li> <li>Enseignants</li> <li>Membres du comité de gestion des écoles</li> <li>Parents</li> <li>Leaders d'opinion</li> </ul>

Criteria	Evaluation Question (as it appears in the ToRs)	Sub Questions (detailed questions to help the team answer the main question)	Indicators or measures for each of the sub question	Data source	Data collection methods	Comments (or additional columns for Sampling, data analysis)
			<p>fardeau économique du fonctionnement des écoles sur les responsables lorsqu'on compare les écoles sous programmes et les écoles non sous programme</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une limitation des risque d'abandons dus à la non possession des kits aux enfants à scolarisé à risque d'abandons</li> <li>• Une contribution au respect du temps et calendrier scolaire</li> </ul> <p>Une contribution à l'amélioration de l'accès des groupes vulnérables Au niveau de la mobilisation des communautés</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La faible portée des campagnes de sensibilisation tournées vers les communautés ne permet pas de toucher les enfants hors de l'école</li> </ul> <p>Au niveau du renforcement des capacités des enseignants</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les formations reçues aident les enseignants à mieux faire leur cours et à s'approprier les innovations liées au fondamental</li> <li>• Mais l'insuffisance des formations reçues et les mobilités/affectations des enseignants limitent la portée des résultats attendus.</li> </ul>			

Criteria	Evaluation Question (as it appears in the ToRs)	Sub Questions (detailed questions to help the team answer the main question)	Indicators or measures for each of the sub question	Data source	Data collection methods	Comments (or additional columns for Sampling, data analysis)
	What real difference has the programme made to the beneficiaries?	<p>Quelles améliorations le BTS a-t-il apporté concernant l'accès, la rétention scolaire et le retour à l'école au niveau national et dans les zones d'intervention du BTS ?</p> <p>Quelle différence les appuis apportés par le BTS ont-elles permis de faire auprès des bénéficiaires ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le BTS a une couverture plus importante que tous les autres programmes dans le secteur observés dans les zones visitées</li> <li>Les appuis apportés aux écoles en matériels de traçage et kits scolaires contribuent à améliorer considérablement la fonctionnalité des écoles en l'absence d'un appui de l'Etat</li> <li>La comparaison des écoles sous BTS avec les autres écoles permette de mieux apprécier cet apport</li> <li>Renforcement des aptitudes des élèves à travailler à domicile, à réviser les leçons et à faire des exercices à domicile</li> <li>Une contribution à l'amélioration de l'accès, de la rétention, de la réussite et à la lutte contre les abandons</li> <li>En 2016, le BTS a contribué à hauteur de 1,50 US\$ par élève, soit 2700 FBU par élève bénéficiaire si l'on suppose que l'ensemble des postes de dépenses proposés dans les rapports disponibles ont comme bénéficiaire final l'enfant en tant qu'ayant droit.</li> <li>Pour la campagne 2017, ce montant est passé à 1,94 US\$ (soit 3492 FBU). La contribution du BTS, sans être négligeable, ne permet véritablement pas d'alléger le fardeau de la scolarisation sur les parents.</li> <li>Le parent d'un enfant bénéficiant du BTS doit en moyenne déboursier 37,38 US\$ (67.684 FBU) pour couvrir les besoins annuels.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports des campagnes 2016, 2017, 2018</li> <li>Rapports du lancement des campagnes 2016, 2017</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Entretiens de groupe</li> <li>Discussions de groupe</li> <li>Observation directe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Responsable UNICEF</li> <li>Membres du Comité BTS</li> <li>DPEFTP</li> <li>DCEFTP</li> <li>Triangulation des données</li> <li>Elèves</li> <li>Enseignants</li> <li>Membres du comité de gestion des écoles</li> <li>Parents</li> <li>Leaders d'opinion</li> </ul>

Criteria	Evaluation Question (as it appears in the ToRs)	Sub Questions (detailed questions to help the team answer the main question)	Indicators or measures for each of the sub question	Data source	Data collection methods	Comments (or additional columns for Sampling, data analysis)
	Do key actors perceived major results were achieved? What are the gender aspects, geographical and school type dimensions affecting the BTS Campaign's performance?	Quelle est la perception de la contribution du BTS à la réduction des abandons, à l'amélioration de l'accès et de la rétention scolaire Est-ce que les interventions ont bien pris en compte les dynamiques de genre et les inégalités géographiques qui se posent dans les zones retenues ? Comment ont-elles été abordées?	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les enseignants pensent que le BTS a contribué à améliorer les performances des écoles aux examens</li> <li>• Les élèves pensent que le BTS les exposent moins aux risques d'abandons pour cause d'absence de matériels scolaires</li> <li>• Les parents pensent que même si les quantités reçues ne permettent pas de répondre à toutes leurs attentes, elles contribuent à réduire les charges éducatives, surtout lorsque les distributions sont faites à temps</li> <li>• Les interventions ciblent toutes les communes, toutes écoles fondamentales publiques, ce qui permet de prendre en compte les dynamiques de genre et les inégalités géographiques qui se posent dans les zones retenues</li> <li>• Mais les retards observés et les difficultés d'accès aux zones difficiles d'accès limitent la couverture du BTS et peuvent ne pas permettre de résorber toutes les inégalités en matière de genre, d'accès géographique ou de toucher les enfants économiquement vulnérables qui vivent dans ces zones très enclavées.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapports des campagnes 2016, 2017, 2018</li> <li>• Rapports du lancement des campagnes 2016, 2017</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Entretiens de groupe</li> <li>• Discussions de groupe</li> <li>• Observation directe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Responsable UNICEF</li> <li>• Membres du Comité BTS</li> <li>• DPEFTP</li> <li>• DCEFTP</li> <li>• Triangulation des données</li> <li>• Elèves</li> <li>• Enseignants</li> <li>• Membres du comité de gestion des écoles</li> <li>• Parents</li> <li>• Leaders d'opinion</li> </ul>
<b>Sustainability</b>	To what extent are there sults of the intervention likely to continue to accrue even when funding reduces?	Les acquis du projet survivraient-ils après la fin de soutien du programme ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le BTS est une activité pertinente au regard des principaux défis du secteur de l'éducation</li> <li>• Ses orientations s'intègrent dans la vision de développement à moyen et long terme du secteur</li> <li>• Les actions du BTS sont menées sont similaires aux actions de l'EPT et de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapports des campagnes 2016, 2017, 2018</li> <li>• Rapports du lancement des campagnes 2016, 2017</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Entretiens de groupe</li> <li>• Discussions de groupe</li> <li>• Observation directe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Responsable UNICEF</li> <li>• Membres du Comité BTS</li> <li>• DPEFTP</li> <li>• DCEFTP</li> <li>• Triangulation des données</li> <li>• Elèves</li> <li>• Enseignants</li> <li>• Membres du comité de gestion des</li> </ul>

## UNICEF du Burundi

Evaluation of Burundi's "BACK TO SCHOOL CAMPAIGNS" rolled out in 2016, 2017, and 2018

Criteria	Evaluation Question (as it appears in the ToRs)	Sub Questions (detailed questions to help the team answer the main question)	Indicators or measures for each of the sub question	Data source	Data collection methods	Comments (or additional columns for Sampling, data analysis)
			<p>routine du Ministère</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Mais les faibles capacités de l'Etat pourront réduire ses capacités à assurer durablement des distributions et des appuis aux parents</li><li>• Le contexte de pauvreté limite les capacités de certains parents en cas d'arrêt de l'intervention.</li></ul>			<p>écoles</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Parents</li><li>• Leaders d'opinion</li></ul>

Criteria	Evaluation Question (as it appears in the ToRs)	Sub Questions (detailed questions to help the team answer the main question)	Indicators or measures for each of the sub question	Data source	Data collection methods	Comments (or additional columns for Sampling, data analysis)
	What are the major factors likely to affect sustainability of the results?	Quels sont les facteurs de risque ? Comment peuvent ils influencer la durabilité des acquis du BTS ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>Absence d'un mécanisme de suivi durable post-campagne</li> <li>Absence des indicateurs d'impact ou d'effet (exemple le taux d'utilisation des équipements reçus, le taux de satisfaction des bénéficiaires) Absence d'un mécanisme de partage de bonnes pratiques entre écoles, communes, provinces pour faciliter le pilotage des risques et l'adoption à temps de mesures mitigations</li> <li>Non ciblage de toutes les causes d'abandons et des enfants hors de l'école</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports des campagnes 2016, 2017, 2018</li> <li>Rapports du lancement des campagnes 2016, 2017</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Entretiens de groupe</li> <li>Discussions de groupe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Responsable UNICEF</li> <li>Membres du Comité BTS</li> <li>DPEFTP</li> <li>DCEFTP</li> <li>Triangulation des données</li> <li>Elèves</li> <li>Enseignants</li> <li>Membres du comité de gestion des écoles</li> <li>Parents</li> <li>Leaders d'opinion</li> </ul>
	To what extent did implementation of the BTS take into consideration long term education programming?	1..5	<ul style="list-style-type: none"> <li>Adoption par les autorités de mesures institutionnelles, légales qui ont une implication sur la pérennisation des</li> <li>Activités</li> <li>Mise en place d'un Comité BTS</li> <li>Ancrage des activités dans les activités du ministère et de ses services déconcentrés</li> <li>Mise en place de comités de gestion au niveau local</li> <li>Mais la plupart des acteurs pensent que c'est une activité de l'UNICEF</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports des campagnes 2016, 2017, 2018</li> <li>Rapports du lancement des campagnes 2016, 2017</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Entretiens de groupe</li> <li>Discussions de groupe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Responsable UNICEF</li> <li>Membres du Comité BTS</li> <li>DPEFTP</li> <li>DCEFTP</li> <li>Triangulation des données</li> <li>Elèves</li> <li>Enseignants</li> <li>Membres du comité de gestion des écoles</li> <li>Parents</li> <li>Leaders d'opinion</li> </ul>
	To what extent do BTS Campaigns affect community engagement and appropriation?	Quel est leur niveau d'appropriation par les parties prenantes ?	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les activités sont exécutés et opérationnalisées par les DPEFTP et DCEFTP</li> <li>Toutefois, la forte centralisation des décisions au niveau du Ministère limite le pilotage post-campagne alors que les acquis doivent être suivis toute l'année et les années suivantes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports des campagnes 2016, 2017, 2018</li> <li>Rapports du lancement des campagnes 2016, 2017</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Entretiens de groupe</li> <li>Discussions de groupe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Responsable UNICEF</li> <li>Membres du Comité BTS</li> <li>DPEFTP</li> <li>DCEFTP</li> <li>Triangulation des données</li> <li>Elèves</li> <li>Enseignants</li> <li>Membres du comité de gestion des écoles</li> <li>Parents</li> <li>Leaders d'opinion</li> </ul>

Criteria	Evaluation Question (as it appears in the ToRs)	Sub Questions (detailed questions to help the team answer the main question)	Indicators or measures for each of the sub question	Data source	Data collection methods	Comments (or additional columns for Sampling, data analysis)
<b>Impact</b>	Do key stakeholders perceive the BTS has led to improvement in retention for both boys and girls from vulnerable households in Burundi?	<p>Quels sont les effets des interventions du BTS sur la réduction des abandons des filles, garçons, enfants vulnérables ?</p> <p>Quels sont les effets attendus/inattendus, positifs et négatifs que les interventions menées ont produits chez les bénéficiaires à tous les niveaux ?</p> <p>Quelles perceptions les bénéficiaires ont-ils des effets du BTS ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Preuve de changement d'attitudes parmi les différents intervenants et</li> <li>• Bénéficiaires</li> <li>• Perception positive de la contribution du BTS à la fonctionnalité des écoles, à la réduction des risques d'abandons chez les enseignants, élèves et parents</li> <li>• Absence d'indicateurs d'effet/impact ou de cibles et limites de l'évaluation de l'impact du BTS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapports des campagnes 2016, 2017, 2018</li> <li>• Rapports du lancement des campagnes 2016, 2017</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Entretiens de groupe</li> <li>• Discussions de groupe</li> <li>• Observation directe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Responsable UNICEF</li> <li>• Membres du Comité BTS</li> <li>• DPEFTP</li> <li>• DCEFTP</li> <li>• Triangulation des données</li> <li>• Elèves</li> <li>• Enseignants</li> <li>• Membres du comité de gestion des écoles</li> <li>• Parents</li> <li>• Leaders d'opinion</li> </ul>
<b>Coverage</b>	To what extent has the BTS benefited the most vulnerable boys and girls?	1..7	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence de statistiques dans les rapports des campagnes indiquant clairement que les groupes vulnérables sont touchés par les campagnes menées chaque année (notamment les Batwa, Albinos, enfants avec handicap) Conception d'une fiche de suivi des campagnes permettant d'apprécier la couverture des garçons et filles les plus vulnérables</li> <li>• Mais les difficultés d'accès aux zones enclavées limitent l'exhaustivité de cette couverture : certains enfants vivant dans ces zones peuvent ne pas bénéficier des distributions</li> <li>• La focalisation des interventions dans les écoles ne permet finalement que d'atteindre les enfants scolarisés et moins ceux qui sont hors de l'école et qui sont vulnérables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapports des campagnes 2016, 2017, 2018</li> <li>1..8</li> <li>• Rapports du lancement des campagnes 2016, 2017</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Entretiens de groupe</li> <li>• Discussions de groupe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Responsable UNICEF</li> <li>• Membres du Comité BTS</li> <li>• DPEFTP</li> <li>• DCEFTP</li> <li>• Triangulation des données Elèves</li> <li>• Enseignants</li> <li>• Membres du comité de gestion des écoles</li> <li>• Parents</li> <li>• Leaders d'opinion</li> </ul>

Criteria	Evaluation Question (as it appears in the ToRs)	Sub Questions (detailed questions to help the team answer the main question)	Indicators or measures for each of the sub question	Data source	Data collection methods	Comments (or additional columns for Sampling, data analysis)
	Do BTS campaigns address the most excluded population needs?	1..10	<ul style="list-style-type: none"> <li>Evidence sur un effort de couverture de toutes les communes, toutes les écoles des provinces retenues en 2016, 2017, 2018 Cette couverture globale permet de cibler tous les enfants à l'école</li> <li>Existence d'une fiche de collecte permettant d'apprécier l'atteinte des besoins des enfants vulnérables et marginalisés (handicapés, albinos, Batwa)</li> <li>Absence d'interventions pertinentes orientées vers les autres enfants hors de l'école (enfants non scolarisés en âge de scolarisation au préscolaire et au fondamental et qui ont abandonné; enfant n'ayant jamais été scolarisés et ne disposant pas de personnes ayant fréquenté dans leur entourage pour susciter l'engouement pour la scolarisation)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports des campagnes 2016, 2017, 2018</li> <li>Rapports du lancement des campagnes 2016, 2017</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Entretiens de groupe</li> <li>Discussions de groupe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Responsable UNICEF</li> <li>Membres du Comité BTS</li> <li>DPEFTP</li> <li>DCEFTP</li> <li>Triangulation des données</li> <li>Elèves</li> <li>Enseignants</li> <li>Membres du comité de gestion des écoles</li> <li>Parents</li> <li>Leaders d'opinion</li> </ul>
<b>Coordination</b>	How well coordinated has the BTS been?	<p>Quelles sont les synergies développées dans le cadre de la mise en œuvre ?</p> <p>Quelles ont été les points forts et les points faibles ?</p> <p>Les synergies avec les autres acteurs ont-elles bénéficié d'une attention adéquate pendant l'ensemble du processus d'intervention ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Evidence de travail conjoint entre les différents acteurs dans la résolution des problèmes</li> <li>Engagements de différents acteurs dans les activités du BTS</li> <li>Evidences sur l'implication des participants dans les différentes actions et phases de la campagne (préparation, mise en œuvre, élaboration des rapports)</li> <li>Le BTS est une activité conjointe UNICEF-Ministère de l'éducation</li> <li>Implication des services du Ministère dans la définition des cibles, l'évaluation des quantités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports des campagnes 2016, 2017, 2018</li> <li>Rapports du lancement des campagnes 2016, 2017</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Entretiens de groupe</li> <li>Discussions de groupe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Responsable UNICEF</li> <li>Membres du Comité BTS</li> <li>DPEFTP</li> <li>DCEFTP</li> <li>Triangulation des données</li> <li>Elèves</li> <li>Enseignants</li> <li>Membres du comité de gestion des écoles</li> <li>Parents</li> <li>Leaders d'opinion</li> </ul>

Criteria	Evaluation Question (as it appears in the ToRs)	Sub Questions (detailed questions to help the team answer the main question)	Indicators or measures for each of the sub question	Data source	Data collection methods	Comments (or additional columns for Sampling, data analysis)
			<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place d'un Comité BTS pour assurer la coordination</li> <li>Implication des DPEFTP et des DCEFTP dans la préparation, la réception et l'organisation des campagnes de distributions</li> <li>Mise en place au sein des écoles des comités de gestion du BTS impliquant les communautés et surtout les membres des comités de gestion des écoles</li> </ul>			
	To what extent did interventions maximize joint efforts of stakeholders?	<p>Comment les parties prenantes sont-elles impliquées dans la mise en œuvre du BTS ?</p> <p>Quels facteurs d'incitations et de dé-incitation ont été relevés pendant la programmation et la mise en oeuvre des interventions ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sentiment d'un fort centralisme dans la gestion et faible marge de manoeuvre des responsables des services déconcentrés de l'éducation avec un impact sur les retards accusés dans la mise en œuvre des campagnes BTS</li> <li>Participation des services déconcentrés à l'élaboration des rapports synthétiques des campagnes en vue d'évaluer la couverture</li> <li>Faible implication des Conseillers provinciaux et communaux</li> <li>Faible participation des parents/membres des comités de gestion de l'école dans le suivi des activités post-campagne Faible implication des élèves dans la gestion des matériels reçus</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports des campagnes 2016, 2017, 2018</li> <li>Rapports du lancement des campagnes 2016, 2017</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Entretiens de Discussions de groupe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Responsable UNICEF</li> <li>Membres du Comité BTS</li> <li>DPEFTP</li> <li>DCEFTP</li> <li>Triangulation des données Elèves</li> <li>Enseignants</li> <li>Membres du comité de gestion des écoles</li> <li>Parents</li> <li>Leaders d'opinion</li> </ul>